

Aujourd'hui



B8 EURYTHMICS

Délaissant les artifices sonores et visuels, Annie Lennox et Dave Stewart, du duo britannique Eurythmics, ont mis l'accent sur leurs chansons, hier soir au Forum.

B1 JEAN CHRÉTIEN

Jean Chrétien s'efforce de minimiser les conséquences d'un échec possible de l'accord du lac Meech et se dit même prêt à accorder un droit de veto au Québec.

C1 L'AUTOMOBILE

Les Audi 200 et V8 ont des qualités routières qui les placent parmi les meilleures, mais un changement d'attitude s'impose de la part du constructeur envers sa clientèle.

S3 CAPITALS 3 NORDIQUES 0

Les Nordiques ont porté à quatre leur série d'échecs consécutifs devant leurs partisans et à sept leurs défaites d'affilée, égalant deux records d'équipe peu enviables.



A8 RDA

Pour regagner la confiance de la population, le nouveau chef de l'Allemagne de l'Est, Egon Krenz, va permettre à ses concitoyens de se déplacer là où ils le désirent.

Sommaire

- Annonces classées
- Immobilier... B10-B11, C5-C6
- marchandises... C7 et C8
- emplois... C8 et C9
- automobiles... C9 et C10
- propositions d'affaires... A15
- Arts et spectacles
- informations... B6 à B9
- horaires... B9
- Bandes dessinées... C7
- Carr. et professions A14-A15
- Décès... C11
- Economie... A14-A15
- Êtes-vous observateurs? B10
- Feuilleton... B11
- Horoscope... C6
- L'auto... C1 à C4
- Le bridge... C5
- Le monde... A8-A9
- Loteries — résultats... A4
- Mots croisés... C9
- Mot mystère... C8
- Quoi faire... B12
- Radio-Télévision... B8

Vaillancourt triomphe à Laval

Jean-Paul L'Allier est élu facilement à Québec

MARC DORÉ

Au moment où l'équipe du maire Gilles Vaillancourt balayait Laval, comme on s'y attendait, une seule surprise, mais elle est de taille, a marqué hier les élections municipales qui avaient lieu dans 333 villes du Québec, et c'est dans la Vieille capitale qu'elle s'est produite: le candidat du Rassemblement populaire, l'ancien ministre Jean-Paul L'Allier, a remporté une victoire imposante sur le porte-étendard du Progrès civique, et lui aussi ancien ministre, Jean-François Bertrand.

28 p. cent des électeurs libéraux sont favorables à la souveraineté

LOUIS FALARDEAU

Plus des trois quarts des électeurs qui ont voté pour le Parti québécois, le 25 septembre, sont favorables à la souveraineté du Québec et les deux tiers ont fait leur choix pour manifester leur appui à cette option.

Mais le parti de Jacques Parizeau ne fait toutefois pas le plein du vote souverainiste, puisque 28 p. cent des électeurs libéraux sont favorables à la souveraineté.

C'est ce que nous apprend un sondage réalisé par la maison CROP pour le compte de *La Presse* entre le 20 et le 25 octobre auprès de 976 répondants, ce qui représente un taux de collaboration de 69 p. cent.

Aux répondants qui disaient avoir voté pour le PQ (33 p. cent), on a demandé s'ils avaient fait pour appuyer la souveraineté du Québec ou pour manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement Bourassa.

La première hypothèse a été choisie par 46 p. cent des personnes interrogées, la deuxième par 27 p. cent et 19 p. cent disaient que les deux raisons avaient également influencé leur vote. C'est donc 65 p. cent des électeurs pequistes qui ont voté pour ce parti afin d'appuyer son option.

Aux électeurs libéraux (36 p. cent des personnes interrogées), on demandait plutôt s'ils avaient voulu appuyer le fédéralisme ou manifester leur satisfaction à l'égard du gouvernement Bourassa. Plus de la moitié (51 p. cent) ont opté pour la seconde hypothèse et 24 p. cent ont dit avoir voulu appuyer le fédéralisme. Les deux hypothèses ont également influencé 9 p. cent des répondants.

On a ensuite demandé à tous les répondants s'ils étaient très, assez, peu ou pas du tout favorables à la souveraineté du Québec. Quarante et un p. cent ont dit qu'ils étaient très ou assez favorables, contre 43 p. cent qui l'étaient peu ou pas du tout. Les autres (16 p. cent) n'ont pas répondu.

La même question posée au cours de la campagne électorale avait donné des résultats un peu différents. Les favorables étaient un peu moins nombreux (39 p. cent) tandis qu'on obtenait pres-

VOIR LIBÉRAUX EN A 2

M. L'Allier, que les derniers sondages montraient en fin de semaine légèrement en avance sur M. Bertrand, a décroché facilement la mairie de Québec avec, à 42000 voix contre 29000, presque 60 p. cent du scrutin populaire.

Il a également réussi à amener avec lui à l'hôtel de ville un contingent de 17 conseillers, ce qui lui assure une confortable majorité au conseil, qui compte 21 sièges.

Ailleurs, les résultats attendus se sont habituellement concrétisés, à commencer par la deuxième ville en importance au Québec, Laval, où le chef du Parti du ralliement officiel des Lavallois, Gilles Vaillancourt, a facilement disposé de ses deux adversaires en recueillant plus de 57000 votes, soit environ 52 p. cent des voix.

M. Vaillancourt, qui siège à l'hôtel de ville depuis 1975, a donc réussi une première à Laval, l'équipe qu'il dirige depuis le dé-

VOIR LAVAL EN A 2

● B 4 et B 5: Deux pages sur les municipales

● B 2: L'éditorial de Pierre Venat



Le maire désigné de Laval, M. Gilles Vaillancourt, a été élu haut la main, recueillant plus de voix que ses deux adversaires réunis. Son parti, le PRO, est le premier à remporter une troisième élection à Laval.

PHOTO BERNARD BRault, La Presse

La ronde des grèves débute chez Hydro

RAYMOND GERVAIS

Depuis minuit cette nuit, la série de grèves que promettaient depuis quelques semaines les 14 000 employés syndiqués d'Hydro-Québec est commencée. Et jusqu'à ce soir minuit, les trois syndicats d'Hydro sont en grève générale.

La ronde des grèves chez Hydro se terminera le 18 décembre. La grève générale d'aujourd'hui sera

suivie de six grèves quotidiennes rotatives affectant chacune deux régions administratives à la fois. Nouvelle grève générale lundi prochain suivie de six grèves rotatives et ainsi de suite jusqu'au 18 décembre.

Le Conseil des services essentiels a jugé suffisantes en partie, hier, les listes de services essentiels déposées par les trois syndicats d'Hydro-Québec membres du Syndicat canadien de la Fon-

ction publique (SCFP) et affiliés à la FTQ.

Les syndicats ont accepté la recommandation du Conseil des services essentiels d'ajouter du personnel à quatre endroits que le Conseil jugeait nécessaires afin de compléter la liste de services essentiels.

Le Conseil a jugé que les syndicats avaient apporté suffisamment de modifications aux listes pour les rendre suffisantes, «ce

qui démontre leur responsabilité et leur lucidité à l'égard de leurs obligations envers le public», a soutenu le Conseil.

De plus, comme le début et la fin des grèves surviennent à minuit au lieu de midi, les jours de productivité réelle sont augmentés, a ajouté le Conseil.

Les syndicats qui regroupent les techniciens et les employés de bureau et de métier d'Hydro-

VOIR HYDRO EN A 2

René Moawad élu président du Liban

d'après AFP, Reuter et UPI
BEYROUTH

Un député maronite modéré, René Moawad, a été élu hier président de la République libanaise par le Parlement réuni dans le nord du pays (sous contrôle syrien), en dépit de l'opposition du général Michel Aoun, chef du gouvernement de militaires chrétiens.

Pendant que le nouveau président lançait un appel à la réconciliation nationale, le général Aoun

qualifiait cette élection d'«anti-constitutionnelle». Et durant la nuit, une centaine de ses partisans ont attaqué le siège du patriarcat maronite à Bkerké et humilié Mgr Nasrallah Sfeir, chef de l'Église la plus influente du Liban, qui avait appuyé la tenue du scrutin présidentiel et critiqué l'intransigeance du général Aoun.

Les assaillants, arrivés à Bkerké (20 km au nord de Beyrouth) à bord d'une trentaine de voitures, ont brûlé des pneus autour du bâtiment avant d'y entrer en force

et de mettre le feu à plusieurs bureaux. Ils s'en sont pris à Mgr Sfeir, qu'ils ont contraint à embrasser la photo du général Aoun, ont indiqué des témoins.

M. Moawad, avocat de 64 ans, réputé proche de la Syrie, a obtenu 52 voix, pour six bulletins blancs, au deuxième tour de scrutin des 58 députés siégeant dans un bâtiment de la base aérienne de Qlaiaat, à sept km de la frontière libano-syrienne.

La présidence libanaise, dévo-

VOIR LIBAN EN A 2

Horowitz meurt à 85 ans

Considéré comme l'un des plus grands pianistes du siècle, le pianiste américain d'origine russe Vladimir Horowitz est mort hier à New York d'une crise cardiaque à 85 ans. Il était le musicien le mieux payé du monde. Un critique musical a dit de lui qu'il possédait «une sonorité sans égale dans l'histoire du jeu de piano.» ● Page B 6 □

Deux objectifs: les marchés boursiers internationaux et l'immobilier



PHILIPPE DUBUISSON

3. ■ Au cours des prochaines années, la Caisse de dépôt et placement poursuivra deux grands objectifs de placement: percer sur les marchés boursiers internationaux et accroître son portefeuille immobilier.

La Caisse de dépôt a essayé les critiques d'analystes financiers

Créée en 1965 pour administrer les cotisations à la Régie des rentes, la Caisse de dépôt et placement du Québec a vu son actif passer de 200 millions \$ à plus de 35 milliards \$. Dans une série d'articles dont la dernière tranche paraît aujourd'hui, *La Presse* tente de répondre aux nombreuses questions suscitées par les débats entourant ses 25 ans d'existence.

pour avoir ignoré les marchés boursiers internationaux. Le Canada ne représente que 2,5 p. cent de l'actif mondial. Pourtant, ce n'est qu'en 1983 que la Caisse a commencé à acheter des actions de compagnies étrangères.

Le portefeuille d'actions étrangères de l'organisme atteint aujourd'hui un peu moins

de 2 milliards \$, soit environ 5 p. cent de l'actif total. L'objectif de Jean Campeau est d'accorder une pondération de 10 p. cent aux titres internationaux.

Depuis 1985, les résultats de la Caisse sur les marchés internationaux sont impressionnants. Le rendement annuel moyen s'est élevé à 22,5 p. cent de 1985 à 1988, grâce à une

forte pondération des titres de compagnies asiatiques dans le portefeuille de la Caisse.

Avec le style interventionniste qui le caractérise, Jean Campeau n'entend toutefois pas investir à l'étranger pour une simple question de saine gestion financière. Il entend marier aux objectifs de rendement une politique de développement économique pour les entreprises québécoises.

VOIR OBJECTIFS EN A 2

● A 14: Un rendement annuel global de 16%

LA MACHINE A MILLIARDS A 25 ANS

Loiseau Bleu MOUSSEUX

LE MOUSSEUX QUI VOUS SORT DE L'ORDINAIRE

SUITE DE LA UNE

LIBÉRAUX

28 p. cent des électeurs libéraux sont favorables à la souveraineté

que la moitié (47 p. cent) de défavorables.

Chez les seuls francophones, 48 p. cent se disent plutôt favorables à la souveraineté et seulement 38 p. cent sont plutôt défavorables.

Par contre, si 77 p. cent des électeurs québécois sont favorables à l'option du parti, il s'en trouve quand même 15 p. cent qui s'y opposent.

Les libéraux sont plus divisés, puisque 28 p. cent de ceux qui ont voté pour le parti de Robert Bourassa sont néanmoins plutôt favorables à l'option du PQ.

L'option souverainiste obtient la majorité dans la région de Québec (53 p. cent), chez les moins de 35 ans (52 p. cent) et chez ceux qui gagnent entre 30 000\$ et 40 000\$ par année (52 p. cent).

Les gens de la région de Montréal (38 p. cent), les femmes (38 p. cent) et ceux dont le revenu est inférieur à 20 000\$ (37 p. cent) sont également moins souverainistes.

Ces données amènent le vice-président et directeur de la recherche chez CROP, Claude Gauthier, à tirer, notamment, les deux conclusions suivantes:

« un vote pour le PQ n'est pas nécessairement un vote pour son option, mais il est très majoritairement le fait d'électeurs qui partagent son option »;

Méthodologie

Les résultats du sondage reposent sur 976 entrevues téléphoniques effectuées du 20 au 25 octobre 1989 dans le cadre de l'enquête omnibus CROP-EXPRESS.

Les répondants ont été choisis aléatoirement à l'aide d'une grille de sélection qui tient compte du nombre d'adultes dans les ménages joints, ainsi que de leur sexe et de leur âge.

Le taux de collaboration enregistré lors de ce sondage est de 69 p. cent.

Lors de leur compilation, les résultats furent pondérés sur la base des statistiques officielles, afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec du point de vue du sexe et de la langue d'usage, ainsi que de la région de résidence des répondants.

D'un point de vue statistique, un tel échantillon est précis à trois points près, 19 fois sur 20.

Le Directeur de la recherche Claude Gauthier, vice-président

En votant pour le (PQ / PLO) avez-vous voulu...

Table with 4 columns: Option, PQ, PLO, and a corresponding description. Rows include 'appuyer la souveraineté', 'ou manifester votre mécontentement à l'égard du gouvernement Bourassa?', 'les 2 également', 'pour le candidat local', 'autres raisons*', and 'ne sait pas'.

Diriez-vous que vous êtes très favorable, assez favorable, peu favorable ou pas du tout favorable à la souveraineté du Québec?

Table with 5 columns: Réponse, Tous %, Franco. %, Vote PQ %, Vote PLO %, Sept. 89 %. Rows include 'Très favorable', 'Assez favorable', 'Peu favorable', 'Pas du tout favorable', and 'Indécis, refus'.

« un vote pour le PLQ est d'abord un vote de confiance et de gratitude à l'égard du gouvernement et il est majoritairement le fait d'électeurs s'opposant à la souveraineté du Québec ».

LAVAL

Vaillancourt triomphe à Laval

part de l'ancien maire Claude LeFebvre étant la première à remporter une troisième élection.

Ses adversaires, Pierrette Rousin, du Parti libéral, et Jean-Paul Théorêt, du Parti pour le renouveau de Laval, ont obtenu respectivement 22 750 voix (26 p. cent) et 24 000 voix (22 p. cent).

Le balayage du PRO s'est poursuivi dans les districts, 22 des 24 conseillers élus portant les couleurs de ce parti.

En terme de votes exprimés, les résultats de Laval sont sensiblement les mêmes que ceux prévus par un sondage CROP-La Presse publié samedi.

Des taux de participation inhabituels au niveau municipal ont par ailleurs été enregistrés dans ces deux villes, avec 56 p. cent à Laval et plus de 62 p. cent à Québec.

Il faut dire que dans les deux cas, les campagnes ont été féroces, même si les thèmes abordés par les candidats n'avaient pas grand-chose en commun.

À Québec, l'élection du Rassemblement populaire est un événement politique semblable à l'arrivée du Rassemblement des citoyens de Montréal à l'hôtel de ville, en 1986, et marque la fin d'une époque dominée par un groupe restreint de notables.

Jean-François Bertrand, le nouveau chef du Progrès civique qui avait succédé à l'ancien maire Jean Pelletier en poste depuis douze ans, aura donc été incapable de réussir « le changement dans la continuité » qu'il voulait incarner.

« C'est la victoire de la démocratie, la victoire du changement, la victoire des gens de Québec », a dit l'ancien ministre péquiste en reconnaissant à défaite aux mains de M. L'Allier.

Ce dernier, qui a promis « le vrai changement » aux Québécois, s'est dit de son côté « profondément lié » par les promesses de renouveau véhiculées par son parti durant la campagne électorale.

Le RPO est présent à l'hôtel de ville, mais dans l'opposition, depuis douze ans.

Enfin, la mairesse de Sainte-Foy, la controversée Andrée Boucher, a obtenu de nouveau la faveur des électeurs, et a réussi à décrocher 12 des 14 sièges de conseillers pour son groupe politique.

« Jean Campeau a toujours voulu rattacher des objectifs de développement économique aux politiques de placement. Dans le cas des participations internationales, la politique a été de développer un réseau de contact pour favoriser le maillage d'entreprises québécoises et étrangères », dit Serge Leclerc qui a été à l'emploi de la Caisse de dépôt de 1974 à 1987.

Les membres de l'équipe du service des participations internationales ont alors étudié le tissu industriel des pays industrialisés pour déceler les sociétés avec lesquelles les entreprises québécoises pourraient éventuellement établir des liens commerciaux.

La Caisse est maintenant en position d'investir à l'étranger et consacrera plus de 3 milliards \$ à cette fin au cours des prochaines années.

Pour développer rapidement ses contacts, la Caisse investit également dans des sociétés de financement de petites et moyennes entreprises. En mars dernier, la Caisse de dépôt a investi 3 millions \$ dans Siparex S.A., de France.

Créée en 1977 à Lyon par le président de La Lyonnaise de Banque et la direction de grands groupes tels Rhône Poulenc et Michelin, Siparex regroupe aujourd'hui au-delà de 280 sociétés. Son conseil d'administration de 40 membres s'est réuni à Montréal cet automne, ce qui a permis de tisser des liens avec les entrepreneurs québécois.

Plus d'immobilier La Caisse entend également accroître ses actifs immobiliers. Ces investissements ne représentaient que 2,5 p. cent de son portefeuille mais l'acquisition du parc immobilier de Steinberg a porté ce taux à 4,5 p. cent.

« C'est dans cette perspective qu'il faut analyser l'acquisition de Steinberg, dit Jean Campeau. Il nous aurait fallu des années pour bâtir un portefeuille immobilier d'une telle qualité. Et puis, des groupes immobiliers à vendre d'une telle importance, il n'en restait plus d'autres. »

Le général Aoun avait dissous le Parlement, samedi, pour tenter d'empêcher cette élection qu'il considérait comme une « trahison » et la ratification de l'accord de Taef qui, selon lui, légalise « le crime de l'occupation syrienne ».

Trente-cinq mille soldats syriens sont stationnés sur les deux tiers du Liban et le général Aoun a proclamé le 14 mars la « guerre de libération » pour en obtenir le départ. L'accord de Taef prévoit leur « redéploiement » dans l'est du Liban.

Passant outre à l'opposition du général Aoun, 30 députés du camp chrétien séjournant à Paris avaient pris hier l'avion pour retrouver à Qlaiaat leurs collègues, en majorité musulmans, arrivés la veille de Beyrouth-Ouest, le secteur de la capitale sous contrôle syrien.

L'élection de M. Moawad, qui a été trois fois ministre entre 1960 et 1982, s'est faite en présence de l'envoyé spécial du triumvirat arabe sur le Liban, M. Lakhdar Ibrahim, et de huit diplomates, dont l'ambassadeur d'URSS.

Parmi les réactions positives des chancelleries, on relève celle de Washington qui s'est félicitée de l'élection de René Moawad et de la ratification de l'accord de Taef et a appelé le général Aoun à respecter ces décisions parlementaires, en des termes particulièrement durs. « Le général Aoun, par ses tactiques de confrontation et sa menace de partition, rend un mauvais service à l'État et au peuple qu'il affirme défendre », déclare le département d'État.

Le neuvième président de la République libanaise a la réputation d'être un homme de dialogue et d'ouverture.

M. Moawad croit fermement à l'unité du Liban mais aussi au rôle déterminant de la Syrie dans un règlement de la crise dans ce pays. Pour lui, Israël reste le vrai obstacle à toute solution: « Le Liban ne retrouvera pas la paix avant le retrait total et inconditionnel de l'armée israélienne du Liban sud, l'application des résolutions de l'ONU et la restauration de l'autorité de l'État dans cette région », a-t-il dit en 1987.

Le porte-parole du SFCP, M. Luc Chabot, a déclaré hier soir que les syndicats s'étaient rendus à la demande du Conseil des services essentiels et qu'ils avaient démontré leur intention de faire une grève civilisée qui n'affectera en rien les intérêts et besoins des Québécois.

M. Chabot a dit que cette grève pourrait se terminer bien avant le 18 décembre si Hydro-Québec se décidait à négocier sérieusement.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

ment les mêmes que ceux prévus par un sondage CROP-La Presse publié samedi.

Des taux de participation inhabituels au niveau municipal ont par ailleurs été enregistrés dans ces deux villes, avec 56 p. cent à Laval et plus de 62 p. cent à Québec.

Il faut dire que dans les deux cas, les campagnes ont été féroces, même si les thèmes abordés par les candidats n'avaient pas grand-chose en commun.

À Québec, l'élection du Rassemblement populaire est un événement politique semblable à l'arrivée du Rassemblement des citoyens de Montréal à l'hôtel de ville, en 1986, et marque la fin d'une époque dominée par un groupe restreint de notables.

Jean-François Bertrand, le nouveau chef du Progrès civique qui avait succédé à l'ancien maire Jean Pelletier en poste depuis douze ans, aura donc été incapable de réussir « le changement dans la continuité » qu'il voulait incarner.

« C'est la victoire de la démocratie, la victoire du changement, la victoire des gens de Québec », a dit l'ancien ministre péquiste en reconnaissant à défaite aux mains de M. L'Allier.

Ce dernier, qui a promis « le vrai changement » aux Québécois, s'est dit de son côté « profondément lié » par les promesses de renouveau véhiculées par son parti durant la campagne électorale.

Le RPO est présent à l'hôtel de ville, mais dans l'opposition, depuis douze ans.

Enfin, la mairesse de Sainte-Foy, la controversée Andrée Boucher, a obtenu de nouveau la faveur des électeurs, et a réussi à décrocher 12 des 14 sièges de conseillers pour son groupe politique.

« Jean Campeau a toujours voulu rattacher des objectifs de développement économique aux politiques de placement. Dans le cas des participations internationales, la politique a été de développer un réseau de contact pour favoriser le maillage d'entreprises québécoises et étrangères », dit Serge Leclerc qui a été à l'emploi de la Caisse de dépôt de 1974 à 1987.

Les membres de l'équipe du service des participations internationales ont alors étudié le tissu industriel des pays industrialisés pour déceler les sociétés avec lesquelles les entreprises québécoises pourraient éventuellement établir des liens commerciaux.

La Caisse est maintenant en position d'investir à l'étranger et consacrera plus de 3 milliards \$ à cette fin au cours des prochaines années.

Pour développer rapidement ses contacts, la Caisse investit également dans des sociétés de financement de petites et moyennes entreprises. En mars dernier, la Caisse de dépôt a investi 3 millions \$ dans Siparex S.A., de France.

Créée en 1977 à Lyon par le président de La Lyonnaise de Banque et la direction de grands groupes tels Rhône Poulenc et Michelin, Siparex regroupe aujourd'hui au-delà de 280 sociétés. Son conseil d'administration de 40 membres s'est réuni à Montréal cet automne, ce qui a permis de tisser des liens avec les entrepreneurs québécois.

Plus d'immobilier La Caisse entend également accroître ses actifs immobiliers. Ces investissements ne représentaient que 2,5 p. cent de son portefeuille mais l'acquisition du parc immobilier de Steinberg a porté ce taux à 4,5 p. cent.

« C'est dans cette perspective qu'il faut analyser l'acquisition de Steinberg, dit Jean Campeau. Il nous aurait fallu des années pour bâtir un portefeuille immobilier d'une telle qualité. Et puis, des groupes immobiliers à vendre d'une telle importance, il n'en restait plus d'autres. »

Le général Aoun avait dissous le Parlement, samedi, pour tenter d'empêcher cette élection qu'il considérait comme une « trahison » et la ratification de l'accord de Taef qui, selon lui, légalise « le crime de l'occupation syrienne ».

Trente-cinq mille soldats syriens sont stationnés sur les deux tiers du Liban et le général Aoun a proclamé le 14 mars la « guerre de libération » pour en obtenir le départ. L'accord de Taef prévoit leur « redéploiement » dans l'est du Liban.

Passant outre à l'opposition du général Aoun, 30 députés du camp chrétien séjournant à Paris avaient pris hier l'avion pour retrouver à Qlaiaat leurs collègues, en majorité musulmans, arrivés la veille de Beyrouth-Ouest, le secteur de la capitale sous contrôle syrien.

L'élection de M. Moawad, qui a été trois fois ministre entre 1960 et 1982, s'est faite en présence de l'envoyé spécial du triumvirat arabe sur le Liban, M. Lakhdar Ibrahim, et de huit diplomates, dont l'ambassadeur d'URSS.

Parmi les réactions positives des chancelleries, on relève celle de Washington qui s'est félicitée de l'élection de René Moawad et de la ratification de l'accord de Taef et a appelé le général Aoun à respecter ces décisions parlementaires, en des termes particulièrement durs. « Le général Aoun, par ses tactiques de confrontation et sa menace de partition, rend un mauvais service à l'État et au peuple qu'il affirme défendre », déclare le département d'État.

Le neuvième président de la République libanaise a la réputation d'être un homme de dialogue et d'ouverture.

M. Moawad croit fermement à l'unité du Liban mais aussi au rôle déterminant de la Syrie dans un règlement de la crise dans ce pays. Pour lui, Israël reste le vrai obstacle à toute solution: « Le Liban ne retrouvera pas la paix avant le retrait total et inconditionnel de l'armée israélienne du Liban sud, l'application des résolutions de l'ONU et la restauration de l'autorité de l'État dans cette région », a-t-il dit en 1987.

Le porte-parole du SFCP, M. Luc Chabot, a déclaré hier soir que les syndicats s'étaient rendus à la demande du Conseil des services essentiels et qu'ils avaient démontré leur intention de faire une grève civilisée qui n'affectera en rien les intérêts et besoins des Québécois.

M. Chabot a dit que cette grève pourrait se terminer bien avant le 18 décembre si Hydro-Québec se décidait à négocier sérieusement.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Verchères a rejoint les villes qui sont dirigées par une femme, Dell Sénéchal, une ancienne collaboratrice de l'ex-député Jean-Pierre Charbonneau, raflant la mairie contre Yvon Moreau, le fils de l'ancien président de l'Union des municipalités régionales de comté Jean-Marie Moreau. Cinq des six candidats-conseillers de Mme Sénéchal l'ont également emporté.

Signalons aussi les victoires de Claude Hébert sur André Demers, à Candiac; de Jacques Doyon, difficilement, sur Yvon Gemme, à Saint-Amable; et, dans la maintenant renommée localité de Saint-Basile-le-Grand, du maire sortant Bernard Gagnon, qui a balayé avec son équipe ses adversaires réunis autour du candidat à la mairie Julien Tremblay.

À Granby, l'ancien maire Paul O. Trépanier a échoué dans sa tentative de revenir à l'hôtel de ville, subissant une autre dure défaite aux mains du maire sortant, Mario Girard.

Son sort rappelle celui d'un autre ancien maire, Henri Girard, de Chicoutimi, qui a subi hier une troisième défaite aux mains du tenant du titre, Ulrich Blackburn. Le message des Chicoutimiens à l'endroit de M. Girard semble cette fois assez clair, la majorité de M. Blackburn étant de plus de 11 000 voix.

Le maire sortant n'aura cependant pas réussi à obtenir une majorité au conseil, seulement cinq de ses partisans étant élus parmi les douze conseillers.

À Saint-Sulpice, une petite municipalité de 2000 habitants située au nord-est de Montréal, le maire Paul Landreville a été battu par 144 voix.

Cette petite paroisse a fait parler d'elle récemment quand M. Landreville a obtenu de la cour la permission de conduire son automobile durant la campagne électorale, même s'il avait été établi qu'il était ivre au volant de sa moissonneuse-batteuse lorsqu'il a frappé un jeune cycliste.

À Saint-Jérôme, un nouveau venu, Maurice Prud'homme, de l'Action positive, a défait le maire sortant Jean-Claude Hébert, du Parti démocratique. M. Prud'homme a placé sept des siens, dont deux femmes, parmi les huit postes du conseil municipal.

Enfin, la mairesse de Sainte-Foy, la controversée Andrée Boucher, a obtenu de nouveau la faveur des électeurs, et a réussi à décrocher 12 des 14 sièges de conseillers pour son groupe politique.

« Jean Campeau a toujours voulu rattacher des objectifs de développement économique aux politiques de placement. Dans le cas des participations internationales, la politique a été de développer un réseau de contact pour favoriser le maillage d'entreprises québécoises et étrangères », dit Serge Leclerc qui a été à l'emploi de la Caisse de dépôt de 1974 à 1987.

Les membres de l'équipe du service des participations internationales ont alors étudié le tissu industriel des pays industrialisés pour déceler les sociétés avec lesquelles les entreprises québécoises pourraient éventuellement établir des liens commerciaux.

La Caisse est maintenant en position d'investir à l'étranger et consacrera plus de 3 milliards \$ à cette fin au cours des prochaines années.

Pour développer rapidement ses contacts, la Caisse investit également dans des sociétés de financement de petites et moyennes entreprises. En mars dernier, la Caisse de dépôt a investi 3 millions \$ dans Siparex S.A., de France.

Créée en 1977 à Lyon par le président de La Lyonnaise de Banque et la direction de grands groupes tels Rhône Poulenc et Michelin, Siparex regroupe aujourd'hui au-delà de 280 sociétés. Son conseil d'administration de 40 membres s'est réuni à Montréal cet automne, ce qui a permis de tisser des liens avec les entrepreneurs québécois.

Plus d'immobilier La Caisse entend également accroître ses actifs immobiliers. Ces investissements ne représentaient que 2,5 p. cent de son portefeuille mais l'acquisition du parc immobilier de Steinberg a porté ce taux à 4,5 p. cent.

« C'est dans cette perspective qu'il faut analyser l'acquisition de Steinberg, dit Jean Campeau. Il nous aurait fallu des années pour bâtir un portefeuille immobilier d'une telle qualité. Et puis, des groupes immobiliers à vendre d'une telle importance, il n'en restait plus d'autres. »

Le général Aoun avait dissous le Parlement, samedi, pour tenter d'empêcher cette élection qu'il considérait comme une « trahison » et la ratification de l'accord de Taef qui, selon lui, légalise « le crime de l'occupation syrienne ».

Trente-cinq mille soldats syriens sont stationnés sur les deux tiers du Liban et le général Aoun a proclamé le 14 mars la « guerre de libération » pour en obtenir le départ. L'accord de Taef prévoit leur « redéploiement » dans l'est du Liban.

Passant outre à l'opposition du général Aoun, 30 députés du camp chrétien séjournant à Paris avaient pris hier l'avion pour retrouver à Qlaiaat leurs collègues, en majorité musulmans, arrivés la veille de Beyrouth-Ouest, le secteur de la capitale sous contrôle syrien.

L'élection de M. Moawad, qui a été trois fois ministre entre 1960 et 1982, s'est faite en présence de l'envoyé spécial du triumvirat arabe sur le Liban, M. Lakhdar Ibrahim, et de huit diplomates, dont l'ambassadeur d'URSS.

Parmi les réactions positives des chancelleries, on relève celle de Washington qui s'est félicitée de l'élection de René Moawad et de la ratification de l'accord de Taef et a appelé le général Aoun à respecter ces décisions parlementaires, en des termes particulièrement durs. « Le général Aoun, par ses tactiques de confrontation et sa menace de partition, rend un mauvais service à l'État et au peuple qu'il affirme défendre », déclare le département d'État.

Le neuvième président de la République libanaise a la réputation d'être un homme de dialogue et d'ouverture.

M. Moawad croit fermement à l'unité du Liban mais aussi au rôle déterminant de la Syrie dans un règlement de la crise dans ce pays. Pour lui, Israël reste le vrai obstacle à toute solution: « Le Liban ne retrouvera pas la paix avant le retrait total et inconditionnel de l'armée israélienne du Liban sud, l'application des résolutions de l'ONU et la restauration de l'autorité de l'État dans cette région », a-t-il dit en 1987.

Le porte-parole du SFCP, M. Luc Chabot, a déclaré hier soir que les syndicats s'étaient rendus à la demande du Conseil des services essentiels et qu'ils avaient démontré leur intention de faire une grève civilisée qui n'affectera en rien les intérêts et besoins des Québécois.

M. Chabot a dit que cette grève pourrait se terminer bien avant le 18 décembre si Hydro-Québec se décidait à négocier sérieusement.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.



Le nouveau maire de Québec, M. Jean-Paul L'Allier.



M. René Moawad est devenu le neuvième président de la république libanaise.

LIBAN

René Moawad élu président du Liban

lui par tradition à un chrétien maronite, était vacante depuis la fin du mandat d'Amine Gemayel, le 23 septembre 1988.

Devenu le neuvième président de la république pour un mandat de six ans, M. Moawad a aussitôt appelé à la « réconciliation nationale ». « Nous n'excluons personne, même ceux qui persistent à s'exclure d'eux-mêmes », a-t-il ajouté, dans une claire allusion au général Aoun.

Peu après, M. Salim Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane soutenu par Damas, a présenté la démission de son cabinet au nouveau président pour « permettre la formation d'un gouvernement d'unité nationale ».

Au cours de la séance parlementaire, qui a duré à peine deux heures, la Chambre s'est également dotée d'un président, en réélisant Hussein Hussein, 52 ans, un chite modéré proche de Damas, dont le mandat avait expiré en octobre 1988.

Les députés ont également ratifié à l'unanimité l'accord de Taef qu'ils avaient approuvé en Arabie saoudite le 22 octobre sous le patronage du triumvirat (Arabie

Saoudite, Algérie, Maroc) et qui a reçu un large appui international.

M. Moawad s'est engagé solennellement à appliquer ce document, qui rééquilibre le pouvoir exécutif entre chrétiens et musulmans — au détriment notamment des prérogatives du chef de l'État — et organise les relations entre le Liban et la Syrie.

Sur les 73 députés libanais encore en fonction, un quorum de 49 était nécessaire pour procéder à l'élection présidentielle. Ce quorum des deux tiers n'avait pu être atteint lors des deux séances précédentes, en août et en septembre 1988.

Le général Aoun avait dissous le Parlement, samedi, pour tenter d'empêcher cette élection qu'il considérait comme une « trahison » et la ratification de l'accord de Taef qui, selon lui, légalise « le crime de l'occupation syrienne ».

Trente-cinq mille soldats syriens sont stationnés sur les deux tiers du Liban et le général Aoun a proclamé le 14 mars la « guerre de libération » pour en obtenir le départ. L'accord de Taef prévoit leur « redéploiement » dans l'est du Liban.

Passant outre à l'opposition du général Aoun, 30 députés du camp chrétien séjournant à Paris avaient pris hier l'avion pour retrouver à Qlaiaat leurs collègues, en majorité musulmans, arrivés la veille de Beyrouth-Ouest, le secteur de la capitale sous contrôle syrien.

L'élection de M. Moawad, qui a été trois fois ministre entre 1960 et 1982, s'est faite en présence de l'envoyé spécial du triumvirat arabe sur le Liban, M. Lakhdar Ibrahim, et de huit diplomates, dont l'ambassadeur d'URSS.

Parmi les réactions positives des chancelleries, on relève celle de Washington qui s'est félicitée de l'élection de René Moawad et de la ratification de l'accord de Taef et a appelé le général Aoun à respecter ces décisions parlementaires, en des termes particulièrement durs. « Le général Aoun, par ses tactiques de confrontation et sa menace de partition, rend un mauvais service à l'État et au peuple qu'il affirme défendre », déclare le département d'État.

Le neuvième président de la République libanaise a la réputation d'être un homme de dialogue et d'ouverture.

M. Moawad croit fermement à l'unité du Liban mais aussi au rôle déterminant de la Syrie dans un règlement de la crise dans ce pays. Pour lui, Israël reste le vrai obstacle à toute solution: « Le Liban ne retrouvera pas la paix avant le retrait total et inconditionnel de l'armée israélienne du Liban sud, l'application des résolutions de l'ONU et la restauration de l'autorité de l'État dans cette région », a-t-il dit en 1987.

Le porte-parole du SFCP, M. Luc Chabot, a déclaré hier soir que les syndicats s'étaient rendus à la demande du Conseil des services essentiels et qu'ils avaient démontré leur intention de faire une grève civilisée qui n'affectera en rien les intérêts et besoins des Québécois.

M. Chabot a dit que cette grève pourrait se terminer bien avant le 18 décembre si Hydro-Québec se décidait à négocier sérieusement.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Enfin, le Conseil des services essentiels a indiqué qu'il surveillera de près le déroulement de la grève.

Les voleurs d'autos auront la vie moins facile

RICHARD FORTIN

■ Un comité restreint sur le contrôle du parc automobile soumettra vers la mi-novembre une série de recommandations à la Régie d'assurance automobile (RAAQ) pour tenter d'enlever à Montréal son titre de capitale canadienne du vol de voitures.

Le comité est formé de représentants du Bureau d'assurance du Canada (BAC), du Groupement des assureurs automobiles (GAA), de la police de la Communauté urbaine de Montréal (CUM), de la Sûreté du Québec (SQ) et de la RAAQ.

Des réunions périodiques ont lieu depuis août pour convenir d'une stratégie commune de lutte contre ce type de criminalité.

Le comité recommandera certaines modifications au code de sécurité routière, notamment:

- qu'aucun véhicule mis au rancart ne soit importé pour être remis sur la route, qu'il provienne des États-Unis ou d'une autre province du Canada;
- que seul les véhicules québécois déclarés «perte totale» puissent être remis sur la route après une vérification technique sérieuse des pièces utilisées et de la qualité de la réparation;
- qu'un dossier de récupération accompagne le véhicule et que l'immatriculation spécifique qu'il s'agit d'un véhicule accidenté, déclaré «perte totale» et reconstruit;
- que des ententes de réciprocité avec les états américains soient conclues pour retracer les véhicules mis au rancart;
- et enfin, que la validation des transactions soit plus étanche afin d'enrayer les enregistrements frauduleux et la circulation libre des numéros d'identification des véhicules.

Lettre morte

L'exercice de concertation avait déjà été fait au début de la décennie mais selon M. Claude Lapointe, directeur général adjoint du GAA, «chacun des intervenants présumait que les autres agiraient à leur place, si bien que le rapport est resté lettre morte.»

«Cette fois, ajoute-t-il, nous avons l'intention de prendre nos responsabilités.»



Brady Auto Parts, à La Plaine, était la façade du plus important réseau de vol de voitures de la région de Montréal. Son propriétaire, Denis-Rock Tanguay, a été condamné à 400 000 \$ d'amende et à quatre mois de prison.

PHOTO ROBERT NADON, La Presse

«Les recommandations seront acheminées à la haute direction de la Régie, précise M. Bernard LeFrançois, de la direction du dossier des véhicules à la RAAQ. Nous étudierons les avenues de solutions et nous convenirons des mesures à prendre. Ça peut être une multitude de petites choses.»

Les parties au dossier reconnaissent volontiers que le processus pourrait être long et qu'en tout état de cause, il ne règlera pas tout.

«Mais nous essayons de rendre la vie plus difficile aux voleurs et aux recycleurs malhonnêtes, soutient le capitaine Jean-Claude

Turcotte, de la section des crime contre la propriétés de la SQ.

Grosse firme souterraine

Le BAC estime à environ 100 millions \$ par an les pertes directes liées aux vols de véhicules et à 400 millions \$ les coûts sociaux indirectes de cette grande entreprise souterraine. Malgré quelques efforts récents du législateur, le code de la sécurité routière actuel est un véritable passoire. Il permet aux criminels de redonner aux automobiles volées une nouvelle existence et un dossier vierge.

Les transactions faisant l'objet d'un contrôle insuffisant, l'histo-

re des véhicules peut être fabriquée selon les besoins de l'utilisateur. Ainsi, il était possible jusqu'à tout récemment (il n'est pas sûr que cette pratique ait totalement disparu) de remettre sur la route une voiture au rancart par une simple «déclaration solennelle» du propriétaire. «La bible, c'est très puissant», ironise-t-on à la SQ.

Plus généralement, une attestation d'inspection signée par n'importe quel mécanicien suffit à redonner vie à une automobile. D'où vient-elle réellement? Très difficile à dire.

Dans ce domaine, les morts ont la vie dure.

«Un criminel qui vole une

Mercedes 1989, par exemple, n'a qu'à acheter une voiture accidentée du même modèle aux États-Unis et à utiliser le numéro d'identification et les numéros de série, explique M. Pierre Lamoureux, de la police de la CUM. Il est important de réaliser que ces numéros sont tout à fait légaux. Le maquillage est donc une opération simple et efficace.

«Chez certains recycleurs, raconte Jean-Claude Turcotte, nous avons trouvé des barils pleins de numéros d'identification. Les clients n'avaient qu'à se servir.»

Le marché des pièces usagées ou neuves est encore plus lucratif. On estime qu'une voiture de 20000 \$ contient quelque 80000 \$

de pièces. Le vol des automobiles est donc aussi fonction de la demande.

Certains revendeurs demandent aux recycleurs les pièces spécifiques dont ils ont besoin. Ils commandent aux voleurs la voiture qui, dans les heures qui suivent, est livrée et démantelée. Dès le lendemain, les pièces sont vendues à l'acheteur à un prix défiant toute concurrence. Pas d'inventaire, pas de trace et gros profit à la clef. Tout le monde est content.

«Le vol d'auto est un type de criminalité très particulier, commente Jean-Claude Turcotte. Les victimes ne subissent aucun traumatisme. Dans les 30 jours, la victime est largement indemnisée par sa compagnie d'assurance. L'assureur tient compte de ces inconvénients quand il fixe de le montant de ses primes. Tout cela est très impersonnel.»

Il arrive aussi que la victime «collabore» avec le voleur pour obtenir cette gratification.

Alliés des consommateurs

Les réseaux criminels sont les alliés objectifs des consommateurs. Après tout, leurs tarifs, très «raisonnables», maintiennent une pression à la baisse sur les prix du marché, concurrence oblige.

Même les assureurs peuvent profiter du système et retirent un montant élevé pour des véhicules accidentés, dont les numéros d'identification seront utilement réutilisés.

Quant aux pouvoirs publics, ils n'ont pas à investir massivement dans le contrôle et la répression de ce petit commerce.

Ajoutons que, sur le plan social, le crime contribue à combattre le chômage en offrant aux jeunes gens sans qualifications particulières la possibilité de «gagner» 500 \$ par voiture volée.

En réalité, tout cela coûte évidemment très cher. Entre 100 \$ et 200 \$ par an pour chaque conducteur de la région de Montréal, estime la police. Mais qui se plaindra s'il doit refiler la facture à son voisin?

Le Télé-dons recueille 1 000 432 \$

RAYMOND GERVAIS

■ Le troisième Télé-dons de la Fondation Lucie-Bruneau qui se tenait hier, sur les ondes de Radio-Québec, a permis d'amasser, 1 000 432 \$, soit 432 \$ de plus que l'objectif de 1 million \$ que s'étaient fixés les organisateurs.

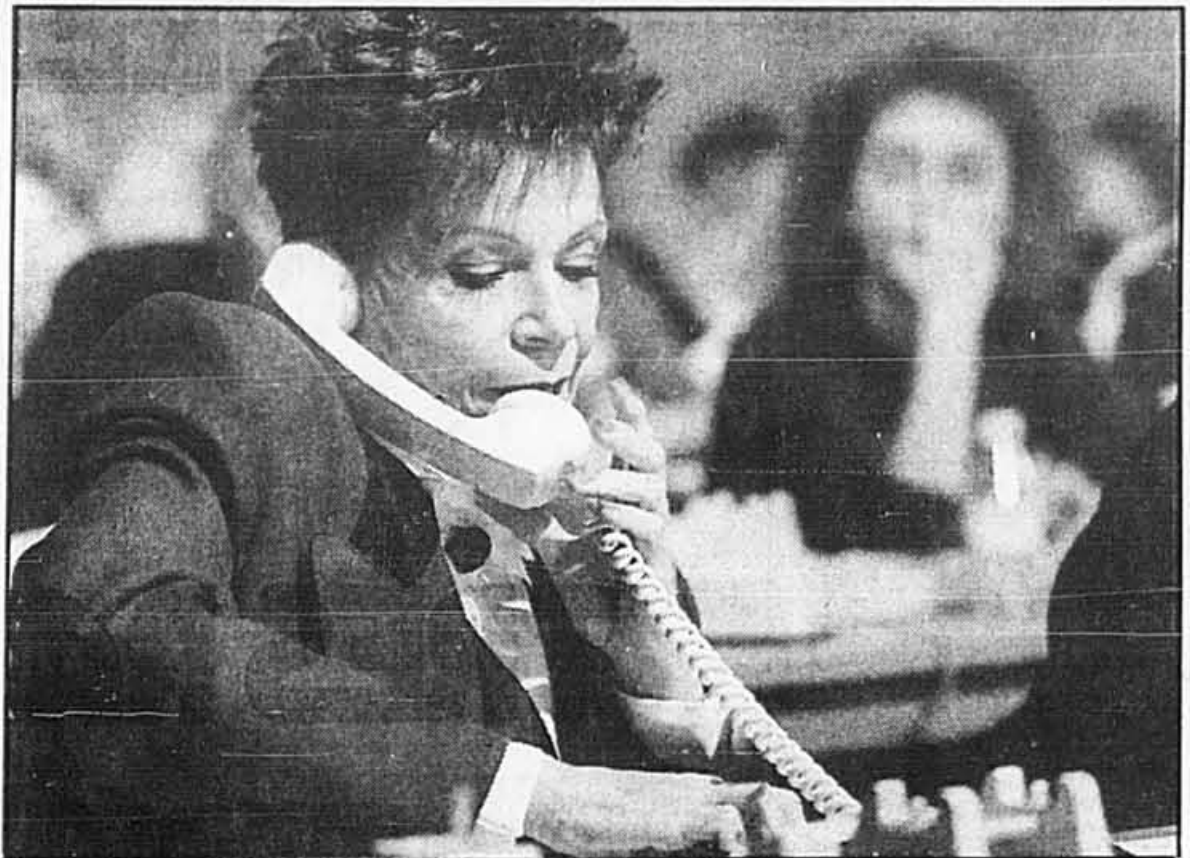
Les dons ont d'abord tardé à rentrer en après-midi et la journée ensoleillée qu'on a connue y serait pour quelque chose, selon Mme Andrée Boucher, porte-parole officiel du Télé-dons 89.

«Il est bien connu que lorsqu'il fait beau, les gens sortent de leur domicile et ne sont pas devant leur petit écran pour regarder le Télé-dons», a dit la comédienne.

La Fondation Lucie-Bruneau est un organisme qui s'efforce de venir en aide aux personnes handicapées en favorisant leur réinsertion sociale.

Selon Mme Boucher, la totalité des dons reçus va directement aux programmes de la Fondation, des commanditaires s'occupant de défrayer les coûts du Télé-dons.

«La Fondation oeuvre là où le gouvernement est absent, soit au chapitre de la réinsertion sociale et du matériel nécessaire à la personne handicapée. En d'autres termes, le gouvernement donne la nourriture et la Fondation donne la vie», a indiqué Mme Boucher.



La comédienne Andrée Boucher s'est fait téléphoniste hier.

PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

C'est l'animateur bien connu Michel Jasmin qui a animé le Télé-dons sur les ondes de Radio-Québec directement du théâtre Félix-Leclerc.

Enfants Retour et Le Chainon

Par ailleurs, deux autres organismes de bienfaisance qui ont tenu respectivement un radiothon et un bazar au cours du week-end à Montréal afin de renflouer leurs coffres, ont atteint et même dépassé leurs objectifs.

Enfants Retour Canada, qui tenait samedi sur les ondes de la station radiophonique montréalaise CHOM-FM son quatrième radiothon, a réussi à amasser 99 000 \$ pour aider les parents à rechercher leurs enfants disparus. Un porte-parole de la station radiophonique a déclaré hier que ce montant atteindra les 100 000 \$ une fois la compilation des dons terminée.

L'objectif d'Enfants Retour était de 97 700 \$.

De son côté, l'Association d'entraide Le Chainon, qui s'oc-

cupe de venir en aide aux femmes dans le besoin, a réussi à accumuler pas moins de 63 826 \$ lors de son bazar tenu durant le week-end.

Mme Madeleine Rousseau, coordonnatrice de l'événement, a expliqué qu'il y avait tellement de monde hier après-midi au sous-sol de l'église Saint-Arsène, où se déroulait le bazar, qu'on a dû fermer les portes par mesure de sécurité afin d'empêcher plus de personnes encore de pénétrer à l'intérieur.

L'objectif de l'association était de 50 000 \$.

L'usine d'épuration reprend ses activités à peu près normales

■ L'usine d'épuration des eaux usées de la Communauté urbaine de Montréal reprendra ses activités à peu près normales demain, un peu plus d'une semaine après qu'un bris majeur à l'un des deux convoyeurs de boues résiduelles ait complètement stoppé le traitement des eaux d'égout de l'île.

Comme l'autre convoyeur était également en panne, la direction du service de l'Environnement de la CUM, de qui relève l'usine de Rivière-des-Prairies, avait commencé à chercher une solution de rechange pour se débarrasser des boues.

La pièce qui avait lâché lundi dernier, une goupille de quelques dollars, n'était en effet pas disponible à Montréal et il fallait la faire venir de Suède. On estimait qu'il faudrait compter un mois

avant de pouvoir disposer de pièces de rechange.

On avait donc songé à utiliser des pompes à béton pour acheminer ces sous-produits de l'épuration vers des camions qui les auraient amenés ensuite aux incinérateurs pour y être brûlés.

Cette solution de rechange ne sera pas nécessaire, semble-t-il, grâce à l'ingéniosité des employés de l'entretien de l'usine.

Ces «bricoleurs» auront en effet réussi à faire fonctionner l'un des convoyeurs avec des pièces provenant des deux qui étaient en panne.

L'usine devrait donc reprendre dès demain avant-midi le traitement physico-chimique complet qu'elle faisait subir aux eaux d'égout avant l'incident de lundi dernier.

Un voleur de voiture fonce sur un policier

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Une chasse à l'homme s'est mal terminée hier après-midi sur l'autoroute 15 entre Saint-Sauveur et Mirabel, lorsqu'un voleur de voiture, poursuivi par des policiers de la Sûreté du Québec, a foncé sur un policier de la municipalité de Mirabel. Guy Dagenais, 27 ans, a été très sérieusement blessé aux deux jambes et transporté d'urgence à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

Tout a commencé quant la SQ de Saint-Jérôme a pris en chasse un individu, après avoir reçu une plainte pour vol de véhicule au restaurant Mike's Submarines, de Saint-Sauveur. Vers 13h45, deux voitures de la SQ suivaient la voiture volée en direction de Montréal sur l'autoroute 15.

Le policier Dagenais a capté ce qui se passait de son automobile et a voulu intervenir. Dagenais se trouvait aussi sur l'autoroute des Laurentides, mais avançait le

convoi de quelques kilomètres. Le policier de Mirabel a bloqué la route en plaçant sa voiture de biais et a pris la précaution de s'éloigner sur le côté.

Le voleur a esquivé la voiture mais a foncé sur Guy Dagenais. Il a ensuite fait un virage en U sur le terre-plein, et est reparti à toute vitesse en sens inverse. Une des deux autos-patrouille de la SQ est restée près du blessé tandis que l'autre se remettait en chasse.

La SQ a finalement intercepté le malfaiteur quelques kilomètres plus loin sur l'autoroute 15 en direction Nord. La Sûreté du Québec croit qu'avant de commettre son vol, l'individu aurait déguerpé du lieu d'un accident qu'il aurait causé avec sa propre voiture, dans les environs de Saint-Sauveur.

Le policier Dagenais a subi une opération hier soir. Il a plusieurs fractures aux jambes et un de ses genoux est particulièrement atteint. M. Dagenais est marié, père d'un jeune enfant et sa femme en attend un second.

Début des vols réguliers d'Intair vers Toronto

■ C'est ce matin que la compagnie aérienne Intair commence ses vols réguliers vers Toronto, Ottawa et Québec à partir de l'aéroport de Saint-Hubert.

Chaque jour, la compagnie aura cinq vols aller-retour vers Toronto, et trois vers Ottawa et Québec.

Idealement, Intair prévoit avoir sept liai-

sons quotidiennes vers la capitale ontarienne, mais elle se bute jusqu'à présent aux limites créées par l'achalandage important de l'aéroport Pearson de Toronto qui l'empêchent d'obtenir des créneaux supplémentaires pour ses avions.

Intair est d'ailleurs en négociations sur le sujet avec son ex-partenaire, Canadien.

Malgré cette contrainte, et malgré le fait que le nouvel aéroport aménagé par la firme ne sera pas inauguré avant le 21 novembre à Saint-Hubert, le président d'Intair est confiant de réussir sa tentative d'implanter des vols commerciaux à Saint-Hubert.

«Je suis convaincu, disait la semaine dernière Michel Leblanc, qu'il existe un marché important à Saint-Hubert.»

NOUVELLES ARMES CONTRE LE CANCER

Assistez à l'invention d'un nouveau médicament; voyez comment les médicaments agissent sur votre organisme et découvrez de nouvelles armes contre le cancer.

Omni science

Avec Claire Pimparé

Ce soir 19h 30

Radio Québec

C'est autre chose et c'est tant mieux.

Un secondaire qui promet!



Donner le goût des études aux adolescents demande un encadrement approprié. Un milieu de vie stimulant où les études, les sports, les arts et les loisirs forment un tout. Le Collège Laval offre un tel encadrement. Pour les parents, le collège devient alors le prolongement de l'éducation familiale; surtout si l'adolescent y réside.

EXAMENS D'ADMISSION
Les 2 et 9 décembre 1989.
Le 27 janvier 1990.
Pour tous renseignements, veuillez communiquer avec Mlle Hélène Bergeron.

Collège Laval
100^{ans}
Institution privée d'enseignement secondaire pour internes et externes

275, rue Laval, Laval (Québec) H7C 1W8. Tél.: (514) 661-7714. Télécopieur: (514) 661-7148

Une paroissienne de Saint-Vital meurt pendant la messe

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Ça s'est passé juste après l'évangile. Le curé Charles Depocas, de la paroisse Saint-Vital dans le nord de Montréal, allait entamer l'homélie hier matin lorsque ses fidèles l'ont averti qu'une des paroissiennes s'était affalée sur son banc. Sa tête était renversée par en arrière, comme pour regarder le ciel.

Mlle Madeleine Cousineau, 68 ans, s'est éteinte dans cette église qu'elle affectionnait tant. Elle y venait régulièrement, deux à trois fois par semaine, pour assister à la messe et pour y exercer son bénévolat.

Saint-Vital, c'était un peu sa famille. Mlle Cousineau vivait seule et n'avait jamais eu d'enfants. Ses amis, elle les comptait parmi les autres bénévoles de la paroisse et

les membres de l'association du Club de l'âge d'or du quartier, dont elle faisait partie. Plusieurs étaient là, hier matin, parmi les 250 fidèles qui étaient venus entendre la messe.

Le curé Depocas a expliqué que c'est une amie de la victime qui a vite appelé du secours. Le médecin et les ambulanciers ont examiné Mlle Cousineau pendant une vingtaine de minutes à l'endroit où elle s'est effondrée. Les fidèles, respectueusement, sont tous descendus au sous-sol de l'église et se sont mis à prier pour elle.

Une fois les ambulances réparées avec le corps, tout le monde est remonté et la messe a continué. Chacun s'est remis à prier pour l'âme de Mlle Cousineau. Sans panique, dans le calme, la vie a repris son cours.

TRUST NATIONAL - L'ÉPARGNE ÇA COMPTE

Vous gagnez un intérêt de:



sur un compte d'épargne à intérêt quotidien ayant un solde supérieur à 3,000,00\$

* Constitue le taux d'intérêt le plus élevé payé à la Banque Toronto Dominion, Banque Royale, Banque Canadienne Impériale de Commerce (BIC), Banque de Montréal et la Banque de Nouvelle-Écosse. Taux en vigueur le 1er novembre 1989 sous réserve de changement.

Avec votre compte d'épargne à intérêt quotidien, votre intérêt est calculé sur



jours par année

Ce service vous coûte:



Un compte d'épargne à intérêt quotidien au Trust National: une bonne façon d'économiser davantage chaque jour, à nos frais!

TRUST NATIONAL
Une Compagnie de la National Trustco

loto-québec		Résultats	
Tirage du 89-11-04			
	Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi	GAGNANTS	LOTS
6/6		2	2 609 223,00\$
5/6 +		10	103 864,40\$
5/6		528	1 504,20\$
4/6		23 970	63,70\$
3/6		413 409	10,00\$
4 17 26 33 43 49		VENTES TOTALES: 22 763 913,00\$	
No complémentaire: 25		PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 2 000 000,00\$	
		Prochain tirage: 89-11-08	
Tirage du 89-11-04			
	Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le samedi	GAGNANTS	LOTS
6/6		1	1 981 839,00\$
5/6 +		2	31 547,00\$
5/6		62	678,40\$
4/6		3 109	60,90\$
3/6		51 970	5,00\$
6 17 20 21 26 37		MISE-TÔT: 14 15 32 33	
No complémentaire: 42		GAGNANTS	LOTS
		134	373,10\$
		VENTES TOTALES: 2 106 024,00\$	
		PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 500 000,00\$	
TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec			
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.			

Mère Teresa a repris ses activités

Agence France-Press
CALCUTTA

■ Le Prix Nobel de la Paix 1979, Mère Teresa, a repris des activités, a-t-on appris dimanche auprès de son entourage à Calcutta (est de l'Inde).

La fondatrice des Missionnaires de la Charité avait quitté le 14 octobre la clinique de Calcutta où elle avait passé 39 jours, ayant eu de la fièvre et des douleurs à la poitrine.

Mère Teresa, âgée de 79 ans, n'a pas encore repris son travail auprès des déshérités de la grande métropole, mais travaille pendant plus de cinq heures par jour dans sa résidence de Calcutta, a indiqué sa soeur Priscilla, l'une de ses plus proches collaboratrices.

« Elle est contente de reprendre le travail », a dit sa soeur Priscilla, sans préciser à quelle date le Prix Nobel a repris des activités, qui consistent « actuellement à s'occuper des paperasses et à présider des réunions ».

RARE!

TRÈS RARE!

Tercel Coupé DX
Édition limitée

Corolla Sedan LE
Édition limitée

Camry Sedan LE V6
Édition limitée

Une édition limitée, 25^e anniversaire Toyota, c'est du jamais vu! Chaque modèle comprend: radio AM/FM stéréo/cassette avec 4 haut-parleurs, phares antibrouillards, déflecteur arrière, peinture métallique deux tons argent/gris et l'emblème distinctif 25^e anniversaire. PLUS beaucoup d'autres caractéristiques selon le modèle.

Pour être du groupe très sélect qui pourra se procurer cette édition limitée, il faut passer rapidement chez votre concessionnaire.

Les concessionnaires
TOYOTA
de votre région

1600 personnes participent au Forum pour l'emploi boudé par le Conseil du patronat

MIVILLE TREMBLAY

M. Claude Béland, président du Mouvement Desjardins, et surtout président des parrains du Forum pour l'emploi, parlait hier de «table historique», pour qualifier la rencontre, «autour d'une question aussi difficile que celle de l'emploi», de 1600 représentants des différents groupes de la société.

Bien sûr, à l'ère des gouvernements péquistes, ces personnes avaient pris l'habitude des sommets socio-économiques, mais pour la première fois, l'initiative a surgi de ces groupes. «Convaincus dès le départ que la question de l'emploi doit d'abord faire l'objet d'un large consensus de tous les intervenants dans la société, nous avons voulu faire en sorte de résister à cette tentation de la relayer aux gouvernements», a déclaré M. Béland à l'ouverture du forum.

Les associations d'affaires, les syndicats, la coopération, l'Église, les représentants municipaux, les universités, les organismes régionaux, les femmes, les jeunes, les communautés culturelles, les universitaires et les producteurs agricoles étaient

tous présents, à l'exception notable du Conseil du patronat, qui a refusé des invitations répétées, «préférant boudier dans son coin», pour reprendre l'expression d'un dirigeant syndical.

Le comité de parrainage, qui regroupe 25 leaders d'opinion de tous les milieux, a eu, de dire son président, «le courage de résister à tous les sarcasmes de ceux qui soutiennent que le chômage, dans une économie de marché inspirée par la théorie du laissez-faire, est une fatalité, pour ne pas dire une nécessité.»

La question du chômage demeure d'actualité troublante, car «il se maintient autour de 10 p. cent alors que nous avons vécu, ici au Québec, au cours des dernières années, l'une des plus longues périodes de vitalité économique», d'ajouter M. Béland.

Cette situation impose des coûts élevés à toute la société. Les organisateurs de l'événement rappellent que le sous-emploi représente une perte de production supérieure à \$26 milliards, soit 20 p. cent du produit

intérieur brut. Les prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale ne comptent que pour 10 p. cent de cette facture.

Au Palais des congrès de Montréal, le Forum a débuté la première des deux journées par une série de cinq conférences prononcées par des spécialistes, suivi d'un discours de Mme Monique Vézina, ministre d'État à l'Emploi et à l'immigration. Celle-ci a noté que ce forum était un bel exemple de société distincte et souligné que «l'État-partenaire», qui succède à «l'État-Providence», se réjouissait de cette initiative.

Selon Jean-Yves Le Louarn, professeur aux HEC, les entreprises doivent miser sur leurs ressources humaines pour s'adapter aux changements. À cet égard, elles doivent relever trois défis importants: une participation véritable des employés dans le processus de décision, une plus grande formation de la main-d'oeuvre, et une stabilité de l'emploi. Les mises-à-pied résultant des opérations de dégraissage de plusieurs entreprises ont aussi entraîné

une démobiliation des personnes et une perte de loyauté envers l'entreprise.

M. Gilles Paquette, professeur d'économie à l'Université d'Ottawa, a rappelé que le tiers des personnes qui perdent un emploi ont beaucoup de difficulté à se replacer. «L'adaptation a ses limites, dit-il. On demande aux gens de se tailler les pieds pour rentrer dans les chaussures que leur fournit le marché de l'emploi.»

Les participants ont consacré l'après-midi à des discussions en ateliers. En fin de soirée, les présidents Marcel Dutil, de Canam Manac, Serge Racine, de Shernag, Louis Labege, de la FTQ et Gérard Larose de la CSN, ont participé à un débat sur la concertation, la politique économique et l'emploi. Des représentants du patronat et des syndicats suédois ont pris part aux discussions.

Malheureusement, les propos de M. Labege étaient incohérents. Manifestement sous l'effet de l'alcool, il est même tombé en bas de sa chaise pendant le panel et fut relevé par MM. Dutil et Racine.



Gérald LeBlanc

Les deux Bob Keaton

C'est toujours embêtant de se retrouver devant un interlocuteur sympathique qui poursuit, d'élégante façon, des objectifs contraires aux siens. Tiraille entre l'agréable porteur et la mauvaise nouvelle, on en vient à tout belle.

En anglais, il y a une belle expression pour exprimer cette ambivalence: «mixed feelings». En français, on parle de dilemme cornélien pour exprimer ce combat intérieur, entre la tête et le coeur.

Comment en effet se situer devant Bob Keaton, un charmant humaniste, qui vient d'accepter la présidence d'Alliance-Québec, le super-lobby de nos Anglo-gâtés.

C'est ce que je me demandais avant notre rencontre, mercredi, et après avoir passé cinq heures avec lui, à son bureau du cégep Dawson et à une brasserie de la Place Alexis Nihon.

Commençons par les surprises. Je croyais connaître ce vétéran de notre univers politique. Ma première découverte est venue du répondeur téléphonique.

«This is the Jodoin-Keaton residence... Ici la résidence Jodoin-Keaton», répond-on à cette demeure de la rue Laval, tout près du Carré Saint-Louis, où logent, depuis 20 ans, Robert Keaton et Michèle Jodoin, ainsi que leurs deux enfants Charles et Valérie, 18 et 15 ans. C'est incidemment l'ancienne demeure du docteur Hébert, le père du sénateur Jacques Hébert.

Non seulement Michèle, urbaniste à la ville de Montréal, est-elle une francophone pure laine, mais elle fut même candidate du Parti québécois dans la circonscription de Saint-Louis en 1970. Une ancienne candidate du PQ et un président d'Alliance Québec: quel drôle de couple!

Comme si ce n'était pas assez de vivre avec une francophone, Bob Keaton compte aussi une grand-mère française, une Chartrand, de Windsor, où il a vécu jusqu'à l'âge de cinq ans. C'est donc un quart de Franco-Ontarien, marié à une C.F. pure laine, qui dirige Alliance Québec.

Ce n'est pas tout. Bob Keaton possède la double nationalité, canadienne et américaine. Son père, citoyen américain, est retourné aux États-Unis en 1940. Bob avait alors cinq ans et il a suivi son bohéme de père: Detroit (en face de Windsor), Cleveland, Omaha, Houston, El Paso, Los Angeles et Seattle.

C'est à l'université de Washington, à Seattle, où la famille Keaton s'était finalement installée, qu'il a rencontré Michèle, alors étudiante en urbanisme. «Pour me consoler de m'avoir battu au tennis, elle m'a invité à souper et ça continue...»

Bob Keaton a 49 ans. J'avais oublié de le lui demander. C'est ce que m'a dit Valérie, sa fille de 15 ans, qui parle français comme vous et moi, et probablement anglais comme Bob et ses amis d'Alliance Québec. Chez les Jodoin-Keaton, on passe d'une langue à l'autre, d'un Québec à l'autre, comme on change de chemise.

Bob Keaton, lui, parle le français, comme un universitaire anglophone. Mais il est de ceux qui n'arriveront jamais à maîtriser le génie de la langue française, un peu comme Robert Stanfield. «Cinquante et trois... il a été meurtri... on est tellement peur de lui...». Ces formulations anglaises surgissent au fil d'une conversation soutenue, dans un français facile et généralement correct.

Ce n'est pas vraiment un problème, puisque Bob travaille et poursuit ses activités intellectuelles en anglais, au cégep Dawson et à l'université Concordia. Ce qui m'amène à parler du second Bob Keaton.

C'était tellement agréable de nous raconter nos vies qu'il a fallu un certain temps, trois bonnes heures arrosées de bière et de café, pour commencer à se dire les vrais choses.

«Quand je suis arrivé à Montréal en 1965, les francophones formaient 78 p. cent de la population du Québec. C'est maintenant 82 p. cent et vous invoquez toujours votre insécurité pour refuser la légitimité de notre langue dans l'affichage public. Quel est le chiffre magique, le pourcentage qui vous rendra assez confiant pour nous permettre de nous affirmer?»

C'est finalement ce que Bob Keaton voulait me dire. J'avais aussi un message pour lui.

«Le Cégep Dawson, magnifiquement installé dans l'ancienne maison mère des Soeurs Grises, rue Sherbrooke, incarne parfaitement ce qui me rend insécure. C'est un collège public, financé par l'État du Québec, dont la clientèle est faite à plus de 50 p. cent de Québécois de nouvelles souches (Italiens, Grecs, Juifs...), sans compter les 10 p. cent d'étudiants francophones. C'est une machine à angliciser les enfants d'immigrants, tout comme Concordia. Quand vous dites que la communauté anglophone veut garder ses institutions, je comprends que vous voulez continuer à angliciser les immigrants. Je comprends que vous voulez vous comporter comme des Canadiens, à Montréal ou à Toronto, comme les majoritaires auxquels s'intègrent les nouveaux immigrants.»

Durant la dernière heure de notre rencontre, l'heure de vérité après les agréables civilités, l'un écoutait l'autre sans trop répondre. Bob a cependant fait exception pour me dire: «Comme la communauté francophone, la communauté anglophone du Québec est aussi de plus en plus multiculturelle et multilingue. C'est un choix subjectif d'adhérer à une communauté ou à l'autre.»

J'ai saisi la perche, pour aller au fond de ma pensée.

«C'est ça le fond du problème. C'est profitable de dire que c'est un choix subjectif quand vous savez qu'à Toronto ou Vancouver (il n'y a pas de Dawson et de Concordia francophones dans le Canada anglais), ça veut dire que 100 p. cent des immigrants s'intègrent à votre majorité, tandis qu'à Montréal la joute est serrée et vous permet de conserver «vos institutions». C'est une question de rapport de force. Toronto, Vancouver et Halifax ont la paix parce que la minorité francophone n'était pas de taille à lutter contre votre majorité. À Montréal, vous savez que vous avez des chances, en raison de l'héritage («vos institutions») de votre domination économique, de l'attraction de l'anglais sur les nouveaux arrivants, de l'appui hypocrite du reste du Canada chaque fois que vous sonnez le tocsin de l'oppression.»

Voilà pourquoi je continuerais probablement de m'opposer à l'Alliance Québec de Bob Keaton, sans mettre en doute sa sincérité et sa gentillesse. C'est une question d'objectifs divergents: ça fait son affaire que Dawson et Concordia anglicisent les Québécois de nouvelle souche, pas la mienne.

J'aurai toujours un immense plaisir à rencontrer cet humaniste cultivé et civilisé, sans pour autant lui souhaiter trop de chance dans ses entreprises. Il possède déjà assez d'atouts pour retarder l'implantation du creuset québécois, en remplacement du «melting-pot» nord-américain, et compliquer la consolidation de la société distincte que nous érigeons en Amérique.

Je ne m'attends pas en effet à le voir troquer son statut de Canadien majoritaire pour celui de Québécois minoritaire.

Le Théâtre Félix-Leclerc mis en vente

RAYMOND GERVAIS

Cette fois, c'est bien vrai: le théâtre Félix-Leclerc est bel et bien en vente et le Télé-dons de la Fondation Lucie-Bruneau, qui se tenait hier dans cette enceinte, pourrait bien être le dernier spectacle présenté dans ce théâtre situé rue Sainte-Catherine, angle Plessis.

Un avis de vente par soumission a en effet été publié dans les quotidiens montréalais samedi demandant des appels d'offres.

C'est le bureau de M. Miller & Associés Ltée, de Montréal, qui a été chargé de la vente de l'immeuble et

du terrain pour le compte du créancier hypothécaire, lequel n'est pas mentionné dans l'avis légal.

Les soumissions pour le théâtre Félix-Leclerc seront acceptées jusqu'au 20 novembre et doivent être accompagnées d'un chèque représentant 5 p. cent de l'offre.

Ce n'est pas la première fois que le théâtre est mis en vente. En fait, depuis la conversion de l'ancienne succursale postale «C», l'immeuble est d'abord devenu, en 1976, le Patriote puis, en 1980, la Comédie Nationale et finalement, le 12 septembre 1983, le théâtre Félix-Leclerc. Durant un certain temps, on a aussi baptisé l'ancien bureau de poste de Théâtre de la poste.

Le théâtre Félix-Leclerc n'a jamais trouvé sa vraie vocation. Au cours de dernières années, cette salle de 650 places a été mise à la disposition de producteurs de spectacles, de télévision et de variétés.

En juin 1986, la Caisse populaire Desjardins, qui détenait alors la créance hypothécaire, a vendu l'immeuble à une entreprise immobilière détenue par M. Ghislain Paquet, co-acquéreur avec le journaliste Richard Desmarais de l'hebdomadaire *Allo-Police*.

Qu'advient-il de cette fois de l'ancien Patriote? Rappelons qu'il a déjà été question d'y ouvrir une brasserie.

CURRICULUM VITAE

Depuis 1981 REDAPRO vous offre un service professionnel et personnalisé de rédaction de curriculum vitae et de conseils en recherche d'emploi.

REDAPRO-C.V.
Pour une entrevue
(514) 382-3224

SÉMINAIRES ACCÉLÉRÉS

6 personnes par classe
Semaine ou fin de semaine

- Introduction au PC (Dos) 11 nov. ou 13 nov. ou 20 nov.
- WordPerfect 5.0 (ou 4.2) 11-12 nov. et 30 nov. - 1er déc. ou 28-29 nov. et 5-6 déc.
- Lotus 1-2-3 30 nov. - 1er déc. et 7 - 8 déc.
- D BASE III PLUS 21-22 nov. et 30 nov.-1er déc.

Autres dates disponibles en novembre et décembre

INTERNATIONAL QUÉBEC INC., 1055, Côte du Beaver Hall / 878-9188 poste 38

Piaget Dancer

PIAGET

KAUFMANN
MAÎTRES JOAILLIERS DEPUIS 1954
2195 Crescent, (514) 848-0595

DEVENEZ PLUS CONFIAINT EN VOUS-MÊME

GRÂCE AU COURS DALE CARNEGIE®

DALE CARNEGIE
Fondateur

- Sachez tirer parti des objections
- Devenez plus enthousiaste
- Provoquez le désir d'achat
- Sachez parler en public
- Communiquez efficacement
- Améliorez vos relations humaines

SÉANCES DISPONIBLES POUR ENTREPRISE

Le cours Dale Carnegie® débute le lundi 20 novembre à 18 h 30 Salle Berri

Appelez maintenant pour réservation **285-1287**

Présenté par: E.J. Glowka, 300, Léo-Pariseau, suite #714, Montréal, Québec

ANGLAIS COURS DE CONVERSATION

Prix du Meilleur Commerce 1987/88/89 Le Choix des Consommateurs

1. COURS PRIVÉS: à partir de 20\$ la leçon
2. IMMERSION: 800\$ par semaine (cours privés)
3. COURS DE GROUPE: 199\$ (6 à 8 élèves, 36 leçons)

Aussi: Espagnol - Italien - Allemand

LPS®
Langues, Productions, Services, Ltée
Place Bonaventure
878-2821

ENTRÉE LIBRE

ENVIRONNEMENT ET SANTÉ

L'environnement au menu

DEMAIN MIDI

Les bruits qui rendent sourd
Ces bruits sont omniprésents dans les milieux de travail industriels. Que faire pour résoudre ce problème?

Raymond Hétu
Professeur à l'École d'Orthophonie et d'Audiologie de l'Université de Montréal

à Montréal: mardi 7 novembre à 12 h 15 UQAM, Salle Marie-Gérin-Lajoie 405, rue Sainte-Catherine Est Métro Berri-UQAM

à Québec: mercredi 8 novembre à 17 h 30 Musée de la Civilisation

Hydro-Québec Université du Québec à Montréal

RENSEIGNEMENTS: (514) 987-3448 (418) 643-2158 POSTE 323

OFFRE SPÉCIALE

Brrr!

THERMOPOMPE

Carrier

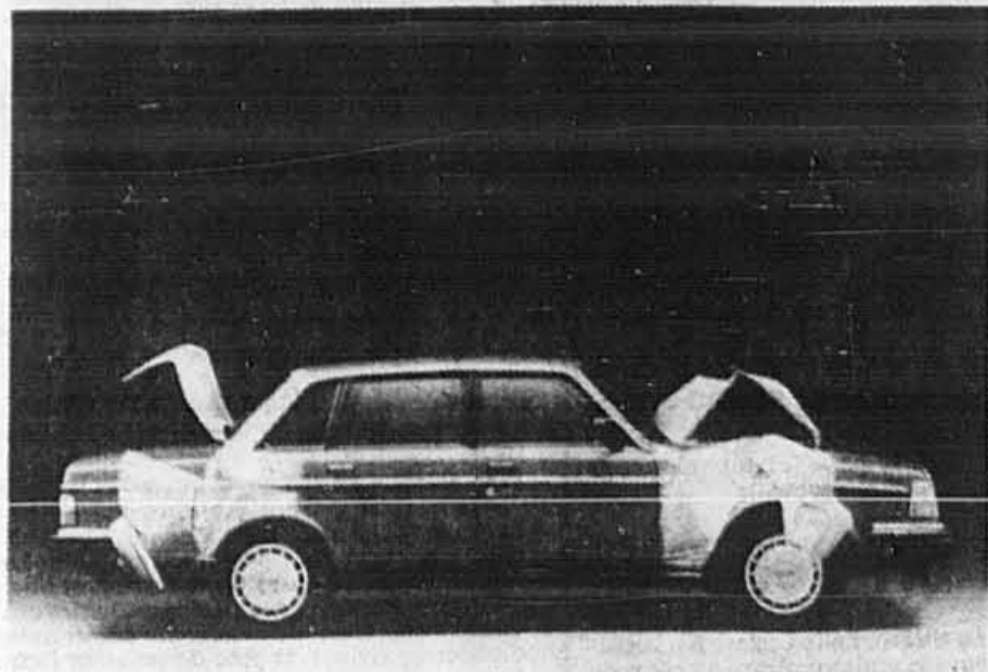
- Financement disponible à 100%
- Tarif économique d'Hydro-Québec
- Service 24 heures
- Réduisez vos coûts de chauffage avec la thermopompe la plus silencieuse sur le marché
- D'une garantie limitée de 10 ans sur le compresseur et le serpentier extérieur

RECEVEZ JUSQU'À **400\$** à l'achat d'un système complet* Weather Master III de Carrier.

* Thermopompe • Fournaise électrique • Filtre électronique et humidificateur

ECONO-TECH 733-1414
DISTRIBUTEUR AUTORISÉ CARRIER

ACHETEZ MAINTENANT SAUVEZ PLUS TARD.



La Volvo 240 DL ne coûte que 21 485\$* Ce n'est pas cher pour une voiture qui offre autant. Surtout au chapitre de la sécurité. Un exemple: la 240 possède un habitacle en acier formant une cage de sécurité autour des passagers. Plus encore: elle est dotée de "zones de froissement" avant et arrière. Si elle et sécuritaire, la Volvo 240 est aussi incroyablement durable. La preuve: nous en connaissons une avec

plus de 1 600 000 kilomètres au compteur... qui roule toujours!

Venez voir la 240 aujourd'hui même. Et n'oubliez pas: quand on achète une voiture, on ne doit pas seulement songer à épargner de l'argent... mais peut-être aussi à sauver sa vie.



VOYEZ AUJOURD'HUI MÊME VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR L'ACHAT OU LA LOCATION D'UNE VOLVO 240 DL.

Montréal
Up-Town Automobiles Ltée
5055, rue Paré
737-6666

Laval
Boulevard Saint-Martin Auto Inc.
1430, boul. Saint-Martin
667-4960

Saint-Hubert
Lemenn Automobile Ltée
3839, boul. Taschereau
678-1220

Dollard-des-Ormeaux
Jacauto Ltée
3612, boul. Saint-Jean
626-8120

Saint-Léonard
John Scotti Auto Ltd.
4330, rue Jarry est
725-9394

*Prix de détail suggéré selon le modèle illustré. Taxes, options, frais de préparation, de transport et d'entreposage en sus. Prix sujets à changement sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. © 1989 VOLVO CANADA LIMITEE.

L'école buissonnière

Vive les vieux!



ANDRÉ PRATTE

Les jeunes qui sortent des universités devraient, dit-on partout, savoir raisonner, maîtriser parfaitement leur langue, et posséder une vaste culture. Exigences irréalistes, nostalgie du temps des collèges classiques, rétorquent certains. Peut-être.

N'empêche qu'au cours d'un colloque sur l'éducation organisé par l'Institut québécois de recherche sur la culture, colloque qui avait lieu à Québec la semaine dernière, on a vu, une nouvelle fois, ce que sont capables de produire des gens ainsi formés. Les réflexions les plus stimulantes, les plus profondes et les plus simplement énoncées sont venues de nos «vieux» intellectuels, d'hommes issus de l'ancien système, qui ont contribué à la construction du nouveau.

Parmi eux Pierre Angers, pédagogue, 77 ans, qui a parlé de l'intelligence avec tant d'amour que spontanément, les participants l'ont applaudi, ce qui n'est pas fréquent dans ce genre d'assemblées.

«Le savoir, a-t-il expliqué, ce n'est pas seulement les connaissances qu'on trouve dans les livres. C'est d'abord l'intelligence. Les connaissances les plus riches entre les mains de quelqu'un qui n'a pas l'intelligence formée deviennent sans importance. Une grande conception éthique sans une compréhension devient une simple interdiction.»

«L'apprentissage ressemble à

l'invention, qui oblige à découvrir petit à petit. La connaissance ne se transmet pas; il faut que quelqu'un s'y mette et fasse le chemin.»

Plusieurs participants ont dénoncé l'hyper-spécialisation de la formation collégiale et universitaire, mais nul mieux que le sociologue Guy Rocher, qui il y a 25 ans siégeait à la commission Parent.

«L'université est sans doute le lieu où l'étudiant se spécialise dans un champ du savoir. Mais cet étudiant devra travailler et vivre dans un monde où il sera démuné, fragile, voire infirme s'il n'a pas appris à situer ses connaissances dans des perspectives historiques et surtout dans le contexte politique, économique, social, scientifique et culturel des milieux où il devra travailler et de la société dans laquelle il devra vivre.

«La majorité des étudiants qui quittent l'université vont travailler dans des bureaucraties, privées ou publiques, sans rien connaître des ressorts et de la dynamique de ces institutions. Ils y sont des handicapés professionnels. (...) Leur esprit porte un réflecteur qui jette un rayon de lumière sur un coin du monde, mais ils n'ont pas l'esprit illuminé.»

Sur l'état de notre système d'éducation, un autre sociologue, Fernand Dumont, a dressé des diagnostics aussi précis que ceux d'un vieux médecin de campagne.

«L'institution scolaire s'embourbe quelque peu. Il ne s'agit pas de mener le procès de telle

ou telle instance. C'est la prolifération des instances qu'il faut plutôt mettre en cause, avec les bureaucrates et les corporatistes qui s'ensuivent.

«On demande beaucoup au système d'enseignement: de doter les jeunes d'une solide culture, à commencer par leur apprendre à parler et à écrire; d'assumer les défis de la technologie et d'assurer la formation professionnelle; quand ce n'est pas de revenir à la formation dite fondamentale. Au gré des modes, on veut y introduire un peu d'économie ou un peu d'écologie, poursuivant un idéal d'encyclopédisme qui est le fléau de l'école et qui n'a d'égal que son contraire, la spécialisation prématurée.»

Nos universités produisent-elles encore des Pierre Angers, des Guy Rocher, des Fernand Dumont?

À LIRE

Alors que le ministère de l'Éducation projette d'augmenter le nombre d'heures d'enseignement des mathématiques, voilà que paraît en traduction un livre fort divertissant dans lequel un mathématicien américain tente de démontrer les conséquences de l'illettrisme en mathématique.

Dans «La peur des chiffres», John Allen Paulos soutient, entre autres choses, que l'«achiffrisme» est à la source des phénomènes d'hystérie collective. Ainsi, en 1985, à la suite d'attentats terroristes, plusieurs Américains ont annulé le voyage qu'ils prévoient faire en Europe. Pourtant, la probabilité de se faire tuer par un terroriste en Europe était de un sur 1600 000. Celle d'être tué en automobile sur les routes américaines était de un sur 5 300...



Guy Rocher

TECHNIQUE NADEAU® Séance d'information GRATUITE Mercredi 8 nov., 13 h 30 Vendredi 10 nov., 19 h	RELAXATION BIPHASIQUE Séance d'information GRATUITE Jeudi 9 nov., 19 h	YOGA Début du cours JOUR Mercredi 15 nov., 13 h 45 SOIR Lundi 13 nov., 18 h 45 Mercredi 15 nov., 20 h 15	MÉDITATION Début vendredi 17 nov., 18 h Réservez vos places dès maintenant.
CENTRE COLETTE MAHER 924, boul. Saint-Laurent (Métro Sauvé) 382-8755			

Qui a dit qu'un solde de quincaillerie devait être

sans vie.

ACHAT SPÉCIAL! **10⁹⁹** ch.

A. 8" Poêle anti-adhésive de 8" Int. SilverStone * No 1260677

B. 10" No 1260685 Notre prix **13⁹⁹** ch.

C. 12" No 1260693 Notre prix **17⁹⁹** ch.

ACHAT SPÉCIAL! **7⁹⁹** l'ens.

Ens. de 6 couteaux en acier inoxydable Professional*. Ne nécessite aucun aiguisage. Vont au lave-vaisselle. No 1257978

ÉCONOMISEZ PLUS DE 20% **15⁹⁵** ch.

Séchoir à lessive pliant En acier recouvert de vinyle. No 0667463 Notre prix 19.95

ÉCONOMISEZ PLUS DE 50% **9⁹⁹** ch.

Plantes tropicales en pots de 10" Assorti. No 0538671... Notre prix 21.99 Donné. aucune livraison pour les plantes Quant. lim. 4000 pour la chaîne

ÉCONOMISEZ PLUS DE 15% **1⁷⁹** ch.

Bac empilable en plastique Disponible en amande, bleu ou rose. No 1568... Notre prix 2.19

ÉCONOMISEZ PLUS DE 30% **14⁹⁹** ch.

Poubelle Roughneck® 17 gallons. En plastique bleu. No 0946907... Notre prix 22.69

ÉCONOMISEZ PLUS DE 40% **3⁹⁹** la bte

Sacs à ordures Pascal 40 sacs de 26 x 36" par paquet. No 0884758... Notre prix 6.99

ÉCONOMISEZ PLUS DE 15% **10⁹⁹** ch.

Poubelle Roughneck® 17 gal. Plastique vert. No 0280196... Notre prix 12.99

Un solde aussi excitant qu'une quincaillerie peut l'être.*

PASCAL

CENTRES COMMERCIAUX

- Place Versailles — 7275 est. rue Sherbrooke. — 353-1150
- Boulevard Pie IX — 4250 est. rue Jean Talon — 722-4681
- Galerie Normande — 2670 boul. de Salaberry — 334-6311
- Les Jardins Dorval — 400 av. Dorval — 631-4291

- Fairview — Pointe-Claire — 699-6655
- Greenfield Park — 473 boul. Taschereau — 672-1771
- Le Carrefour Laval — 3055 boul. Carrefour — 687-1220
- Carrefour Angingnon — 7075 boul. Newman — 364-4442
- La Place Vertu — 3305 Cote Vertu — 745-4220

MAGASINS

- 6825 Côte des Neiges — 735-2534
 - 301 ouest. rue St-Antoine — 878-5574
 - 5742 av. du Parc — 878-5600
 - 4833 ouest. rue Sherbrooke — 878-5605
 - 4050 Wellington, Verdun — 878-5611
- Notre nouveau magasin:
 • Place Pierre Casse — 645 rue Pierre Casse
 St-Jean-sur-Richelieu — 359-1666



Ces prix sont en vigueur jusqu'au sam. 11 nov. "Notre prix" indique notre prix de tous les jours. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

* En plus des achats spéciaux

DEPUIS 4000 ANS



LES CHOSSES ONT BIEN CHANGÉ



MAUSOLÉE ST-PIERRE ET ST-PAUL

4601, CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES, MONTRÉAL
TÉLÉPHONE: (514) 735-1361

Projet immobilier canadien d'un milliard \$ en URSS

PC
TORONTO

Un groupe de 25 prestigieux hommes d'affaire canadiens ont proposé aux autorités soviétiques un joint-venture de 1 milliard \$ pour l'aménagement d'un important quartier de Leningrad, selon le magazine *Maclean*.

Dans son édition de cette semaine, le magazine publie que le projet, dont les plans de construction sont les plus élaborés de

puis la fondation de la ville soviétique en 1703, a été préparé par l'entrepreneur immobilier torontois Eddy Cogan et l'industriel américain Cyrus Eaton Jr.

Au nombre des investisseurs se trouvent l'ancien diplomate Ken Taylor, le cinéaste Norman Jewison, l'ancien maire de Toronto David Crombie et le président de Brascan Ltd. Trevor Eytan. Toujours selon *Maclean*, une délégation soviétique qui a effectué, la semaine dernière, une tournée à Toronto et Edmonton, a rencontré le groupe.

Au cours de la première phase du projet de Leningrad, 320 hectares de bord de mer détruit lors de la Seconde Guerre mondiale seront réaménagés en un site touristique. Le groupe d'hommes d'affaire canadiens vise le développement de 40 000 hectares à l'ouest de Leningrad, publie le magazine.

Pour le moment, les Canadiens ont accepté d'aménager et de faire fonctionner:

— Un centre commercial recouvert d'inspiration orientale, de la grandeur du centre Eaton de Toronto, comprenant une patinoire et une plage artificielle;

— Six hôtels de 4 000 chambres;

— Un parc thématique gigantesque avec une capacité quotidienne de 31 200 visiteurs;

— Un centre culturel d'importance avec des galeries d'art, un théâtre, des studios de télévision et des ateliers d'artisans;

— Un monorail pouvant transporter à l'heure 4 000 visiteurs sur le site;

— Un bord de mer réaménagé avec une foire pour les enfants, une marina et une réplique piétonnière du vieux Saint-Petersbourg, l'authentique Leningrad;

— Une industrie agricole, à environ 300 km de Leningrad, pour enseigner aux fermiers soviétiques comment augmenter la production de viande, de produits laitiers et de légumes.

Maurice Bellemare honoré en Mauricie

PC
SAINT-JEAN-DES-PILES

C'est par un roc d'un blanc brillant, en calcite-dolomie, orné d'une sobre plaque gravée, que la municipalité de Saint-Jean-des-Piles a marqué son admiration envers Maurice Bellemare, dit «le vieux lion» de la Mauricie; il fut député à l'Assemblée nationale et maire de cette localité située à une quarantaine de kilomètres au nord de Trois-Rivières.

Samedi après-midi avait lieu l'inauguration du monument, placé juste à l'entrée de la propriété de M. Bellemare, en présence de Blanche Bellemare, la veuve du défunt, des autorités civiles et religieuses ainsi que de plusieurs amis du disparu.

Le maire Michel Lépine a fait une courte allocution de circonstance. «Dans notre cœur, nous portons sans doute la pensée de beaucoup de familles québécoises qui gardent l'image d'un homme qui s'est donné pour ses électeurs et la population», a-t-il déclaré, ajoutant que Saint-Jean-des-Piles a tenu à offrir ce monument en signe de gratitude et de respect.

La plaque se lit comme suit: «Dédicace de la Municipalité de Saint-Jean-des-Piles à Monsieur Maurice Bellemare. Citoyen émérite ayant fait sa marque sur la scène politique provinciale et municipale. Membre de l'Assemblée législative pendant trente-deux ans. Instigateur d'importantes réalisations pour l'avancement et le bien général de notre communauté. Maire: 1954-1957, 1968-1970. Conseiller: 1981-1983. Notre collectivité, en commémoration et respect, inscrit sa gratitude à l'égard de cet homme qui a bien servi sa paroisse et le Québec. Saint-Jean-des-Piles, 4 novembre 1989.»

Saint-Bruno honore ses combattants

La Ville de Saint-Bruno et la Légion royale canadienne ont offert hier aux habitants de Saint-Bruno un cénatopie à la mémoire de leurs concitoyens, morts pendant la Première et la Seconde Guerres mondiales, et lors de la guerre de Corée. Saint-Bruno ne connaît pas exactement le nombre de ses combattants morts en devoir, c'est pourquoi le monument est dédié «à tous ceux qui ont donné leur vie pour la liberté». Le lieutenant-gouverneur Gilles Lamontagne a assisté à la cérémonie, organisée dans le cadre du jour du Souvenir, le 11 novembre. Le cénatopie est érigé au coin des rues Montarville et Lakeview, dans le centre de cette municipalité de la Rive-Sud.

ANNIE RIOUX



ASTROLOGUE-
VOYANTE
internationale
POUR
PERSONNE
OU
ENTREPRISE
DEPUIS 15 ANS
276-6770

INVITATION SPECIALE GRATUITE

Vous êtes cordialement
invité à venir visiter
Le Salon Industriel de la
maintenance et de l'étude
de Conception en
Ingenierie

Un Objectif Unique
Découvrez les plus récentes
innovations:

- En matière de Construction D'équipement
- De maintenance réparations-révision et utilisation de la machinerie d'usine.

Le Marché Canadien
OEM/MRO

HEURES D'OUVERTURE DU SALON:
Le mardi 7 novembre 10h à 18h
Le mercredi 8 novembre 12h à 21h
Le jeudi 9 novembre 10h à 18h

PALAIS DES CONGRES
DE MONTRÉAL

Sur la Rive-Sud

La «faute» du maire Girard



PIERRE BELLEMARE

«L'voir, c'est comme la boisson. Y'en a qui ne portent pas ça!», Maurice L. Duplessis utilisait souvent

cette expression lapidaire, pour ridiculiser les maladroites de ses adversaires.

Le maire de Saint-Hubert, Pierre D. Girard, a ainsi commis vendredi, avec la «complicité» de ses homologues de Longueuil, Roger Ferland, et de Boucherville, Hugues Aubertin, une «grave erreur», dit-on dans certains milieux.

Les trois maires se réunissaient en fin de matinée, à l'hôtel de ville de Saint-Hubert, pour signer une stratégie commune concernant la prise en main de la gestion de l'aéroport de la Rive-Sud, que le Conseil de l'aéroport international de Montréal (CAIM) souhaite, par contre, associer à Dorval et Mirabel.

À cette réunion, à laquelle n'a pu assister Marcel Dulude, maire de Saint-Bruno, étaient aussi présents les députés conservateurs Nic Leblanc (Longueuil) et Pierrette Venne (Saint-Hubert), ainsi que le président de la Société montérégienne de développement (SMD), Paul Leduc.

Le dernier point à l'ordre du jour prévoit la tenue d'une conférence de presse. La discussion s'enclenche doucement. Vient vite l'heure du lunch. Le maire Girard offre le repas à ses invités dans la salle de réunion, attenante à son bureau.

Pendant ce temps, les trois maires «voyagent» entre le bureau de M. Girard et la salle de réunion, pour finalement disparaître un long moment. Les trois invités et leurs collaborateurs sont laissés à eux-mêmes, devant leur assiette.

Après 45 minutes d'attente, Odette Côté, l'attachée du député Venne, se lance à la recherche des maires. Elle retourne peu après à la salle de réunion, tenant un communiqué de presse à la main. «Les maires donnent présentement une conférence, à l'étage inférieur», laisse-t-elle tomber.

Mme Venne, frustrée d'avoir poireauté près d'une heure et, surtout, de ne pas avoir été mise dans le coup, exprime sa colère un peu plus tard, au maire Girard. Elle lui dit notamment qu'elle était porteuse d'un message de la part du ministre des Transports, Benoit Bouchard. Ulcérée et humiliée, Mme Venne claqua la porte.

Le président de la SMD et le député Leblanc, ahuris, se demandent à quoi rime cette comédie. D'autant plus que la Rive-Sud dévoilera, jeudi, sa position précise sur la problématique des aéroports de Montréal. Une rencontre, initiée par la SMD, servira à dégager un consensus parmi les députés fédéraux et provinciaux et l'ensemble des maires du territoire, comme ce fut le cas dans le dossier de l'Agence spatiale canadienne.

«La position communiquée vendredi à Saint-Hubert ne sera pas nécessairement celle

qui sera retenue jeudi», signale M. Leduc. «Les maires concernés ont simplement voulu faire connaître leur position sur cette question et en informer d'abord les députés fédéraux et le président de la SMD», explique tout bonnement M. Girard.

Sauf que le processus de consultation convenu vendredi — sûrement de bonne foi — a lamentablement échoué. Plus encore, il a provoqué des tensions parmi un groupe d'intervenants de la Rive-Sud. Inexpérience politique? Empressement? L'objectif des maires était certes louable et légitime. Mais sur la façon de faire les choses, il y aurait eu place pour beaucoup plus de transparence et de délicatesse!

POLICIERS OU ARCHITECTES?

La Fraternité des policiers de Saint-Hubert suggère à l'administration du maire Pierre D. Girard de regrouper les services municipaux à l'intérieur du méga-projet de \$500 millions du promoteur Paul Allain.

La centaine de policiers sont à l'étroit dans leurs locaux actuels, où il est d'ailleurs impossible d'envelopper de discrétion les plaintes qu'y formulent verbalement les citoyens. On a aussi installé des cases dans les toilettes, faute d'espace.

Mais au lieu de s'apitoyer sur leur sort, ils ont décidé de s'impliquer, en tentant d'amener l'administration Girard à profiter des retombées énormes du méga-projet, pour enfin doter Saint-Hubert de bureaux administratifs de qualité, dont la ville serait propriétaire.

Utilisant les talents de designer du constable Gilles Leblanc, la Fraternité a même préparé une maquette de son projet. Cette maquette sera dévoilée samedi, à l'occasion du bal des policiers.

«Le concept est à faire rêver», soutiennent Jean-Claude Hébert, le président de la Fraternité et son prédécesseur, Simon Martel. «Vu des airs, l'ensemble architectural épouse à perfection le contour des armoiries de la ville», ajoutent-ils, en rappelant qu'Intair inaugure aujourd'hui ses liaisons commerciales à Saint-Hubert.

Selon le concept, les nouvelles constructions réuniraient l'hôtel de ville, les services policiers et d'incendie, ainsi qu'un centre communautaire et culturel doté d'un amphithéâtre de 1 000 sièges. Au centre, une vaste place publique, l'agora, pourrait accueillir 10 000 personnes à diverses célébrations, comme la Saint-Jean.

Le maire Girard est plutôt enclin à favoriser la formule locative pour une raison de saine administration. Les policiers voient plus loin. «Le bail à Place de la mairie, présentement de 350 000\$, va doubler, peut-être tripler à son expiration, en décembre 1992», soutient M. Hébert.

Cependant, la ville recevra, ces prochains mois, une étude complète dans le cadre d'une planification à long terme. Est-il préférable de louer, d'acheter ou de construire? «Il faut d'abord identifier nos besoins réels à court terme», note le maire.

Les conservateurs ratent de peu la majorité absolue en Grèce

d'après Reuter et AFP
ATHÈNES

Les conservateurs grecs de la Nouvelle démocratie (ND) n'ont pas réussi à décrocher la majorité absolue au Parlement, à l'issue des élections législatives d'hier.

Cela signifie que les conservateurs devront engager des négociations pour constituer une coalition de gouvernement et que de nouvelles élections auront vraisemblablement lieu l'année prochaine.

Le président de la ND, Constantinos Mitsotakis, 71 ans, a reconnu au cours d'une conférence de presse que son parti n'était pas parvenu à franchir la barre fatidique des 151 sièges nécessaires pour avoir la majorité absolue.

Après dépouillement de 84,5 p. cent des suffrages, la ND obtenait 46,6 p. cent des suffrages, soit 148 sièges, a annoncé le ministre de l'Intérieur.

«La Nouvelle Démocratie a gagné les élections et devient le plus grand parti d'Europe», a déclaré M. Mitsotakis, qui a accusé la loi électorale de le priver d'une victoire méritée.

Le Parti socialiste panhellénique (PASOK) d'Andreas Papandreu, 70 ans, au pouvoir de 1981 jusqu'à sa défaite électorale en juin à la suite de plusieurs scandales, était crédité de 40,8 p. cent des voix, soit 128 sièges. Le PASOK est ainsi en progression par rapport à juin, où il n'avait obtenu que 39 p. cent et 125 sièges.

La Coalition de la gauche et du progrès (dominée par les communistes) disposait de 10,7 p. cent des suffrages, soit 22 sièges. Un parti indépendant de gauche et

une formation écologiste se partageaient les deux sièges restants.

Les trois partis arrivés en tête pourront chacun tenter de former un gouvernement de coalition. S'ils échouent, de nouvelles élections devront être organisées, peut-être dès la mi-décembre. Il fallait au moins 121 sièges au PASOK pour bloquer l'élection d'un nouveau président grec par le parlement en mars prochain.

Tant que la crise politique ne sera pas résolue, le président de la Cour suprême Yannis Grivas assurera l'intérim à la tête d'un gouvernement de transition.

Dès l'annonce de la victoire en demi-teinte des conservateurs, Papandreu a lancé un appel à l'union des forces de gauche pour former un gouvernement de coalition qui lui assurerait les 151 voix d'une courte majorité absolue. Il a estimé qu'avec plus de 40 p. cent des voix, le PASOK est devenu le «premier parti socialiste d'Europe».

Les grands perdants du scrutin sont les communistes, qui se sont alliés aux conservateurs pendant trois mois dans le gouvernement de coalition issu des élections de juin et ont perdu depuis 13 p. cent de leur électorat, ce qui représente 28 sièges au parlement.

Nombre de leurs partisans ont été choqués par cette alliance droite-gauche, alors que des militants des deux partis combattaient dans des camps opposés au cours de la guerre civile de 1946-1949.

Le pacte entre conservateurs et communistes avait été scellé pour engager des poursuites judiciaires contre les dirigeants socialistes impliqués dans des scandales financiers. Les conservateurs comme les communistes avaient exclu de renouveler l'expérience.

Suisse: violences contre des demandeurs d'asile

Agence France-Presse
ZOUG

Une nouvelle agression a été commise samedi par des militants d'extrême-droite contre un centre de transit pour demandeurs d'asile, sous l'oeil passif de la police.

Une trentaine de militants du Front patriotique se sont attaqués à un centre abritant 80 réfugiés à Steinhausen, dans le canton de Zoug (Suisse centrale), décidés, semble-t-il, à «tout casser», selon la police et les responsables du centre. Plusieurs vitres du bâtiment ont volé en éclats, et le coordinateur du centre, qui tentait de stopper les manifestants, portant drapeaux et banderoles, aurait été frappé.

La police, présente sur les lieux, n'est pas intervenue, dans la mesure, a-t-elle dit, où «aucun délit poursuivi d'office n'a été commis».

À la fin septembre, un foyer semblable avait été l'objet d'un attentat à la bombe à Beckenried, dans le canton oriental de Nidwald. Mais l'agression la plus grave avait été commise en juillet à Coire, capitale des Grisons, où quatre réfugiés avaient péri à la suite de l'incendie volontaire d'un centre.

De toute évidence, la répétition, ces derniers mois, de ces attaques illustre la montée, en Suisse alémanique notamment, d'une véritable vague xénophobe.

«Brûlés vifs dans les Grisons, dynamités à Nidwald, bastonnés à Zoug, entassés dans une tente de cirque à Kreuzlingen», écrivait récemment l'hebdomadaire suisse *L'Illustré*, les demandeurs d'asile vivent «l'enfer au paradis», puisqu'aussi bien la Suisse ne cache plus ses sentiments à leur égard.

L'hebdomadaire s'en prenait en particulier à «l'absurdité» de la politique d'asile des autorités, estimant que «chaque année, on s'enlise plus profondément dans une incurie administrative, qui gonfle artificiellement les problèmes».

Quelque 40 000 dossiers de requérants d'asile seraient actuellement en souffrance. Selon *L'Illustré*, l'instruction de chacun d'eux demande 18 mois, et le pourcentage de réponses positives «frise le grotesque»: 3 p. cent des demandes.

Pour l'année en cours, les estimations officielles situent à 20 000 le chiffre global des demandeurs d'asile, et les statistiques montrent que les Turcs sont les plus nombreux, suivis des Sri-lankais, des Yougoslaves et des Pakistanais.

Un exode massif qui commence à inquiéter l'Allemagne de l'Ouest

d'après AFP, Reuter et UPI
BONN

Désormais libres de venir en RFA via la Tchécoslovaquie, les Allemands de l'Est ont afflué par milliers ce week-end dans la «partie libre de l'Allemagne», suscitant l'inquiétude de certains responsables politiques ouest-allemands.

Plus de 12 500 personnes sont entrés samedi et hier en Bavière en provenance de Prague à bord de trains spéciaux, en bus ou en voitures particulières, selon un porte-parole du ministère de l'Intérieur.

Au poste-frontière ouest-allemand de Schirnding, principal point de passage pour le trafic routier en provenance de Tchécoslovaquie, s'étirait en fin d'après-midi un file de cinq kilomètres de voitures est-allemandes.

Au total, huit trains étaient arrivés de Tchécoslovaquie avec quelque 8000 personnes à bord et 4900 réfugiés sont arrivés en voitures particulières, a précisé la police des frontières de Munich. Un neuvième train devait quitter Prague durant la nuit. En outre, 970 réfugiés sont arrivés en Bavière, via la Hongrie et l'Autriche.

En vertu de la réglementation annoncée samedi par la RDA, les Allemands de l'Est peuvent se rendre en RFA en passant par la Tchécoslovaquie sur simple présentation d'un document d'identité.

Les autorités ouest-allemandes ont pu faire face «sans problème» à cet afflux de personnes, qui ont été dirigées vers 25 centres d'accueil, principalement des casernes de l'armée et de la police fédérale des frontières, a précisé le porte-parole.

Au total, plus de 170 000 Allemands de l'Est sont entrés en RFA depuis le début de l'année, avec ou sans autorisation, selon les autorités ouest-allemandes.

Cet exode massif d'Allemands de l'Est automatiquement reconnus comme des citoyens de la RFA a suscité de la part de plusieurs responsables politiques ouest-allemands des réactions manifestant une certaine inquiétude.

Le chancelier Helmut Kohl a ainsi déclaré que «l'exode ne peut pas être la solution de la question allemande» (réunification de l'Allemagne). Réaffirmant la volonté de Bonn de contribuer à l'amélioration des conditions économiques dans les pays de l'Est, le chancelier a ajouté que son gouvernement voulait que les Allemands de l'Est «puissent vivre dans leur patrie (Heimat) d'origine».

De son côté, le vice-président du parti social-démocrate (SPD, opposition de gauche), Oskar Lafontaine, s'est prononcé pour une «limitation de l'accueil», jugeant «irresponsable d'attirer (en RFA) des gens qui ne trouveront ni logement ni emploi». «Si nous exigeons trop (des Allemands de l'Ouest), ils se tourneront vers les Républicains (extrême droite), a-t-il déclaré. «La réunification de l'Allemagne ne peut pas se faire sur le sol ouest-allemand», a assuré M. Lafontaine.

Enfin, le chef de la puissante confédération syndicale DGB, Ernst Breit, a mis en garde les réfugiés est-allemands contre les

illusions qu'ils pourraient se faire à propos de la réalité en RFA. «Aussi bienvenus que soient les gens qui viennent chez nous, il nous faut cependant claire-

ment les avertir qu'ils devront lutter durement pour leur bien-être économique et la sécurité sociale, que beaucoup de nos travailleurs ne s'estiment pas

bien traités et qu'ainsi nous arrivent de nouveaux et difficiles problèmes politiques, qui ne sont pas aisés à résoudre», a-t-il déclaré.



Pour traverser plus rapidement la frontière tchécoslovaque vers l'Allemagne de l'Ouest, à Schirnding, certains Allemands de l'Est font les derniers kilomètres à pied.

PHOTO REUTER

Krenz: tout pour regagner la confiance de la population

d'après Reuter et AFP
BERLIN-EST

Tout pour regagner la confiance d'une population de plus en plus nombreuse à descendre dans les rues ou à s'enfuir à l'Ouest, le numéro un est-allemand Egon Krenz a joué hier sa première carte importante: une nouvelle loi sur les voyages qui permettra à tous les Allemands de l'Est «d'aller où ils le désirent sans restriction».

Le ministre de l'Intérieur Friedrich Dickel a ainsi annoncé que, dans le projet de loi qui doit être publié officiellement aujourd'hui, la RDA allait libéraliser sa politique sur les déplacements à l'étranger, en donnant des passeports à ses ressortissants et en délivrant des visas pour les voyages hors du pays dans un délai maximum de 30 jours.

Il a aussi laissé entendre que la RDA abolirait le crime de «fuite hors de la République» en déclarant que nul ne serait puni pour chercher à émigrer.

D'après lui, le Parlement se prononcera sur ce projet avant le 20 novembre.

Sur la base du projet, les Allemands de l'Est recevraient des visas pour 30 jours de déplacement à l'étranger, durée susceptible d'être prolongée, a-t-il dit.

Mais la crise de confiance entre les Allemands de l'Est et leur «parti dirigeant» semble avoir atteint une sorte de point de non-retour qui vaut même aux plus «réformateurs» du SED (parti communiste) d'être hués, quoiqu'ils disent ou fassent.

Et les remous se font déjà sentir jusqu'au sommet de la hiérarchie est-allemande. Le ministre de la Culture Hans Joachim Hoffmann ainsi engagé hier le Bureau politique à démissionner collectivement pour permettre à Egon Krenz de mettre en oeuvre des réformes démocratiques.

Les cinq membres les plus âgés du Bureau politique doivent déjà démissionner cette semaine, moins d'un mois après le départ du prédécesseur de Krenz, Erich Honecker, et le li-

mogeage de deux autres membres de longue date du Politburo.

Pour sa part, le chef du SED de Leipzig, théâtre de grandes manifestations en faveur de la démocratie, a démissionné hier. Horst Schumann, 65 ans, est le quatrième des 15 dirigeants régionaux du SED à démissionner en quatre jours. Également maire de Leipzig, il avait annoncé vendredi qu'il abandonnait ses fonctions parce qu'il ne jouissait plus de la confiance des administrés.

Le sort de M. Krenz et du SED semble désormais suspendu à la réunion à huis clos du comité central, instance suprême du SED, qui doit adopter un important programme d'action. Cette réunion s'ouvre mercredi à Berlin-Est et prendra fin vendredi.

Les observateurs dans la capitale est-allemande estiment que si le comité central n'adopte pas des réformes profondes et convaincantes, permettant de relâcher la pression de la rue, M. Krenz, et avec lui sans doute le SED tout entier, aura perdu la partie.

Israël accepterait le plan Baker modifié si l'OLP était exclue

d'après Reuter et AFP
JÉRUSALEM

Le cabinet restreint israélien a accepté hier une version modifiée du plan du secrétaire d'Etat James Baker en faveur d'entretiens de paix israélo-arabes au Caire, sous réserve que les États-Unis lui donnent certaines assurances, portant notamment sur la non-participation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) aux discussions.

Parallèlement, l'OLP a réaffirmé hier qu'il lui appartenait de décider de la composition de la délégation palestinienne participant aux discussions.

Les 12 membres du cabinet restreint se sont prononcés par neuf voix contre trois (Ariel Sharon, David Levy et Yitzhak Modai, membres de l'aile dure du Likoud) pour une version révisée du plan en cinq points

présenté par le secrétaire d'Etat américain, a-t-on appris de source autorisée.

Si Israël accepte ces cinq points légèrement modifiés — alors qu'il avait refusé une première version, pourtant peu différente, il y a une dizaine de jours — c'est qu'il compte sur le fait que Washington garantira la non-participation de l'OLP à ces négociations et que celles-ci porteront exclusivement sur les modalités d'élections dans les territoires occupés et non sur des négociations sur le fond, selon des sources proches de la présidence du Conseil à Jérusalem.

Cette nouvelle version du plan Baker, tout comme la version précédente, n'a pas été rendue officiellement publique. Mais, selon la presse israélienne, elle stipule qu'une délégation israélienne discutera au Caire «avec une délégation palestinienne».

«L'espère que le sujet ne devra pas être renvoyé devant le cabinet pour y être débattu à nouveau», a dit aux journalistes le ministre des Affaires étrangères Moshe Arens. Il a ajouté que Baker était prêt «en principe» à accorder les garanties demandées.

Le représentant de l'OLP en Égypte, Saïd Kamal, a affirmé que le comité exécutif de la centrale palestinienne, réuni dans la nuit de samedi à dimanche au Caire, avait adopté «une position claire» à ce sujet, en réaffirmant que «la désignation des membres de la délégation (palestinienne) est du ressort unique de l'OLP».

Israël et l'OLP souhaitent tous deux éviter d'apparaître comme celui qui aurait provoqué l'échec des efforts de paix en rejetant le plan Baker, estime-t-on de source diplomatique.

Gorbatchev appelle les mineurs du Grand Nord à cesser la grève

d'après AFP et Reuter
MOSCOU

Le président Mikhail Gorbatchev et le premier ministre Nikolai Ryjkov ont appelé les mineurs d'Union soviétique à cesser les grèves qui ont repris il y a une semaine dans le Grand Nord, à Vorkouta, et dont les revendications politiques étaient dénoncées hier dans la presse.

Le numéro un soviétique a fait savoir aux mineurs de Vorkouta que «le gouvernement connaît les demandes des grévistes», a déclaré le chef local du parti Youri Spiridonov.

L'agence TASS a pour sa part diffusé hier un appel de M. Ryjkov aux mineurs de tous les bassins du pays leur demandant de «faire preuve de raison et de cesser les grèves» et annonçant une réunion le 17 novembre à Moscou avec les représentants des collectifs de travail.

Une des demandes des grévistes de Vorkouta — où 12 mines sur 13 sont arrêtées — était l'arrivée sur place du premier ministre ou de ses représentants. Ils accusent le gouvernement de ne pas faire appliquer les accords conclus en juillet dernier pour mettre fin au grand mouvement de grève auquel avaient participé plus de 200 000 mineurs.

Mais le Comité de ville des grévistes de Vorkouta a diffusé le 3 novembre un «appel aux travailleurs soviétiques», transmis également au Soviet suprême, exposant une série de revendications politiques. Elles vont de la reconnaissance officielle du comité comme organe représentatif des mineurs à l'examen par le parlement de l'abolition de l'article six de la constitution soviétique sur le rôle dirigeant du Parti.

L'appel de M. Ryjkov qualifie «d'inadmissible» la situation

créée par les grèves pour l'économie soviétique à l'entrée de l'hiver. Il affirme que le gouvernement «exerce son contrôle» sur l'exécution des accords de juillet, qui sera encore examinée le 17 novembre. Selon les mineurs, l'application des accords a été bloquée par les autorités locales.

Par ailleurs, une quarantaine de mouvements nationalistes arméniens se sont regroupés ce week-end à Erevan pour donner officiellement naissance à un grand mouvement national arménien afin de resserrer leurs rangs et de discuter d'une éventuelle indépendance de l'Arménie. En Géorgie, pendant ce temps, des milliers de manifestants nationalistes ont mis fin à huit jours de protestations à Tbilissi, après avoir obtenu des autorités communistes la tenue, des le mois prochain si possible, d'un référendum sur l'indépendance de cette république du Caucase.

DÉPÊCHES

SRI LANKA

Entre Tamouls

■ Au moins 74 personnes — dont 68 activistes tamouls — ont été tués hier lors de fusillades dans l'est du Sri Lanka, a-t-on appris de sources officielles locales et tamoules. Les Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (LTTE), le principal groupe séparatiste tamoul, ont attaqué deux camps de groupes rivaux avec des roquettes, des mortiers et des armes automatiques. Ils ont tué au moins 62 membres de ces groupes rivaux et ont perdu eux-mêmes six de leurs guérilleros. Cinq musulmans ainsi qu'un petit garçon tamoul ont également trouvé la mort lors de ces affrontements, qui sont les premiers à survenir depuis le retrait du contingent indien de la région.

IRAN-URSS

Accord de troc

■ L'Iran et l'Union soviétique ont signé samedi un important accord de troc portant sur l'exportation de deux milliards de mètres cubes de gaz naturel vers l'URSS, en échange d'équipements et de services nécessaires à la réalisation de projets économiques et industriels en Iran, a rapporté hier la presse de Téhéran. Selon cet accord, qui « réactive » l'accord de vente de gaz iranien conclu sous l'ancien régime du shah, l'URSS participe à 19 projets industriels et économiques, dont la construction de lignes ferroviaires, de barrages, et de centrales électriques. L'accord porte également sur l'échange de biens de consommations pour près \$6 milliards US par an.

BANGLADESH

Grève générale

■ La police anti-émeute du Bangladesh a tiré des balles de caoutchouc et des grenades lacrymogènes et fait au moins 100 blessés au cours de heurts avec des grévistes hier à Dhaka. L'opposition a organisé la grève à travers tout le pays dans le cadre de sa campagne pour la démission du président Hossein Mohammed Ershad. La grève, prévue de l'aube au crépuscule et organisée par l'alliance de sept partis d'opposition, a pratiquement paralysé le pays.

NAMIBIE

Boesak pour la SWAPO

■ L'un des chefs de file de l'opposition anti-apartheid, le pasteur métis Allan Boesak, a exhorté les Namibiens, hier à Windhoek, à « envoyer un message » à Frederik de Klerk, le chef de l'Etat sud-africain, en votant pour la SWAPO lors des élections constituantes qui débutent demain. Des que la Namibie sera indépendante, « le sujet à l'ordre du jour sera la libération du peuple sud-africain », a-t-il déclaré dans un discours lors d'un meeting de la SWAPO qui a réuni environ 1500 personnes à Khomasdal, la township métisse de Windhoek. La SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain, marxiste) est la favorite des élections qui se déroulent de mardi à samedi sous le contrôle de l'ONU dans ce territoire.

SLOVÉNIE

Parti des jeunes

■ L'organisation officielle de la jeunesse de Sloveenie, fer de lance de la contestation en Yougoslavie, a annoncé sa transformation en parti politique indépendant à l'issue de son congrès qui prenait fin hier à Portoroz (côte adriatique). L'Alliance de la jeunesse socialiste de Sloveenie (ZSMS), qui plaide pour le multipartisme, la démocratie parlementaire, le respect des droits de l'homme, l'écologie, l'intégration à la CEE et l'économie de marché, présentera des candidats indépendants face au Parti communiste des prochaines élections multipartites de mars 1990, avec des bonnes chances de gagner.

ON COMPTAIT SUR VOUS À VANCOUVER.



Lorsque quelqu'un compte sur vous, vous pouvez compter sur Federal Express. Livraison avant ou à 10 h 30 le prochain jour ouvrable dans la plupart des villes canadiennes d'importance et livraison à temps dans 118 pays dans le monde, ou vous serez remboursé. En plus de tous ces avantages, le système de suivi exclusif COSMOS peut vous indiquer où se trouve votre colis à chaque étape du parcours.



LA PROCHAINE FOIS, CONFIEZ-LE À FEDERAL EXPRESS.

© 1989 Federal Express Canada Inc. Tous droits réservés. Les conditions de service sont indiquées dans le Guide des services de Federal Express. Cette publicité n'a pas de valeur juridique.

AUCUN COMPTANT — TRANSPORT INCLUS



Tempo L 4 portes 1990 flambant neuve

277 \$*
par mois

- Boîte automatique
- 2 rétroviseurs à com. élect.
- AM / FM stéréo, 4 h.-parleurs
- Instruments sport
- Essuie-glace à balayage intermittent
- Moteur 2,3 litres E.F.I.
- Chauffe-moteur

- Pneus 4 saisons
- Traction avant
- Transport et prép. inclus



Mustang LX 1989 flambant neuve

277 \$*
par mois

- Climatiseur
- Stéréo, cassette, 4 h.-p.
- Régulateur de vitesse
- Lave-glaces élect.
- Groupe verrouillage
- Boîte 5 vitesses
- Jantes stylisées

- Chauffe-moteur
- Servodirection
- Moteur 2,3 litres E.F.I.
- Sonorisation haute fidélité
- Dégivreur électrique
- 2 rétroviseurs à com. élect.



* Location Tapis rouge 48 mois. Rabais Ford inclus, taxe en sus.

332-3850

1150, boul. Laurentien, Saint-Laurent

(angle ch. Côte-Vertu)

332-3850

Service: de 7 h 30 à 20 h
Ventes: de 9 h à 22 h

Les cols blancs de Westmount prennent un vote de grève

RAYMOND GERVAIS

Le torchon brûle toujours entre la ville de Westmount et ses

quelque 100 cols blancs, lesquels sont sans contrat de travail depuis le 31 décembre 1988.

Lors d'une assemblée générale, cet après-midi, les syndiqués membres du Syndicat canadien de la fonction publique seront appelés à se prononcer sur l'opportunité de confier à leur exécutif syndical le droit de déclencher une grève générale et illimitée au moment jugé opportun.

Le président du syndicat, M. Michael Crouch, a déclaré hier que les fonctionnaires municipaux devront tout d'abord se prononcer sur la dernière offre patronale qui consiste à accorder aux syndiqués la pleine sécurité d'emploi après dix ans de service. Le syndicat veut la pleine sécurité d'emploi après six mois.

M. Crouch admet néanmoins que le syndicat pourrait accepter un compromis si la partie patronale offrait en contrepartie de réduire le nombre d'employés à temps partiel au profit de postes réguliers.

Au chapitre des salaires, le syndicat réclame des primes de 0,55\$ l'heure et de 0,75\$ l'heure pour ses membres appelés à travailler le soir et la nuit.

Le président du syndicat a de plus indiqué que l'exécutif recommandera à ses membres de rejeter les offres de la ville.

De son côté, la mairesse de Westmount, Mme May Cutler, a indiqué hier à *La Presse* qu'elle ne croyait pas que la sécurité d'emploi soit la pierre d'achoppement des négociations.

Treize personnes perdent la vie au cours de la fin de semaine

Des tragédies diverses ont fait pas moins de 13 morts au Québec durant la fin de semaine, selon les rapports de police disponibles en milieu de soirée, hier.

La chasse a ravi deux victimes, un incendie a coûté la vie à un homme, un mineur s'est tué dans une chute et, à elle seule, la route a fait neuf morts.

La plus récente tragédie, un accident de chasse survenu à 8 h 30, hier matin, dans un boisé longeant la route John-Kennedy, à Beauceville, a coûté la vie à Mario Couture, âgé de 41 ans et demeurant à Saint-Jean-Christophe, près de Québec. Le coup de feu mortel a été tiré accidentellement par le beau-frère de la victime.

À 45 minutes d'intervalle durant la nuit de samedi à hier, dans le secteur de Buckingham, en Outaouais, deux accidents ont fait chacun un mort. Le premier accident est arrivé, à 1 h 50, à l'intersection des routes 307 et 366 à Val-des-Monts: une personne, dont l'identité reste à confirmer par une autopsie, a connu une fin tragique lors d'une collision frontale; la victime a été coincée dans son véhicule qui a pris feu et le corps trop calciné exige la tenue d'une autopsie. Le second est survenu à 2 h 35 sur la route 309: Jimmy Dupuis, âgé de 27 ans et demeurant à Buckingham même, s'est tué dans le capotage de son véhicule dont il a perdu le contrôle à la sortie d'une courbe.

En début de soirée, samedi, un Nicolétain de 61 ans, Robert Côté, s'est tué lorsque l'automobi-

le qu'il conduisait, sur le rang Pays-Brûlé, à Nicolet-Sud, a quitté la route pour s'écraser dans un fossé après plusieurs tonneaux; le conducteur a été éjecté de son véhicule.

Sur la route 343 à Saint-Côme, au nord de Joliette, Jean-Pierre Valiquette, un Montréalais de 30 ans, a perdu la vie lorsqu'après avoir raté une courbe, son véhicule a heurté de plein fouet un autre véhicule venant à sens inverse.

Samedi, vers 11 h 30, près de Sutton, en Estrie, un homme a perdu la vie dans ce qui semble être un accident de chasse, selon les premières constatations effectuées par la Sûreté du Québec. L'individu a été identifié comme étant Robert Noisoux, âgé de 43 ans et habitant Dunham.

Vers 10 h 45, le même jour, sur la route 151 à Sainte-Émélie-de-l'Énergie, une petite localité située à une trentaine de kilomètres au nord de Joliette, une perte de contrôle a coûté la vie à Raymond-Denis Paquette, un Montréalais âgé de 40 ans; dans une courbe, le véhicule de la victime a quitté la route pour capoter et s'immobiliser contre un arbre.

Un homme d'une trentaine d'années, que la police tentait toujours, hier soir, d'identifier positivement, a été happé mortellement, vers 15 h 30, samedi, par un convoi de marchandises du Canadien National circulant à vitesse réduite sur une voie ferroviaire de Notre-Dame-des-Prairies, près de Joliette. Le conducteur a tenté en vain d'arrêter son convoi avant de heurter l'homme

qui a semblé figer sur place à la vue du train.

Mario Barbe, un Lavallois de 29 ans, s'est tué sur le coup vers 4 h 45, samedi matin, lorsqu'il a heurté de plein fouet le tracteur d'un camion-remorque venant en sens inverse et circulant sur l'autoroute 40, à la hauteur du boulevard Cavendish. Quelques minutes avant la tragédie, des automobilistes avaient communiqué avec des policiers de la Sûreté du Québec, les informant qu'une automobile circulait à sens inverse sur l'autoroute.

Un adolescent de 18 ans, Jean-François Guère, de Sainte-Famille, a perdu la vie vers 1 h 35, samedi matin, à Saint-Pierre, sur l'île d'Orléans, lorsqu'il n'a pu maîtriser son véhicule qui a quitté ensuite la route et percuté un ponceau.

Dans la nuit de vendredi à samedi, un homme de 27 ans, Louis Lefebvre, est décédé lors de l'incendie qui a ravagé l'intérieur de son logement de Dorval; le feu a pris naissance dans une casserole de friture sur la cuisinière.

Un travailleur a connu une fin atroce, durant la même nuit, à la mine Bousquet, de Cadillac, en Abitibi, en tombant au fond d'une chute de quelque 25 m de profondeur. La victime, Fernand Bergeron, âgé de 55 ans et demeurant à Malartic, s'affairait à faire tomber du minerai dans la chute lorsque l'accident s'est produit.

Au milieu de la soirée de vendredi, sur la route 329 à Sainte-Agathe-Nord, dans les Laurentides, Guy Roy, âgé de 22 ans et domicilié à Sainte-Agathe, a perdu la vie lorsqu'en bicyclette, il a été happé par une automobile.

APPEL D'OFFRES POUR DES SERVICES GÉNÉRAUX DE GESTION MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le ministère de la Santé invite les entreprises de conseils en gestion, et de bureautique à donner suite à un appel d'offres pour des services généraux de gestion.

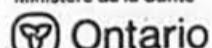
Le ministère a entrepris un programme dynamique de développement de ses systèmes informatiques. Le but de cet appel d'offres est de choisir une entreprise qui pourra aider le ministère à établir une structure organisationnelle adéquate pour la Division des systèmes d'information.

On peut se procurer un formulaire d'appel d'offres en se présentant ou en téléphonant à l'endroit indiqué ci-dessous (à compter de 9 h le 6 novembre 1989 jusqu'à 17 h le 8 novembre 1989):

Bureau du chef de la planification stratégique
Division des systèmes d'information
Ministère de la Santé
15, boul. Overlea, 4e étage
Toronto (Ontario) M4H 1A9
Tél.: (416) 965-8021

Une séance d'information des fournisseurs intéressés aura lieu pendant la semaine du 6 novembre 1989. La présence à cette séance d'information est une des conditions obligatoires de l'appel d'offres.

Ministère de la Santé



ELINOR CAPLAN, ministre

Soumission TO209

1000\$ de remise**

ou financement 6,9% pour 24 mois*.

Eagle Vista

Modèles 89 à 3 et 4 portes
chez votre concessionnaire

Jeep et Eagle

participant!

Plus d'autres bonnes affaires:

Eagle Premier 89
1 500 \$ de remise** ou
financement 6,9% pour 24 mois.*

Familiale Eagle Vista 89
500 \$ de remise.**

Eagle Medallion 89
2 000 \$ de remise** ou
financement 6,9% pour 24 mois.*



GARANTIE 3 60 000 km

Chez votre concessionnaire Jeep et Eagle du Québec participant...vous ferez une bonne affaire!

*Ces offres sont mutuellement exclusives, elles ne peuvent être combinées et s'appliquent à des achats pour usage personnel seulement. Les acheteurs au détail admissibles qui choisissent un taux de financement réduit sur des véhicules sélectionnés ont droit au taux de financement de 6,9% pour un terme maximum de 24 mois, 8,9% pour un terme de 25 à 36 mois et 9,9% pour un terme de 37 à 48 mois. Les transactions sont sous réserve de l'approbation de Chrysler Canada Ltee à l'achat et à la livraison chez un concessionnaire Jeep et Eagle participant entre le 30 octobre 1989 et la date où Chrysler Canada Ltee mettra fin au programme. Les véhicules doivent être achetés et livrés à partir du stock existant du concessionnaire. Les offres de financement excluent les parcs et les véhicules de location au détail, et annulent et remplacent tous les autres programmes annoncés précédemment et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Le coût de l'emprunt variera en fonction du montant financé, de la durée du prêt et du taux de financement. L'acheteur doit payer les frais de transport, d'immatriculation, les taxes et les autres frais tels que l'assurance et l'enregistrement. Voir un concessionnaire pour les détails.

**L'offre de remise est une offre de durée limitée et s'applique aux véhicules indiqués ci-dessus. L'achat doit être effectué et l'acheteur doit prendre livraison du véhicule à partir du stock existant du concessionnaire entre le 30 octobre 1989 et la date où Chrysler Canada Ltee mettra fin au programme. Cette offre annule et remplace tous les autres programmes annoncés précédemment et ne peut être combinée avec aucune autre offre précédente ou aucune autre offre de remplacement en vigueur. Les véhicules de location au détail sont admissibles. Voir un concessionnaire pour les détails.

† Voir un concessionnaire pour les détails.

Un Sherbrookois comparait pour un meurtre crapuleux

Il serait accusé d'avoir tué un Montréalais à coups de couteau et de ciseaux, le 5 juillet dernier

Presse Canadienne
SHERBROOKE

Un Sherbrookois de 18 ans comparaitra en Cour du Québec, au palais de justice de Montréal, pour répondre du meurtre crapuleux d'un Montréalais, tué à coups de couteau et de ciseaux dans la métropole, le 5 juillet 1989.

Stéphane Vachon a été transféré de la vieille prison commune de Sherbrooke au centre de détention Parthenais, vendredi.

Un présumé complice, Patrick Parizeau, âgé de 24 ans, de Lachine, a déjà été inculpé du meurtre de Claude Beausnesne, âgé de 29 ans, survenu dans le logement de la victime, sur la rue Bien-cour, à Montréal.

Cette arrestation est le fruit d'une collaboration étroite entre la section des homicides de la police de la Communauté urbaine de Montréal et l'unité des enquêtes criminelles de la police de Sherbrooke.

Les deux complices dans cette affaire de meurtre auraient rencontré Claude Beausnesne dans un bar de Montréal, dans la nuit du 4 au 5 juillet.

Le trio aurait pris un verre et au fil de la conversation, Beausnesne aurait avoué à ses deux compagnons d'un soir qu'il possédait une somme de 2.000\$, fruit d'un vol perpétré à l'archevêché de Montréal.

La soirée étant passablement avancée, les deux suspects auraient reconduit leur victime à son appartement de la rue Bien-cour dans le 2e étage de mettre la main sur les 2.000\$.

Le brassage a débuté. Beausnesne a refusé de dire où le magot était caché. Les deux suspects auraient trouvé un couteau et des ciseaux dans l'appartement et auraient piqué leur victime à plusieurs reprises presque partout sur le corps.

La victime a souffert atrocement selon les conclusions du rapport d'autopsie. À un moment donné, les deux tortionnaires, en blessant la victime au cou, auraient atteint la veine jugulaire. Voyant qu'ils n'obtiendraient rien de la victime, toujours menottée, ils l'auraient relevée et étendue sur le dos dans son lit où elle est morte au bout de son sang.

EN SANTÉ, SANS COMPROMIS

Une mise en garde sur l'effet des drogues, de l'alcool, des médicaments, du tabac et de certains aliments

TOUS LES LUNDIS ET MERCREDIS DANS

La Presse



AUJOURD'HUI
LES EFFETS SECONDAIRES
DES MÉDICAMENTS
EN PAGE A 13

Paris présente deux salons de la sécurité différents

Agence France-Presse
PARIS

■ Chaussures anti-mines, appareils à détecter les faux dollars, encre invisible pour oeuvres d'art, barquettes de secours en haute-montagne voguant sur la glace, poubelles anti-explosifs...

La sécurité s'affiche cette semaine à Paris, à l'occasion de deux salons spécialisés destinés tant aux agents très secrets qu'au commun des mortels.

Le premier, Milipol, salon international des équipements de police, de sécurité civile et militaire, s'ouvre au Bourget, près de Paris, à partir de demain, jusqu'à vendredi.

Le second, Alarmes-protection-sécurité (APS), salon international de la sécurité industrielle, électronique et physique, s'ouvre mercredi, jusqu'à vendredi, dans un grand hôtel de la capitale.

Milipol en est à sa cinquième édition et est réservé uniquement aux professionnels de la sécurité: policiers, agents secrets, gardes du corps, militaires ou pompiers. Sur 15 000 mètres carrés, 350 exposants venus du monde entier présentent le matériel dernier cri en matière d'équipements de police et de sécurité. Du gilet pare-balles au véhicule blindé en passant par la détection de micros et les armes à feu.

«Il s'agit d'une sorte de club, indique Andrea Brignone, l'un des animateurs. C'est un endroit très fermé, un lieu de discussion et d'échanges».

Grande nouveauté du cru 89: des «services de méthodologie et d'évaluation de risques divers», aussi bien les tremblements de terre que les disparitions d'enfants.

Parmi les nouveaux gadgets chers à James Bond: un casque permettant d'entendre sans être gêné par les bruits ambiants, la prise d'empreintes digitales sans encre, des jumelles à champ infini, un système portable et fonctionnel de détection d'explosifs et de drogue, une cabine blindée démontable.

Entre 12 000 et 25 000 professionnels y sont attendus, selon les organisateurs. Pour la première fois, il y aura une présence officielle des États-Unis, outre les traditionnelles délégations européennes, d'Asie, d'Afrique, du golfe persique, et des pays de l'Est. Le ministre français de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, inaugurerà le salon mardi matin.

Sur 2200 mètres carrés, APS n'a pas la même vocation. Pourtant, l'encre invisible permettant de marquer à jamais une oeuvre d'art — utile en cas de vol — et l'appareil à détecter les faux dollars américains, nouveautés de ce salon, auraient leur place à Milipol.

Plus simplement, il est ici question, pour la quatrième année consécutive, de la sécurité de tous les jours, dans l'entreprise ou

chez soi. «Ce salon international, qui a lieu tous les deux ans, est spécialisé dans tout ce qui est le plus pointu, sur le marché, en matière d'alarme et de sécurité électronique», indique un responsable.

La tendance, cette année, est à la télésurveillance, qui devient de plus en plus conviviale, et, plus généralement, à la domotique, informatique à l'appui.

On y verra aussi des sacs indestructibles destinés aux con-

voyeurs de fonds ou de nouvelles portes anti lances-thermiques.

Preuve de la bonne santé de ce marché, selon les organisateurs: dans deux ans, pour le prochain

APS, le salon sera obligé de trouver un lieu plus vaste, le palais d'exposition de la Défense, le nouveau quartier des affaires de Paris.

**CENTRE DE FORMATION
DES PROFESSIONNELS DE LA VENTE**

PARTENAIRE DE VOS SUCCÈS DEPUIS 1977

REPRÉSENTANTS, VENDEURS, CONSEILLERS,

*Misez sur l'efficacité
et devenez
un professionnel de la vente*

COURS PROPOSÉS:

■ LA PRATIQUE DE LA VENTE	(40 h)	545\$
13 nov. au 11 déc. (une journée/semaine)		
ou 14 nov. au 13 déc. (deux soirs/semaine)		
ou 4 déc. au 8 déc. (semaine intensive)		
■ GESTION DU TEMPS ET DU TERRITOIRE DE VENTE	(16 h)	325\$
1 ^{er} et 2 déc.		
■ LE TÉLÉPHONE ET LA VENTE	(16 h)	325\$
1 ^{er} et 2 déc.		

**POUR RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
SUR CES COURS ET SUR NOS AUTRES ACTIVITÉS**

appelez-nous au **325-4414**

UNE DIVISION DU COLLEGE MARIE-VICTORIN

Cours de coiffure

Formation complète en coiffure féminine et masculine

- Cours du jour ou du soir
- Début des prochains cours:

12 FÉVRIER 1990
Inscrivez-vous dès maintenant
TÉL.: 272-5745

SERVICE DE PLACEMENT
(après votre cours)

781 est, rue Bélanger, Montréal
H2S 1G7
Tél.: 272-5745

Cette semaine à la Place Bonaventure

Hall d'Exposition

Le Tour du Monde... en 3 jours!

Le Salon International Tourisme / Voyages (Salon Acta-Québec) qui se tiendra à la Place Bonaventure du 9 au 12 novembre n'est ni plus ni moins qu'un incroyable tour d'horizon du monde avec ses destinations soleil, ses voyages exotiques, ses croisières et une foule d'autres thèmes aussi palpitants les uns que les autres.

La race canine à son meilleur


Le United Kennel Club Inc. est fier de présenter le Salon International de Montréal de Chiens de Race les 10, 11 et 12 novembre prochains à la Place Bonaventure. On retrouvera de tout pour le meilleur ami de l'homme et plus encore.

De tout pour tous

C'est le dimanche 12 novembre qu'aura lieu le Bazar - Na'amat femmes pionnières à la Place Bonaventure. Une occasion unique de venir découvrir des objets inusités et faire des trouvailles qui peuvent s'avérer des plus intéressantes. Un rendez-vous à ne pas manquer.

Une invitation
de l'Hôpital Général
du Lakeshore

**Accroché
au tabac?**



**Mais
pas pour toujours!**

Vous avez peut-être essayé de cesser pendant l'été. Vous avez peut-être aussi tenté l'hypnothérapie, la laserthérapie ou l'acupuncture... et ça n'a pas fonctionné.

On sait que ce n'est pas facile de cesser de fumer, et qu'il n'existe aucune «pilule miracle». Nous vous invitons à venir vous informer sur le programme Cessons de fumer, une approche multi-dimensionnelle de modification du comportement. Depuis ses douze ans d'existence, Cessons de fumer a fait ses preuves.

En français les 6-7 ou 8 nov. à 19 h 30 à deux endroits:
D.S.C. Lakeshore
175, Stillview, #310
Pointe-Claire
Centre Hospitalier Lachine
650, 16e Avenue,
Lachine

**Cessons
de fumer**

La méthode qui a fait ses preuves!
Pour information: 694-2055

Pour votre hypothèque, si vous ne pouvez passer à la banque, la Banque Royale passera chez vous!



À la Banque Royale, nous savons que certaines personnes ont des disponibilités limitées.

C'est pourquoi nous offrons un nouveau service exclusif de consultation hypothécaire à domicile.

Sur demande, un de nos conseillers en prêts hypothécaires se rendra chez vous à l'heure et au jour qui vous conviennent.

Et parce que nous connaissons bien le monde des hypothèques, nous savons qu'il

est important d'obtenir une approbation rapidement. À la Banque Royale, nous vous donnerons de nos nouvelles en moins de 24 heures.

Que vous vous rendiez à la Banque Royale, ou que la Banque Royale se rende chez vous, vous pourrez toujours compter sur les conseils précieux et rapides de nos conseillers en prêts hypothécaires. Appelez-nous en composant, sans frais, le 1-800-363-3967.



BANQUE ROYALE

Les prêts hypothécaires les mieux pensés au pays!

Lockerbie: Ahmad Jibril nie toute implication de sa formation

AFP
SAMAS

■ Le chef du Front Populaire de Libération de la Palestine — Commandement Général (FPLP-CG), M. Ahmad Jibril, a nié une nouvelle fois hier l'implication de sa formation dans l'attentat de Lockerbie, et estimé qu'elle fait l'objet, ainsi que la Syrie, de «pressions» américaines.

«La Syrie et le FPLP-CG sont la cible de pressions de la part des États-Unis en raison de la lutte qu'ils mènent contre les projets de liquidation de la cause palestinienne», a déclaré M. Jibril à l'AFP à Damas.

Le département d'État américain avait indiqué vendredi que des discussions avaient eu lieu avec la Syrie sur cet attentat — qui a fait 270 tués le 21 décembre dans l'explosion d'un Boeing de la PanAm au-dessus de l'Écosse — mais que les réponses syriennes «n'ont pas été satisfaisantes».

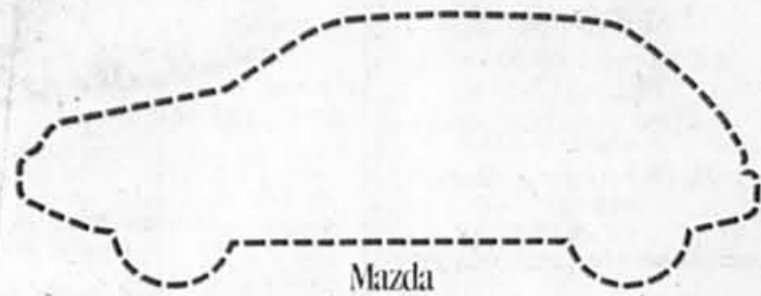
Il avait souligné en outre que Washington a «demandé à plusieurs reprises à la Syrie de prendre des mesures contre les groupes terroristes qu'elle soutient, y compris le FPLP-CG», sans préciser si un groupe particulier était soupçonné d'être à l'origine de l'attentat du 21 décembre.

«La Syrie et le FPLP-CG rejettent ces accusations mensongères. Nous demandons au Premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, et au président français, M. François Mitterrand, de dire si, depuis le début du conflit israélo-arabe, il y a plus de quarante ans, quiconque de notre mouvement a porté atteinte à la sécurité des civils dans le monde», a ajouté M. Jibril.

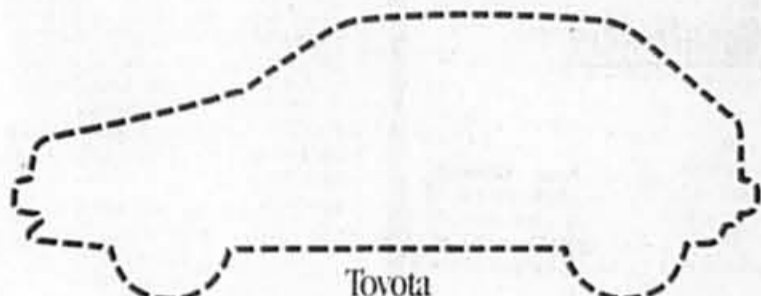
Il a par ailleurs réaffirmé que le FPLP-CG n'a «aucun lien» avec Mohammad Abou Taleb, un Palestinien détenu en Suède pour activités terroristes et qui, selon des responsables gouvernementaux américains, a joué un rôle clé dans l'attentat de Lockerbie. Selon les enquêteurs, M. Abou Taleb a déclaré avoir donné à une personne non identifiée, entre octobre et décembre 1988, une bombe qui était cachée en RFA dans un bâtiment utilisé par le FPLP-CG.

«Il n'y a aucun détenu du FPLP-CG en Suède ni ailleurs», a déclaré M. Jibril. «Deux membres de notre organisation sont détenus en RFA», a-t-il dit.

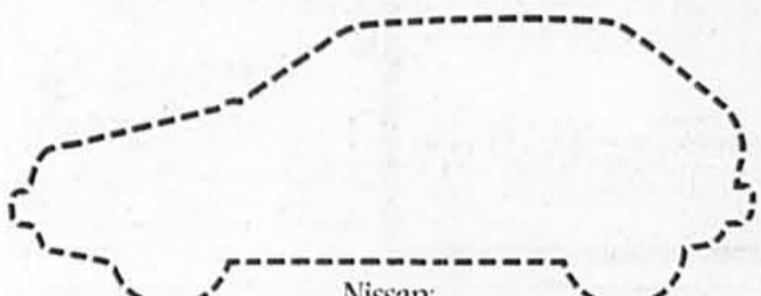
FAITES LE TOUR DES IMPORTÉES...



Mazda



Toyota



Nissan

**...PUIS, CHOISISSEZ
LA MEILLEURE!**



La Colt 100 importée par Plymouth et Dodge : toute la technologie japonaise à portée de main.

**1000\$ DE REMISE
EN ARGENT***

**Une bonne affaire
en devient une
excellente!**

Faites la comparaison point par point et voyez pourquoi la Colt 100 est l'importée de valeur sûre!

- Technologie japonaise.
- Un meilleur kilométrage au litre que la Mazda 323, la Toyota Tercel et la Nissan Sentra**.
- D'un océan à l'autre : vente et service par 564 concessionnaires Chrysler; soit 400 de plus que Mazda, 331 de plus que Toyota et 337 de plus que Nissan.
- De la performance à revendre : moteur 1,5 litre, traction avant, pneus radiaux, freins à disques assistés à l'avant et transmission manuelle 4 ou 5 vitesses (ou transmission automatique en option).
- Un prix qui défie toute compétition.
- De plus, la Colt 100 1989, c'est l'importée de valeur sûre!

**Personne ne bat Chrysler,
personne!**



Votre concessionnaire Chrysler

La police de la CUM a étrenné son nouvel ordinateur

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Le tout nouveau système informatique du service de police de la communauté urbaine de Montréal (SPCUM) est entré en action

hier. La transition du système de communications audio vers le système informatisé dans les postes de police et les autos-patrouille se fera en douceur puisque, jusqu'au début du mois de décembre, le système passera par une phase de rodage.

Le vent de nouveauté qui souffle sur nos corps policiers chamboulera aussi le travail de répartition, jusqu'à présent exécuté par des policiers. Désormais des civils assumeront ces fonctions et le service sera scindé en deux sections bien distinctes.

Il y aura d'un côté les *pata*, les préposés au traitement des appels, et de l'autre côté les *prao*, les préposés à la répartition assistés par ordinateurs. Mais le travail sera toujours supervisé par des policiers. Ceux qui s'occupaient de la répartition ont tous été réaffectés à de nouveaux postes.

Les policiers qui retournent sur le terrain, dans les autos-patrouille, doivent tous suivre un cours de quatre jours pour apprendre le fonctionnement des écrans, qui seront bientôt installés dans toutes les voitures. Chaque homme recevra un code personnel secret pour se servir de son terminal. Comme précaution supplémentaire les policiers pourront verrouiller leurs écrans avant de quitter leur automobile.

À quel coût se fait cette modernisation? Des millions, affirmait-on hier, sans plus de détails, aux services des relations publiques de la SPCUM.

**Manoir
Richelieu:
la CSN sera
entendue**

■ Le Tribunal du travail a accepté d'entendre la CSN, qui en avait appelé de la décision rendue par le commissaire Robert Caron, le 20 septembre, dans la cause du transfert de l'accréditation syndicale du Syndicat des employés du Manoir Richelieu.

Dans sa décision, le juge Robert Auclair dit considérer que «les raisons invoquées par le requérant dans sa requête justifient que permission d'appeler soit accordée».

L'appel sera entendu le 21 novembre, à Québec.

Selon la CSN, l'accréditation syndicale aurait dû être transférée au moment de la transaction qui a fait de M. Raymond Malenfant le propriétaire du Manoir.

**25% de rabais sur
Coutellerie en inox Birks**



**Du 6 au
25 novembre**

Vous l'attendiez, le voici: notre solde semestriel de coutellerie Retroneu. L'occasion unique de décorer votre table avec une coutellerie en inox façonnée avec art. Choix de 13 motifs (8 illustrés). Exclusivement chez Birks.

Couvert d'appoint 5 pièces: Ord. 32,50 \$ à 165 \$
Solde 24,37 \$ à 123,75 \$

Couvert de service: Ord. 65 \$ à 300 \$
Solde 48,75 \$ à 225 \$

Couvert de service
6 pièces
offert dans
chaque motif.

BIRKS

C'est le comble!

**Encore
une autre
banque
qui me
chante
la pomme.**



À la Banque de Montréal, nous parlons affaires. Exclusivement. Et nous parlons le langage des entreprises personnelles. Assurer aux entreprises personnelles le service particulier qu'elles méritent est l'une de nos priorités. Parole d'honneur.

Des spécialistes se concentrent sur la satisfaction des besoins et des objectifs propres à votre entreprise, et nous avons des produits adaptés aux exigences des entreprises personnelles.

Des produits comme l'Investicompte d'entreprise de la Banque de Montréal, un compte offrant des intérêts quotidiens aux

entreprises qui ont temporairement des fonds excédentaires. Des produits comme la Protection de découvert commerciale, qui vous met à l'abri des chèques sans provision. Et de nouvelles façons d'effectuer des dépôts pour vous éviter d'attendre en ligne.

Et, ce qui est tout aussi important, un directeur de comptes s'occupe personnellement de chaque client commercial. Votre directeur de comptes comprend la dynamique de votre entreprise, ce qui lui permet de collaborer avec vous pour concevoir des solutions pratiques à vos besoins en matière d'opérations bancaires.

Nous voulons votre clientèle et nous pouvons le prouver. Mettez-nous au défi. Appelez-nous au Centre d'affaires commerciales ou à la succursale de votre voisinage ou, à Montréal, au 877-1285. Si votre code régional est 819, 514 ou 418, composez sans frais le 1-800-361-1854.

**Un concept
nouveau pour
les entreprises
personnelles**



Banque de Montréal

Pour une
qualité
supérieure

Chatel n'est pas un simple nettoyeur du coin mais un maître-nettoyeur reconnu pour la multiplicité de ses services. Chatel porte un soin attentif à tous vos vêtements et articles. Le temps a prouvé, hors de tout doute, que le nom Chatel signifie excellence en nettoyage. Constatez-le par vous-même en confiant vos effets au nettoyeur Chatel de votre quartier. Ils sont plus de 70 à offrir cette même excellence.

Chatel

vosre nettoyeur

Nettoyage de manteaux
longs d'hiver en drap
modèles réguliers
pour hommes et femmes

Spécial
d'automne

7.77 \$
ch.

Plus de 70 boutiques
au Québec

*Offre valable jusqu'au 25 novembre, 1989



Des sikhs canadiens expriment leur inquiétude au Premier ministre



Sikh Professional Association of Canada

Le 8 septembre 1989

Monsieur Brian Mulroney
Le Premier Ministre
Edifice central, bureau 309-S
Chambre des communes
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Monsieur,

Un livre publié récemment, *Soft Target*, a causé une vive inquiétude au sein de la communauté sikh canadienne.

Plusieurs d'entre nous estiment que certains points soulevés dans ce livre requièrent à la fois une enquête indépendante et une explication de la part de votre gouvernement, ce qui permettrait de donner aux sikhs canadiens l'assurance qu'ils continueront de bénéficier des mêmes droits et privilèges que les autres Canadiens.

Voici quatre grandes conclusions des auteurs de ce livre, MM. Kashmeri et McAndrew:

- Au moins un acte de violence commis au Canada, avec la participation de sikhs, a été machiné par un responsable du gouvernement indien oeuvrant au Canada, afin de discréditer, noircir et déstabiliser la communauté sikh canadienne.
- Pendant une bonne partie des années 80, un certain nombre de diplomates indiens ont mené au Canada des activités incompatibles avec la diplomatie et malgré que des preuves substantielles de telles activités aient été soumises au ministère des Affaires extérieures par la GRC et le SCRS, la seule mesure prise par le ministère fut de demander à quelques diplomates indiens de quitter le Canada.
- Certains hauts responsables du SCRS et au moins un officier de la GRC en sont venus à la conclusion qu'un service d'espionnage indien était probablement à l'origine de l'attentat contre Air India dans lequel 329 passagers ont trouvé la mort.
- Au cours des années 80, des membres importants du cabinet des ministres, plus particulièrement le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, ont servi les intérêts du gouvernement indien au cours d'une série d'initiatives tendant à retourner l'opinion canadienne contre notre communauté.

Il est extrêmement troublant que les conclusions de ce livre donnent à penser que des responsables de votre gouvernement aient, par leurs actions, porté gravement atteinte à la réputation de sikhs au Canada. Nous faisons appel à votre conscience pour calmer nos inquiétudes et nos appréhensions. A notre avis, une enquête indépendante, menée par un membre éminent de l'appareil judiciaire, devrait se pencher sur les principales conclusions de *Soft Target*.

Nous croyons que par une telle mesure, votre gouvernement contribuerait à restaurer la confiance au sein de la communauté sikh et des autres minorités ethniques et culturelles. Tous les immigrants de souche relativement récente ont besoin de recevoir l'assurance qu'au Canada, ils demeureront à l'abri des gestes répréhensibles, voire criminels, faits par des responsables agissant au nom du gouvernement de leur pays d'origine respectif.

SOFT TARGET

BERS

S.P.A.C.

144 Adelaide St. West, Toronto, Ontario M5H 1S3 Tel: (416) 360 4113

Lettre soumise par la SPAC au nom de:
ONTARIO KHALSA DARFAR, MISSISSAUGA
KHALSA DIWAN SOCIETY, VANCOUVER
OURDWARA JAHIB QUEBEC, MONTREAL
SIKH TEMPLE ASSOCIATION, LACHINE
THE SIKH SOCIETY OF ALBERTA, EDMONTON
OTTAWA SIKH SOCIETY, OTTAWA
MARITIME SIKH SOCIETY, HALIFAX
SIKH SOCIETY CALGARY, CALGARY

Soft Target © 1989 by Zuhair Kashmeri and Brian McAndrew. Published by James Lorimer & Company

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction de la formation
à distance

La Presse

Thème 5

par: **Diane Lamarro**, pharmacienne,
chargée de formation clinique,
Faculté de pharmacie, Université de Montréal

Les effets secondaires des médicaments

Chaque individu est prédisposé à ressentir, d'une façon qui lui est propre, l'effet d'un médicament qu'il consomme.

L'effet bénéfique produit par un médicament est accompagné de certaines modifications dans l'organisme qui peuvent se manifester sous forme d'effets secondaires. D'allergies médicamenteuses ou d'interactions avec des médicaments, certains aliments et l'alcool.

La plupart du temps, ces réactions sont mineures et peuvent être évitées par des mesures préventives. Par exemple, si l'on doit prendre un anti-inflammatoire à cause d'une entorse ou d'un mal de dent, l'estomac risque d'être irrité. Par contre, si l'on prend ce type de médicament en mangeant, les risques de ressentir cet effet secondaire diminuent.

La délivrance d'un médicament doit donc être accompagnée de conseils qui permettent de connaître les effets secondaires les plus fréquents de la médication, la manière de les éviter ou, tout au moins, de les identifier rapidement lorsque c'est possible. Le malade doit aussi savoir que toute réaction ou toute sensation anormale mérite d'être rapportée au médecin, au pharmacien ou à la pharmacienne.

Un effet secondaire est caractérisé par:

- sa gravité;
- son incidence (apparition fréquente ou rare);
- sa capacité d'être détecté facilement par l'apparition de symptômes identifiables, par exemple, une irritation au niveau de l'estomac;
- sa capacité d'être réversible ou contrôlé (par opposition à certains effets qui peuvent laisser des séquelles durant toute la vie).

Tous les effets secondaires possibles d'un médicament ne peuvent pas toujours être communiqués à un malade. L'aspirine, par exemple, n'en compte pas moins de 21, énumérés dans la plus récente édition du *Compendium des produits et spécialités pharmaceutiques (CPS)*; ce qui ne l'empêche pas d'être un support efficace dans le soulagement de la douleur et dans la prévention d'autres maladies.

En fait, c'est le rapport entre les risques et les avantages possibles d'un médicament qui est important, surtout dans le cas de maladies très graves. Dans le cas du cancer, par exemple, on doit accepter les risques d'effets secondaires importants, puisque c'est souvent des médicaments que dépend la vie du malade. Par contre, on ne tolérerait pas de tels effets secondaires de médicaments destinés à soulager les symptômes d'un rhume.

Les réactions allergiques: on ne s'y habitue jamais

L'allergie à un médicament est une réaction rare qui survient si l'on a déjà été exposé une première fois à ce médicament ou à une substance de structure chimique semblable. Cette réaction est provoquée par le système immunitaire.

Parfois, un médicament et ses dérivés peuvent porter plusieurs noms très différents; ce qui fait qu'une personne non initiée ne les reconnaît pas, même si elle sait qu'elle est allergique à un type particulier de médicament. Une allergie croisée aux agents d'une même famille médicamenteuse peut aussi survenir.

Une allergie peut se manifester par:

- des problèmes de peau: rougeurs, démangeaisons, engourdissements;
- de l'enflure à la gorge ou de l'enflure généralisée;
- de la difficulté à respirer et à avaler.

On ne s'habitue jamais à une réaction allergique. Il faut donc cesser de prendre le médicament qui cause l'allergie et contacter son médecin, son pharmacien ou sa pharmacienne.

EN SANTÉ, SANS COMPROMIS

Une mise en garde sur l'effet
des drogues, de l'alcool, des médicaments,
du tabac et de certains aliments

macienne. Si la réaction est importante, il faut aller à l'urgence de l'hôpital le plus proche de chez soi.

Tous les médecins, les dentistes et les pharmaciens consultés par la suite devront être mis au courant de tout problème d'allergie afin d'éviter d'exposer une nouvelle fois le (la) malade au médicament responsable.

Enfin, il est utile de porter un bracelet d'identification et d'inscrire dans son porte-cartes le nom du médicament auquel on est allergique.

Attention au soleil!

Certains médicaments rendent la peau plus sensible aux effets du soleil. On parle alors de réactions photo-allergiques ou de réactions phototoxiques. Certains antibiotiques, certains antidépresseurs, ainsi que les oestrogènes utilisés dans le contrôle des symptômes de la ménopause et dans les contraceptifs oraux, en sont des exemples. Le pharmacien, ou la pharmacienne, peut identifier les médicaments photosensibilisants. Un filtre possédant un facteur de protection solaire (FPS) de 15 ou plus assure généralement une protection suffisante.

Une réaction de photosensibilité peut se manifester par:

- des rougeurs exagérées;
- de l'enflure;
- parfois des réactions qui ressemblent à de l'urticaire ou à de l'eczéma.

Les médicaments, les aliments et l'alcool: des effets parfois néfastes

Les médicaments peuvent entrer en interaction avec d'autres médicaments, avec des aliments et avec l'alcool.

Interaction entre deux ou plusieurs médicaments: Ces interactions peuvent, dans certains cas, entraîner:

- une augmentation (généralement souhaitée) des effets attendus de chacun des deux médicaments;
- une diminution de l'effet, qui rendra un des médicaments inefficace ou qui augmentera sa concentration jusqu'à le rendre toxique.

Interaction entre les médicaments et la nourriture: Quelques aliments peuvent modifier l'effet de certains médicaments; ce qui peut généralement être évité si l'on espace de quelques heures la prise de ces médicaments et les repas.

Interaction entre les médicaments et l'alcool: L'alcool pris avec certains médicaments, par exemple contre les allergies, le rhume, la douleur, la dépression et la nervosité, peut augmenter la somnolence; ce qui peut diminuer dangereusement la capacité de concentration.

Ainsi, avec le métronidazole (Flagyl), un médicament prescrit contre certaines M.T.S. (maladies transmises sexuellement), la prise d'un seul verre de bière ou de vin peut, en moins de 5 à 10 minutes, causer une sensation de chaleur, ainsi que des rougeurs qui sont suivies de maux de tête et de cœur et d'une baisse de la pression sanguine.

Il faut donc éviter de boire de l'alcool lorsqu'on prend des médicaments. Si, pour une occasion spéciale, on prévoit consommer quand même de l'alcool, il faut en parler à son médecin, à son pharmacien ou à sa pharmacienne plutôt que de cesser de prendre.



Santé et Bien-être social
Canada
Health and Welfare
Canada

COLLÈGE
MARIE-VICTORIN



même temporairement, des médicaments dont on peut avoir absolument besoin (dans les cas d'hypertension, par exemple).

Même les médicaments en vente libre!

Les médicaments vendus sans ordonnance sont aussi des médicaments. Ils sont donc susceptibles de causer des effets secondaires et d'être impliqués dans des interactions.

Les professionnel(le)s de la santé ne savent généralement pas si leurs clients prennent, ou non, des médicaments en vente libre. Il leur devient donc impossible d'associer une réaction allergique à la prise de ces médicaments. On comprend donc à quel point il est important de les aviser de tous les médicaments que l'on prend, y compris ceux qui sont en vente libre.

Un autre type d'effet secondaire: la dépendance à certains médicaments

Certains médicaments de prescription peuvent amener une dépendance très semblable à la dépendance envers l'alcool. Même si elle n'est pas la seule famille de médicaments à provoquer une dépendance, la famille des benzodiazépines (Librium®, Valium®, Serax®, Ativan®, Halcion®, Xanax®, etc.) est celle que consomment le plus souvent les personnes dépendantes aux médicaments. Ces médicaments sont efficaces pour traiter une dépression liée à un événement passager et non à des difficultés à long terme. Leur consommation devrait être limitée à 3 mois et ne jamais dépasser 6 mois. Si l'on arrête le traitement trop rapidement des symptômes de sevrage peuvent se manifester, comme l'insomnie, l'agitation, le tremblement et, de façon plus grave, les convulsions et le délire.

Quelques rappels

- Prendre un médicament seulement si cela est vraiment nécessaire.
- Ne pas négliger les mesures préventives et non médicamenteuses.
- Lorsqu'il est nécessaire de prendre un médicament, s'assurer de recevoir, du pharmacien ou de la pharmacienne, les conseils appropriés afin de détecter, de contrôler ou d'éviter les effets secondaires ou les interactions possibles.
- Savoir quand il est nécessaire de consulter un médecin si des effets secondaires apparaissent.
- Consulter son médecin selon les rendez-vous prévus.
- Se souvenir que les médicaments en vente libre (sans ordonnance) peuvent aussi causer des effets secondaires et des interactions médicamenteuses.

Il faut apprivoiser les effets secondaires

Longtemps, on a craint d'inquiéter les gens en leur parlant des effets secondaires des médicaments, pourtant, en matière de santé, se prendre en charge joue un rôle déterminant dans le succès d'une thérapie. Une personne bien informée, sans être alarmée, est plus apte à gérer son traitement médicamenteux, ainsi que les effets secondaires possibles.

Certains médicaments sont prescrits pour leurs effets secondaires, par exemple la somnolence avec certains antihistaminiques. Dans d'autres cas, les effets secondaires seront un ajout à l'effet thérapeutique souhaité. Dans la plupart des cas, cependant, on ne recherche pas les effets secondaires.

Malgré tout, les effets secondaires ont l'avantage d'éviter la tentation de substituer un médicament à des mesures de traitement plus exigeantes mais plus fondamentales, comme une alimentation saine, des activités physiques et une hygiène de vie appropriée.

Le médicament est indispensable dans le traitement de nombreuses maladies: l'asthme, l'épilepsie, le diabète, les infections, etc. La recherche pharmaceutique vise à éliminer ou à minimiser les effets secondaires en rendant les médicaments de plus en plus spécifiques à une maladie traitée. En attendant que cet objectif soit atteint, la mesure préventive la plus efficace contre les effets secondaires est encore de chercher, auprès du médecin, du pharmacien ou de la pharmacienne, de l'information aussi bonne et précise que possible et donc de se prendre en charge.

PROCHAIN THÈME:
mercredi 8 novembre: **L'observation du traitement**

On a confié à la Caisse des objectifs politiques difficilement conciliables avec une saine gestion financière

La Caisse de dépôt du Québec, qui fête son 25^e anniversaire l'an prochain, est de toutes les transactions majeures qui façonnent l'actualité économique du Québec. Cet organe, le bas de laine des Québécois, s'est vu confier la mission de faire fructifier les cotisations versées à la Régie des rentes du Québec bien sûr mais aussi de contribuer au développement économique du Québec. Nous verrons aujourd'hui que les objectifs politiques se marient parfois difficilement aux critères d'une bonne gestion financière.



PHILIPPE DUBUISSON

3. Le rôle premier de la Caisse de dépôt et placement du Québec est de faire fructifier les cotisations des Québécois versées à la Régie des rentes du Québec ainsi que les autres fonds qui lui ont été confiés au cours des ans.

La Caisse de dépôt se distingue cependant des autres fonds de pension publics ou privés par le fait qu'elle doit assumer un deuxième mandat: celui de contribuer au développement économique du Québec.

Selon une analyse du rendement de la Caisse de dépôt et placement, les objectifs politiques se marient parfois difficilement aux critères d'une bonne gestion financière.

Un rendement enviable

La performance globale de la Caisse de dépôt et placement du Québec se compare favorablement à celle des gestionnaires de fonds privés au cours de la période de sept ans de 1982 à 1988.

La Caisse affiche un rendement annuel moyen de 16,0 p. cent au cours de cette période comparativement à 16,1 p. cent pour la firme Jarislowski, Fraser & Co. de Montréal, un gestionnaire de fonds privés dont la réputation n'est plus à faire. Pendant ce temps, le rendement médian de l'industrie des gestionnaires de portefeuilles a été de 14,6 p. cent, selon la firme d'évaluation indépendante S.E.I.

Le rendement global de la Caisse de dépôt cache toutefois une performance très variable selon le véhicule de placement.

Sur le marché obligataire, la Caisse a réalisé un rendement annuel moyen exceptionnel de 17,5 p. cent. Ce rendement est en partie attribuable au fait que la Caisse a été très active sur le marché des obligations à long terme au début de la décennie, lorsque les taux d'intérêt atteignaient un sommet.

La performance de la Caisse de dépôt est tout aussi exceptionnelle sur le marché des actions internationales, avec un rendement annuel moyen de 22,5 p. cent de 1985 à 1988. Cette performance est attribuable à une forte pondération des titres de compagnies asiatiques (41 p. cent) dans le portefeuille de la Caisse et à une importance moindre des titres de compagnies américaines (33 p. cent) ou européennes (26 p. cent).

Les actions étrangères ne représentent toutefois que 4,5 p. cent du portefeuille de la Caisse et ont

ainsi peu d'impact sur le rendement global. « Cette proportion est nettement insuffisante, dit Stephen Jarislowski, président de Jarislowski, Fraser & Co. Il faut aller là où c'est le plus rentable. » Les investissements étrangers de la Caisse ne sont pas limités par la loi.

La Caisse de dépôt fait toutefois beaucoup moins bien du côté des actions canadiennes. À 13,2 p. cent, le rendement de la Caisse se situe tout juste au dessus de la médiane de l'industrie (13,0 p. cent) et est nettement en deça de la performance de Jarislowski, Fraser & Co. (18,3 p. cent).

Le coût des prises de contrôle

Selon Stephen Jarislowski — membre du conseil d'administration de la Régie des rentes du Québec, le déposant principal à la Caisse — la faible performance du portefeuille d'actions de la Caisse de dépôt est en partie attribuable aux prises de contrôle d'entreprises jugées stratégiques pour le développement économique du Québec.

« La Caisse détient des participations importantes dans des titres cycliques pour des raisons politiques, dit-il en citant la participation à hauteur de 17 p. cent dans la papeterie Domtar. Un gestionnaire privé achète et vend les actions de compagnies cycliques selon la conjoncture économique. En détenant des blocs de contrôle, la Caisse réduit la flexibilité de ses placements. »

André Bineau, responsable de la gestion du portefeuille en actions de la Caisse de dépôt de 1974 à 1981, souligne que la Caisse a payé un prix élevé pour sa participation dans l'entreprise de ressources Noranda. En 1981, la Caisse s'associe à la famille Bronfman de Toronto sur une base 30/70 et injecte 450 millions \$ dans le holding Brascade qui mettra la main sur Noranda.

« La Caisse a payé trop cher pour une participation minoritaire, dit André Bineau. On voyait venir la récession. En payant 35 \$ l'action, on a payé une fois et demi à deux fois le prix. Lorsque le projet nous a été présenté par Jean Campeau, la décision avait déjà été prise. Ce fut une décision politique. »

« Huit ans après la transaction, je ne suis toujours pas capable de la rationaliser. Noranda est toujours dirigée depuis Toronto et je ne vois pas en quoi ce placement a contribué à l'essor économique du Québec », ajoute André Bineau qui gère la caisse de retraite des policiers de la CUM.

Avec la récession qui menace, il sera intéressant de suivre le rendement du portefeuille d'actions de la Caisse de dépôt au



PHOTO PIERRE CÔTE, La Presse

Selon André Bineau, la Caisse a payé trop cher pour une participation minoritaire dans Noranda. On voyait venir la récession. En payant 35 \$ l'action, on a payé une fois et demi à deux fois le prix.

cours des prochains trimestres. Les titres de ressources piquent du nez en période de basse conjoncture.

Manque de diversification

La Caisse de dépôt obtiendrait par ailleurs un meilleur rendement global si son portefeuille était davantage diversifié, ajoute Stephen Jarislowski.

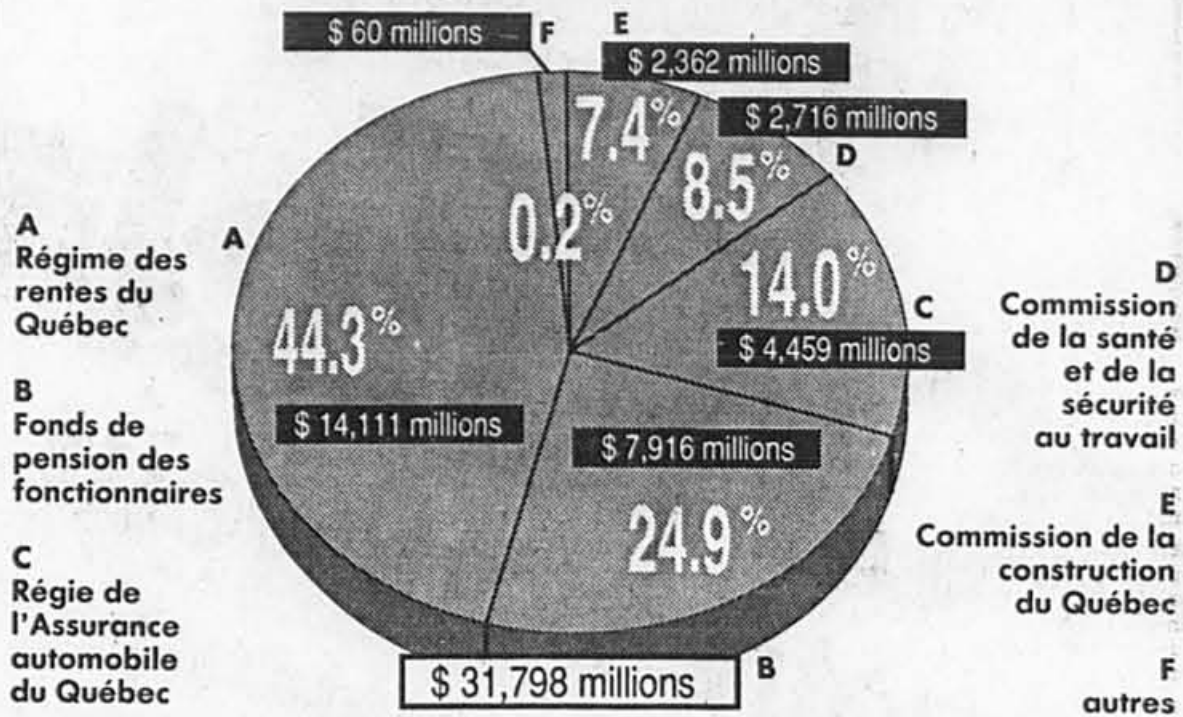
Depuis 1979, l'organisme a entrepris de diversifier ses placements en accordant une pondération plus importante aux actions de compagnies canadiennes, qui représentent 25,1 p. cent de la valeur comptable de son actif comparativement 11,6 p. cent il y a dix ans.

La Caisse de dépôt a de plus acquis des actions de compagnies étrangères à partir de 1983 et investit présentement 4,6 p. cent de ses avoirs en titres étrangers.

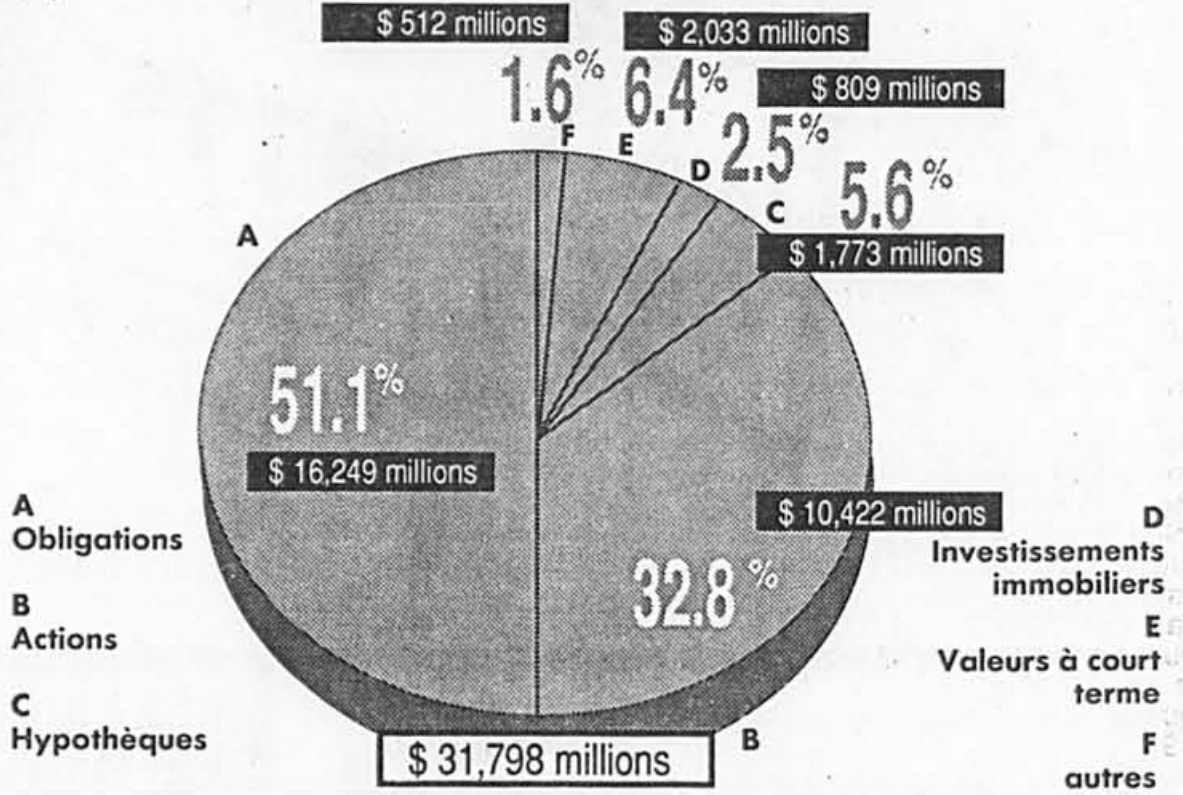
Pour faire place aux actions, la pondération des obligations gouvernementales est passée de 63,7 p. cent à 54,1 p. cent depuis 1979. Ce sont toutefois les obligations industrielles qui ont proportionnellement diminué le plus dans le portefeuille de la Caisse de dépôt, passant de 9,9 p. cent à seulement 1 p. cent.

Selon Stephen Jarislowski, la Caisse de dépôt contribue trop au financement des déficits des gouvernements. La Caisse afficherait un meilleur rendement en accordant plus de place dans son portefeuille aux bonnes obligations industrielles qui offrent un rendement supérieur.

D'OÙ VIENNENT LES FONDS



OÙ SONT PLACÉS LES FONDS



Les cotisations doivent augmenter Rien que pour maintenir la réserve de la Régie des rentes

La Caisse de dépôt et placement du Québec a connu au cours de ses 25 premières années d'existence une croissance phénoménale. Toutefois, la Régie des rentes du Québec, principal déposant auprès de la Caisse, subit depuis quelques années des saignées qui menacent la croissance du géant financier québécois.

C'est l'arrivée massive des bébés d'après-guerre sur le marché du travail qui a donné à la Caisse de dépôt la taille qu'on lui connaît. Les cotisations versées au régime des rentes ont augmenté à un rythme élevé au cours des années 60 et 70, contribuant ainsi à propulser les avoirs sous gestion de la Caisse de dépôt de 200 millions \$ en 1966 à 35 milliards \$ aujourd'hui.

Le vieillissement de la population s'est cependant accompagné d'une croissance sensible des prestations versées aux bénéficiaires du régime des rentes. Depuis le début des années 80, les prestations versées excèdent les cotisations au régime. La croissance de la Caisse de dépôt repose maintenant de plus en plus sur ses revenus de placement.

En 1989, les sorties de fonds du

régime des rentes atteindront 2,9 milliards \$ alors que les cotisations ne s'élèveront qu'à 2,1 milliards \$. Pour combler l'écart de 800 millions \$, la Régie doit puiser dans les revenus de placement obtenus par la Caisse, qui atteignent 1,2 milliard \$ pour ce fonds.

En 1987, la Régie ne puisait que dans 37 p. cent de ses revenus de placement. En 1989, elle en gruge 66 p. cent.

Devant une telle saignée, le fonds de la Régie des rentes ne peut que diminuer en importance dans l'actif de la Caisse de dépôt. En 1989, il ne représente plus que 44 p. cent des avoirs sous gestion de la Caisse, comparativement à 62,4 p. cent dix ans auparavant.

Selon la plus récente analyse actuarielle de la Régie des rentes du Québec, le taux de cotisation doit augmenter au rythme de 0,2 p. cent par an pour que la réserve de la Régie des rentes soit maintenue.

Depuis 1987, le taux de cotisation au régime augmente de 0,2 p. cent par an et atteindra 4,6 p. cent du salaire en 1991. S'il devait être maintenu à 4,6 p. cent

par la suite, la réserve du régime serait épuisée dès 2005.

Par contre, si le taux de cotisation devait augmenter de 0,2 p. cent par an, la réserve du fonds atteindrait 320 milliards \$ en 2050. Les cotisations seront alors un fardeau de plus pour les contribuables, le taux de contribution atteignant 16,4 p. cent du salaire.

D'autres contribuent à la Caisse

Avec les années, d'autres organismes ont confié leurs fonds à la Caisse de dépôt. Le fonds de pension des fonctionnaires du gouvernement et des employés des organismes publics représente maintenant le quart de l'actif de la Caisse de dépôt.

La Régie de l'assurance automobile, la Commission de la construction, la Commission de la santé et de la sécurité ainsi qu'une demi-douzaine d'organismes de plus petite taille ont également confié leurs fonds à la Caisse. Ensemble, ils représentent 30 p. cent des avoirs sous gestion de la Caisse et ont fortement contribué à la croissance de l'organisme.

— FIN —

PERFORMANCE (1982-1988)

(Rendement annuel moyen)

	CAISSE DE DÉPÔT	JARISLOWSKI, FRASER & CO.	S.E.I. ⁽¹⁾ (médiane)	INDICES
ACTIF TOTAL	16,0%	16,1%	14,6%	—
OBLIGATIONS	17,5%	15,2%	15,6%	15,1%
ACTIONS CANADIENNES	13,2%	18,3%	13,0%	12,2%
ACTIONS INTERNATIONALES (1985-1988)	22,5%	20,3%	18,8%	—
HYPOTHÈQUES	14,8%	—	14,2%	14,3%

(Scolia-McLeod)⁽²⁾
(TSE-300)⁽³⁾

(1) Firms d'évaluation des gestionnaires de fonds. (2) Indice de la firme Scotia-McLeod. (3) Indice TSE 300 de la Bourse de Toronto.

A noter

LUNDI

■ Forum sur les assurances organisé par la Société des Fellows de Montréal, avec la collaboration de divers organismes et associations de l'industrie de l'assurance. Parmi les conférenciers invités: Jacques Chamberland, sous-ministre de la Justice; Bernard Landry, professeur; Robert Parizeau, président de Sodarcac. Du 6 au 10 novembre. Renseignements: 514-842-7801.

■ Rendez-vous d'affaires mensuel organisé par le Bureau de commerce de Montréal, comprenant exposition et séminaire. Au club Métropolis. Renseignements: 878-4651.

MARDI

■ Séminaire de l'Association des professionnels en ressources humaines du Québec intitulé: « Comment travailler efficacement en petit groupe ». Au 1253 McGill College, suite 820. Renseignements: 879-1636.

■ Conférence organisée par le Conference Board du Canada et por-

tant sur la rémunération et les ressources humaines. Au Bonaventure Hilton, Montréal. Renseignements: 613-526-3280.

■ Séminaire portant sur le marché des euro-dollars organisé par Marcel Knecht & Associés. Invités: Jean-Pierre De Montigny, vice-président; Merrill Lynch; Hugues Noël de Tilly, ministre des Finances Québec; André Dubuc, trésorier, Hydro-Québec; autres. Au Centre Sheraton. Renseignements: 842-1131.

MERCREDI

■ Petit déjeuner-causerie de l'American Marketing Association. Invité: Jean Lessard, président et directeur général, Centraide Montréal. Titre: « Le marketing social: levier d'envergure pour l'entrepreneuriat social des années 90 ». Au Château Champlain. Renseignements: 499-1391.

■ Séminaire de l'Association des professionnels en ressources humaines du Québec intitulé: « Ana-

lyse des besoins de formation ». Au Bonaventure Hilton. Renseignements: 879-1636.

JEUDI

■ Colloque organisé conjointement par l'IRRSST et Forum Énergie centre-ville portant sur la qualité de l'air dans les édifices à bureaux, intitulé: « Un problème technique et une approche de gestion ». Au Holiday Inn Crown Plaza. Renseignements: 878-4651.

VENDREDI

■ Conférence annuelle organisée par l'American Marketing Association, chapitre de Montréal. Thème: « Marketing et gestion stratégique ». Conférenciers invités: Yvan Dallaire, professeur, UQAM; Daniel Rabinowicz, de Cossette; Yvan Busières, président du conseil et chef de la direction, Provigo Corp. (États-Unis). Au Grand Hôtel, 77 rue Université. Renseignements: 499-1391.

Le Centre du rasoir prépare son expansion imminente aux États-Unis

LAURIER CLOUTIER

Le Centre du rasoir prépare son expansion aux États-Unis, après avoir fait ses premiers pas en Ontario.

La petite entreprise de Martial Crête a franchi de nombreuses étapes depuis sa première boutique de la rue de la Montagne, à Montréal, il y a 30 ans. Les ventes ont presque doublé en cinq ans: en 1984, elles se situaient à 10 millions \$, avec 25 magasins, contre plus de 17 millions \$ avec 45 établissements aujourd'hui.

C'est avec un partenaire que le Centre du rasoir planifie, modestement, son implantation aux États-Unis.

La PME qui s'est lancée dans le franchisage en 1980, compte par ailleurs quatre franchises en Ontario et considère que le Québec pourrait en accueillir dix autres facilement.

Plusieurs intéressés ont déjà approché Martial Crête pour le marché américain, qu'il souhaiterait desservir avec un associé québécois, avec des produits de haut de gamme.

L'entrepreneur reconnaît qu'il devra bientôt investir dans un entrepôt en Ontario, pour se rapprocher de ce marché et économiser d'importants frais de transport.

Au Québec, le Centre du rasoir déménagera sans doute aussi son siège social de l'Île-des-Soeurs, où il se trouve trop à l'étroit et ne peut s'agrandir.

Martial Crête augmentera également de quatre ou cinq franchises son réseau de points de vente l'an prochain.

Son équipe, qui comprend maintenant sa femme et sa fille,



DIANNE GINGRAS

Monsieur Germain A. Faubert, directeur des ventes de publicité pour l'Est du Canada, est heureux d'annoncer la nomination de Dianne Gingras au poste de directrice-adjointe.

Cette nomination reflète les efforts apportés par Dianne au succès de nos publications depuis qu'elle s'est jointe à Sélection du Reader's Digest (Canada) Ltée en 1986 à titre d'administratrice publicitaire.

Madame Gingras détient un baccalauréat en marketing de l'Université du Québec de même qu'un certificat en Relations Publiques obtenu à l'Université McGill.



BANQUE DE MONTREAL
Fondée en 1817

Avis de la date de clôture des registres

Avis est donné par les présentes, que le 27 novembre 1989 a été fixé à titre de date de clôture des registres en vue de déterminer les actionnaires qui ont le droit de recevoir l'avis de convocation à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque de Montréal, qui aura lieu le 15 janvier 1990.

DERECK M. JONES
Premier vice-président,
secrétaire
et conseil général
Montréal, le 24 octobre 1989

Assemblées d'actionnaires

Lundi 6 novembre

Le groupe Beaugarte. 11h. 2590 boulevard Laurier, Sainte-Foy.

Jeudi 9 novembre

Les mines Vauquelin. 16h. À l'hôtel Delta, 475 rue Président-Kennedy, Montréal.

mijote par ailleurs le lancement prochain d'une fragrance pour hommes, comme une eau de Cologne et baume après rasage, à prix abordable.

Martial Crête avoue que ses prix sont un peu plus élevés que ceux des concurrents mais précise

qu'il mise sur le service. Il accorde par exemple trois ans d'entretien gratuit sur ses produits, une gamme de plus en plus élaborée de petits appareils électriques qui attirent aussi les femmes. L'acheteur d'un rasoir obtient même le service d'entretien à vie.

Titres de remplacement REA

FIRME	Secteur d'activité	Pris à l'émission	Déduction permise d'admissibilité	Date max. 3-11-89	Cours	Variation ann. dem.	C/B*	C/VC* au 12 d/m der. exercice	FIRME	Secteur d'activité	Pris à l'émission	Déduction permise d'admissibilité	Date max. 27-10-89	Cours	Variation ann. dem.	C/B*	C/VC* au 12 d/m der. exercice	
ACDS	Informatique	\$2.00	100%	89-12-31	\$0.30	0.0%	—	30.0	Igloo Wikski	Commerce de détail	\$2.00	100%	90-12-31	\$0.95	0.0%	10.8	0.7	
Acier Laroux	Prod. industriels	\$5.00	100%	89-12-31	\$2.05	-8.9%	6.0	0.8	Impertax	Prod. consommation	\$2.00	100%	89-12-31	\$0.22	29.4%	—	0.4	
Alim. Couche-Tard	Commerce de détail	\$2.12	100%	89-12-31	\$1.90	-5.0%	7.9	1.0	Indust. Amisco	Prod. consommation	\$5.25	100%	89-12-31	\$1.08	0.0%	—	0.5	
Artopex	Prod. consommation	\$5.00	100%	90-12-31	\$3.70	-2.8%	10.0	0.9	Indust. Cover	Prod. industriels	\$3.00	100%	90-12-31	\$2.00	0.0%	22.2	1.7	
A.L. Van Houtte	Prod. consommation	\$5.00	75%	90-12-31	\$4.80	1.1%	13.0	2.0	Indust. Dorel	Prod. consommation	\$5.00	100%	90-12-31	\$4.80	12.9%	24.0	2.2	
Bastien	Prod. consommation	\$4.00	100%	90-12-31	\$0.32	0.0%	—	0.2	Indust. Lassonde	Prod. consommation	\$8.75	75%	90-12-31	\$4.00	0.0%	12.5	1.0	
Bestar	Prod. consommation	\$5.75	100%	89-12-31	\$1.41	-6.0%	—	0.7	Indust. Pantorama	Commerce de détail	\$5.50	100%	89-12-31	\$2.35	-2.1%	14.7	1.5	
Bois Franc Royal	Prod. consommation	\$2.50	100%	89-12-31	\$1.45	-9.4%	8.1	0.7	Indust. Shasper	Prod. consommation	\$5.50	100%	91-12-31	\$1.00	0.0%	—	0.6	
Bonem	Prod. industriels	\$3.25	100%	90-12-31	\$0.90	0.0%	—	1.1	Indust. Triton	Prod. consommation	\$7.75	100%	90-12-31	\$0.23	-8.0%	—	2.6	
Breuvages Cott	Prod. consommation	\$7.00	100%	89-12-31	\$4.60	1.1%	—	1.5	Informatrix 2000	Services	\$4.00	100%	91-12-31	\$2.00	-2.4%	6.9	1.2	
Cabano Expeditax	Transport	\$4.00	75%	92-12-31	\$1.46	-0.7%	—	2.0	Lessard Beaucage	Immobilier const.	\$2.75	100%	90-12-31	\$2.15	4.9%	6.9	1.3	
Canstar Sports	Prod. consommation	\$2.25	100%	91-12-31	\$3.00	0.0%	—	3.9	Logibec	Informatique	\$2.00	100%	90-12-31	\$0.42	-23.6%	—	0.4	
Chausures Taurus	Prod. consommation	\$7.00	100%	90-12-31	\$0.31	-6.1%	—	0.5	Maax	Immobilier const.	\$2.50	100%	90-12-31	\$1.10	0.0%	9.2	0.5	
Corp. Computertime	Informatique	\$1.50	100%	89-12-31	\$0.51	-3.2%	3.6	1.0	Mabae	Immobilier const.	\$8.00	100%	90-12-31	\$3.80	1.3%	6.7	1.3	
Corp. Invest. Amisk	Serv. financiers	\$1.00	125%	89-12-31	\$1.10	0.0%	—	0.1	Magasins Wise	Commerce de détail	\$5.00	75%	89-12-31	\$0.95	0.0%	—	0.7	
Corp. Metal Deploye	Prod. industriels	\$4.50	75%	90-12-31	\$1.35	-3.6%	4.0	2.6	Manufacture Leader	Prod. consommation	\$3.00	100%	91-12-31	\$0.40	14.3%	—	13.3	
Diabrisive Intern.	Prod. industriels	\$3.75	100%	91-12-31	\$0.14	21.7%	—	0.2	McNeil Mantha	Services financiers	\$8.88	100%	89-12-31	\$2.20	-4.3%	—	0.9	
Diq Saturne	Prod. consommation	\$2.75	100%	89-12-31	\$0.45	0.0%	—	0.8	Micro Tempus	Informatique	\$2.00	100%	89-12-31	\$0.23	15.0%	—	2.3	
Domicil	Commerce de détail	\$2.50	100%	91-12-31	\$0.13	-23.5%	—	0.3	Mines Dumagani	Ressources	\$16.00	100%	90-12-31	\$15.88	5.8%	—	3.4	
Elect. Tee-Comm	H-Tech	\$1.60	100%	89-12-31	\$0.50	0.0%	—	0.3	Modes Shrimax	Commerce de détail	\$5.00	100%	89-12-31	\$2.41	0.4%	5.5	1.1	
Espalau	Services	\$3.00	100%	89-12-31	\$3.00	-1.6%	6.3	0.9	Mont St-Sauveur	Services	\$3.00	75%	89-12-31	\$2.00	2.0%	8.7	1.4	
Espalau (conv.)	Services	\$12.00	100%	89-12-31	\$10.25	-3.5%	—	0.0	Mux Lab	Informatique	\$3.00	100%	89-12-31	\$2.57	-12.3%	—	2.3	
Explor. Augmitto	Ressources	\$1.25	100%	91-12-31	\$0.26	8.3%	—	0.3	M-Corp	Services	\$14.25	100%	89-12-31	\$12.50	0.0%	13.9	1.8	
Forastik Intern.	Prod. industriels	\$2.50	100%	90-12-31	\$0.88	13.9%	68.0	0.3	Ogivar	Informatique	\$3.25	100%	89-12-31	\$0.88	-3.3%	7.3	0.7	
Forebec	Prod. forestiers	\$3.25	100%	90-12-31	\$1.29	17.3%	—	0.9	Ordin. Hypocrat	Informatique	\$3.20	100%	91-12-31	\$0.39	-2.6%	—	0.5	
Fourgons Transit	Prod. industriels	\$4.00	75%	89-12-31	\$1.76	-2.2%	7.7	0.7	Paul Martin	Immobilier const.	\$2.25	100%	91-12-31	\$0.90	-7.0%	—	0.3	
Goldex Mines	Ressources	\$6.63	100%	90-12-31	\$2.63	3.1%	—	2.4	Plastbec	Prod. industriels	\$3.00	100%	89-12-31	\$1.55	0.0%	77.5	1.0	
Gr. Andra Parry	Services	\$3.50	75%	89-12-31	\$0.45	0.0%	—	0.9	Radiomutuel	Communica. medias	\$8.50	75%	90-12-31	\$5.50	-2.2%	16.7	1.0	
Gr. BMTCC	Commerce de détail	\$3.80	75%	89-12-31	\$4.00	0.0%	-5.3	1.4	Ressources Audrey	Ressources	\$4.00	100%	92-12-31	\$3.20	-1.5%	—	1.0	
Gr. Bocenor	Prod. consommation	\$4.00	100%	90-12-31	\$2.20	0.0%	15.7	1.4	Ressources Aurore	Ressources	\$1.75	100%	90-12-31	\$0.17	-2.9%	—	0.1	
Gr. CFS	Prod. industriels	\$3.00	100%	89-12-31	\$1.10	0.0%	7.9	0.7	Ressources Yorbeau	Ressources	\$1.42	100%	89-12-31	\$0.26	6.3%	—	0.1	
Gr. CGI	Informatique	\$6.50	75%	91-12-31	\$2.25	-2.2%	7.5	1.3	Rocrest	Prod. industriels	\$2.50	100%	90-12-31	\$1.05	-1.9%	8.8	0.8	
Gr. Champlain	Services	\$3.00	100%	91-12-31	\$0.80	0.0%	20.0	0.4	R.P.M. Tech	Prod. industriels	\$3.00	100%	89-12-31	\$0.70	-6.7%	—	0.5	
Gr. Equip. Denis	Prod. industriels	\$4.50	75%	90-12-31	\$2.61	0.0%	5.6	1.1	Sani Gestion	Services	\$2.25	100%	90-12-31	\$1.05	-4.5%	11.7	0.8	
Gr. DMR	Informatique	\$8.00	75%	91-12-31	\$4.00	0.0%	18.2	1.6	Shermag	Prod. consommation	\$5.25	100%	89-12-31	\$1.10	-4.3%	110.0	0.5	
Gr. Espadon Peterb.	Prod. consommation	\$3.00	100%	89-12-31	\$0.10	-50.0%	—	0.1	Simard Beaudry	Immobilier const.	\$4.50	100%	90-12-31	\$3.15	0.0%	7.5	1.1	
Gr. Fletcher	Commerce de détail	\$3.50	100%	89-12-31	\$3.50	-2.8%	10.0	1.3	Simon Lemaire	Immobilier const.	\$3.30	100%	89-12-31	\$0.50	11.1%	10.0	0.3	
Gr. Goyette	Transport	\$2.91	100%	90-12-31	\$1.00	0.0%	7.1	0.7	Sr Telecom	Prod. industriels	\$7.50	75%	89-12-31	\$4.50	3.4%	—	2.9	
Gr. Harricana	Prod. industriels	\$4.00	75%	90-12-31	\$2.80	-3.4%	14.0	1.1	Summer Sports	Prod. consommation	\$5.00	100%	90-12-31	\$2.05	0.0%	7.3	0.9	
Gr. Kaufel	Prod. industriels	\$8.25	75%	89-12-31	\$12.13	1.0%	12.4	3.7	System	Informatique	\$2.00	100%	90-12-31	\$0.19	-5.0%	—	0.6	
Gr. Lap. Verreault	Prod. industriels	\$4.00	100%	89-12-31	\$3.40	7.9%	8.1	1.3	S.T.I.	Informatique	\$3.00	100%	91-12-31	\$0.40	0.0%	—	0.5	
Gr. LGS	Informatique	\$3.75	75%	89-12-31	\$1.95	0.0%	10.8	1.4	Tecrad	Prod. industriels	\$3.00	100%	90-12-31	\$0.65	0.0%	21.7	0.5	
Gr. Macyro	Immobilier const.	\$5.00	100%	90-12-31	\$0.96	6.7%	—	0.6	Taint Hubbard	Prod. industriels	\$5.00	100%	89-12-31	\$2.60	0.3%	10.4	0.9	
Gr. Pet. Oico	Commerce de détail	\$4.50	100%	89-12-31	\$2.70	8.0%	10.4	1.8	Textiles Dionne	Prod. industriels	\$5.00	100%	89-12-31	\$4.40	-1.1%	7.6	1.1	
Gr. Plast. Moderne	Prod. consommation	\$4.00	100%	89-12-31	\$1.30	13.0%	9.3	0.0	Vanmar	Prod. consommation	\$3.00	100%	91-12-31	\$0.91	-4.2%	10.1	0.6	
Gr. Sani Mobile	Services	\$2.00	100%	91-12-31	\$1.50	6.7%	8.0	1.4	Vittorge	Prod. industriels	\$2.25	100%	89-12-31	\$0.25	0.0%	—	0.2	
Gr. Soficorp	Services financiers	\$4.00	100%	90-12-31	\$0.12	0.0%	—	0.1										
Gr. Tolgeco	Immobilier const.	\$4.00	100%	90-12-31	\$1.91	0.5%	8.3	0.8										
Gr. Total	Services	\$2.50	100%	89-12-31	\$0.81	0.0%	—	0.5										
Gr. Totat	Prod. industriels	\$8.00	100%	89-12-31	\$1.42	0.0%	—	0.5										
Gr. Transat A.T.	Services	\$3.00	100%	92-12-31	\$1.35	-6.9%	—	0.6										
Gr. Val Royal	Commerce de détail	\$7.50	100%	89-12-31	\$6.25	0.0%	11.4	1.0										
Heroux	Prod. industriels	\$9.00	100%	91-12-31	\$8.13	0.0%	12.3	4.5										
Honco	Prod. industriels	\$3.00	100%	90-12-31	\$0.36	0.0%	—	0.5										

Tassé le Bourcier

Les renseignements contenus dans ce tableau proviennent de sources que nous croyons dignes de foi, mais nous ne pouvons en garantir l'exactitude.

Tassé & Associés Limitée
Alain Rivard
Analyste financier

NORTHERN TELECOM À LE PLAISIR DE VOUS INVITER À UN SÉMINAIRE SUR

LANSTAR

pour l'établissement de réseaux locaux

Le séminaire GRATUIT sera présenté le 8 novembre (de 9 h à 12 h) au

Grand Hôtel
777, avenue University
Montréal

Le nombre de places est limité — Inscrivez-vous sans tarder!
Appeler le (613) 727-0300, poste 2541

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHEQUES

A 1ère et 2e, balance de vente, notaire Laberge 729-4334

ESCOMPTE Meilleure offre. Réponse 24h. R. Landry 288-9322

HYPOTHEQUE

1ère 2e Commercial et Personnel Minimum 5,000\$ Can. Financement d'auto disponible

Des Québécois seraient envoyés à Hong Kong pour enseigner le français aux futurs immigrants

SUZANNE DANSEREAU
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

Le gouvernement québécois songe à envoyer des fonctionnaires à Hong Kong pour y enseigner le français aux Chinois qui ont l'intention de s'installer au Québec, a appris la Presse Canadienne de source bien informée.

Le projet-pilote serait sur le point d'être annoncé par le ministre responsable, Mme Monique Gagnon-Tremblay. Mais au cabinet de la ministre, on indique que le projet n'est qu'à l'état embryonnaire et qu'il n'a pas été approuvé par la ministre.

Quoi qu'il en soit, ce projet serait une initiative nouvelle, jamais vue, à l'exception de l'idée de l'école du Québec en Thaïlande où l'on donne des cours de français aux réfugiés.

À Hong Kong, les cours s'adresseraient aux Chinois qui ont obtenu leur certificat de sélection du Québec et qui attendent leur visa du gouvernement fédéral avant d'immigrer. Ce délai entre les deux paliers de gouvernement peut durer jusqu'à un an.



Mme Monique Gagnon-Tremblay a indiqué que le projet n'avait pas encore été approuvé.

Le contenu des cours ressemblerait à ce qui est offert dans le COFI (Centre d'orientation et de formation des immigrants) du Québec.

On leur enseignerait le français, bien sûr, mais aussi les us et coutumes du Québec.

L'objectif est de leur donner des éléments de la langue, de façon à ce qu'ils puissent se débrouiller à leur arrivée en terre québécoise. Mais on souhaite également qu'ils connaissent assez bien le Québec pour vouloir y rester.

Car là est le problème: beaucoup d'immigrants qui arrivent au Québec finissent par le quitter pour aller s'installer ailleurs, notamment en Ontario. Un problème que le ministère québécois de l'Immigration n'arrive pas à chiffrer mais qui le préoccupe vivement.

Ces cours préparatoires pourraient bien inciter les immigrants à rester au Québec, espère-t-on.

Le ministère de l'Immigration est présentement en complète réorganisation. Ce projet fait partie d'autres projets qui sont à l'étude, toujours dans le but d'attirer des immigrants, de les franciser et de les garder ici.

Lors du dernier budget, des crédits de 7,5 millions ont été ajoutés aux programmes de francisation pour les immigrants. C'est à même cette enveloppe que l'on pègerait pour le projet de Hong Kong.

Pourquoi choisir Hong Kong? Notamment parce que cette colonie britannique retournera à la Chine en 1997 et que plusieurs résidents riches, craignant l'avènement d'un régime communiste, cherchent à quitter le pays, explique-t-on. À preuve, le nombre de demandes au service de l'immigration du Québec a augmenté de 33 pour cent en 1989.

Un autre objectif du ministère est d'augmenter le nombre de parlants français parmi les immigrants qui sont sous la catégorie « indépendants économiques ». Or, le bureau de Hong Kong recrute un grand nombre d'immigrants de cette catégorie. Sauf que les Chinois de Hong Kong ont davantage tendance à parler anglais, puisqu'ils vivent depuis longtemps dans une colonie britannique.

Les communautés



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

La communauté chinoise de Montréal, aujourd'hui forte de quelque 57 000 membres, a laissé passer plus d'un siècle avant d'avoir son premier centre communautaire. L'école, elle aussi plus que centenaire, qui l'abrite rue de La Gauchetière Ouest, à l'intersection de la rue Cheneville, a été aménagée au coût de 1,9 million\$. Son inauguration a eu lieu samedi en présence du président du Centre uni de la communauté chinoise, Leung Tom, et John Gardiner, membre du Comité exécutif de la Ville de Montréal.

La communauté chinoise a maintenant son centre communautaire



LILY TASSO

Toujours tranquille, quoique ébranlée ces derniers temps par les événements de la place Tiananmen, la communauté chinoise de Montréal, centenaire, rajeunit. Au-delà de l'image folklorique des pagodes, des dragons ou des nouilles de Pékin, elle se dote coup sur coup d'une résidence à loyers modiques, d'un centre communautaire et bientôt d'un centre culturel.

Si, en 1984, elle faisait l'acquisition d'un immeuble, rue Saint-Dominique, pour y répartir 82 logements, elle inaugurerait samedi dernier, rue La Gauchetière ouest, son tout nouveau centre contigu à l'église de la Mission catholique chinoise. « Nous sommes en pleine expansion. Nous voulons créer plus de liens avec les Montréalais et leur faire connaître notre culture, notre philosophie et nos valeurs », déclare Leung Tom, enthousiaste et nourrissant mille projets. Il est le président du Centre uni de la Communauté chinoise de Montréal, et, comme le rapportait La Presse du lundi 15 mai dernier, il envisageait depuis longtemps cette réalisation sous le signe de la solidarité.

En effet, le centre aménagé au troisième étage d'une ancienne école dont on a gardé la façade historique, sera un point de rencontre pour les quelque 57 000 Montréalais chinois de toutes les dénominations, catholiques aussi bien que bouddhistes, protestants et taoïstes.

Il y a 15 ans déjà, leurs leaders s'étaient unis afin de rallier tout le monde autour du projet. Après bien des efforts et des démarches, l'édifice leur a été offert pour la valeur nominale d'un dollar avec un octroi substantiel d'un million et demi du gouvernement fédéral. Les trois étages ont été reconstruits au coût de \$1 900 000. Le Québec y a contribué par une subvention de \$120 000 et les membres de la communauté y sont allés de

leurs dons pour combler le reste.

Au-dessus des 22 appartements occupés par des citoyens âgés et des huit bureaux mis en location, le Centre uni organisera des activités ayant pour objectif principal les échanges avec les Montréalais de toutes origines. « Nous voulons que les enfants, par exemple, s'y retrouvent en week-end pour peindre, chanter, danser et apprendre les langues les uns des autres », souhaite M. Tom.

À propos des langues, et cette fois pour les adultes arrivés de Hong Kong, il prévoit des cours de français et d'anglais à côté des cours d'initiation aux finances et des leçons pratiques d'économie domestique qui seront ainsi offerts dans un environnement chinois. « Ceux et celles qui ne sont pas encore familiers avec les méthodes occidentales pourront se sentir chez eux à Montréal », d'insister M. Tom, un ingénieur à la tête d'une industrie métallurgique.

Natif de Canton, venu au Canada à l'âge de 19 ans, il estime qu'il est important de préserver la culture chinoise hors de son pays d'origine. Ils seraient 275 millions, les Chinois vivant à l'étranger, sur les cinq continents. M. Tom rêve de fonder une sorte de fédération pour établir des liens entre eux. Il a déjà entamé des contacts à ce sujet dans plusieurs villes du Canada et des U.S.A.

« Nous avons l'expérience et l'énergie pour savoir quoi faire et comment faire », souligne-t-il en rappelant que les communications aujourd'hui devront sortir la communauté de son isolement. Tout comme ses compatriotes de leur réserve et de leur timidité qui les tenaient jusqu'ici dans des rôles effacés.

À la faveur de la campagne de souscription pour le centre qui vient d'ouvrir ses portes, une somme additionnelle de \$800 000 a été recueillie également pour la création d'un autre centre, culturel celui-là. Il sera établi dans un immeuble de la Ville de Montréal sur la rue Clark. Quand il sera prêt dans un an et demi, assure M. Tom, les Montréalais auront l'occasion de connaître de plus près et plus en profondeur une civilisation plusieurs fois millénaire.

Le ministère de l'Immigration ouvrira trois directions régionales l'an prochain

Presse Canadienne

Pour mieux aider à l'intégration des immigrants au Québec, le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration restructure ses services et ouvrira en 1990 trois directions régionales.

Le ministre Monique Gagnon-Tremblay a par ailleurs reconnu dernièrement que l'état du français acquis lors des cours donnés dans le COFI (Centres d'orientation et formation des immigrants) la préoccupe. « Il faudra sûrement évaluer la connaissance de la langue, assurer un certain suivi des personnes après leur sortie des COFI. »

Concrètement, trois directions régionales seront créées à Qué-

bec, Hull et Sherbrooke d'ici l'été de 1990. Le principe de nouveaux postes étant acquis auprès du Conseil du Trésor, chacun de ces bureaux comptera quatre ou cinq professionnels et le personnel d'appui correspondant.

Pour s'attaquer aux problèmes et relever le défi de l'immigration, Mme Gagnon-Tremblay constate tout de même que son ministère est « en pleine expansion »; les moyens se sont accrues d'environ 20 pour cent depuis deux ans et sa dotation, pour l'exercice 1989-90, est de 550 employés permanents sur un budget de 47,55 millions.

Dans sa restructuration, le ministère sera doté de trois sous-ministres adjoints pour décharger d'autant le sous-ministre en titre, Normand Ridde.

CINÉ MAGOT

À TÉLÉVISION QUATRE SAISONS

SUPER CÂBLE
35 5

Télévision
Quatre Saisons

À L'AFFICHE CE SOIR
21 HEURES

INDIANA JONES
ET LE TEMPLE MAUDIT



AVEC
HARRISON FORD

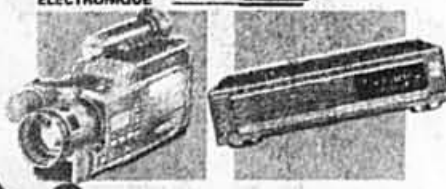
PLUS DE 100 000\$ EN PRIX À GAGNER!

16 VOYAGES*
(valeur approx. de 4 000\$/ch.)
pour deux en Floride
au Parc d'attractions des
Studios Disney/MGM
(départ le 31 janvier 1990)

PARTICIPEZ!
Regardez le cinéma ce soir à Télévision Quatre Saisons. Pendant le film, notre animateur vous posera trois questions. Notez correctement les trois réponses et appelez-nous dès la fin du film et ce, jusqu'à 9 h le lendemain matin au 1-900-750-2323 (50¢ de frais d'appel). Si votre appel est sélectionné au hasard par notre ordinateur, vous serez alors éligible au tirage. Pour connaître les détails de ce concours, regardez Ciné-Magot ce soir à Télévision Quatre Saisons.

16 CAMÉSCOPES*
(valeur approx. de 1 600\$/ch.)
16 MAGNÉTOSCOPES*
(valeur approx. de 500\$/ch.)

SPEC
ELECTRONIQUE



SONY

Règlement disponible à
Télévision Quatre Saisons de
votre région. Concours ouvert
aux 15 ans et plus.



STUDIOS
PARC D'ATTRACTIONS

* À chaque émission de Ciné-Magot, vous courez la chance de gagner soit: un voyage, une caméscope, un magnétoscope ou un des nombreux autres prix.